101e ANNÉE
VOL. 101

No 48
6569

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 29 novembre 1969

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, November 29, 1969

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures beliow notces:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

27440 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

Académie de Danse Gisèle & Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Laurent Pigeon, marchand, 142, Wellington nord, Gisèle Morin, éducatrice, épouse dudit Laurent Pigeon, 1115, Malouin, tous deux de Sherbrooke, et Jacques St-Onge, surintendant, 545, Langlois, Magog, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres, sous le nom de « Académie de Danse Gisèle & Laurent inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4768-69

Les Agences Musicales Saguenay Lac St-Jean ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: André Bergeron, négociant, 20, Laurier, Louis-Paul Simard, vendeur, 319, Boulanger, et Miville Morissette, assistant-comptable, 771, Ste-Anne, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Letters Patent

Académie de Danse Gisèle & Laurent inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Laurent Pigeon, merchant, 142 Wellington North, Gisèle Morin, educator, wife of the said Laurent Pigeon, 1115 Malouin, both of Sherbrooke, and Jacques St-Onge, superintendent, 545 Langlois, Magog, for the following purposes:

To organize and manage a social club for the recreation and relaxation of the body and mind of its members, under the name of "Académie de Danse Gisèle & Laurent inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation if $50,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4768-69

Les Agences Musicales Saguenay Lac St-Jean ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Bergeron, trader, 20 Laurier, Louis-Paul Simard, salesman, 319 Boulanger, and Miville Morissette, assistant accountant, 771 Ste-Anne, all three of Alma, for the following purposes:

Agir comme conseiller en publicité et exploiter une agence de spectacles, sous le nom de « Les Agences Musicales Saguenay Lac St-Jean ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 25, rue Sacré-Coeur, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4583-69

To act as publicity counsellors and to operate an entertainment agency, under the name of "Les Agences Musicales Saguenay Lac St-Jean ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 25 Sacré-Coeur Street, Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4583-69

Agence Technique de Réclamations d'Assurances Dolbeau ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Bernard Henry, 68, Dumas, Saint-Félicien, Raymond Lamontagne, rue Principale, Saint-Prime, et Errol Blouin, 68, Des Sapins, Dolbeau, tous trois agents de réclamations, pour les objets suivants:

Agir comme agent de réclamations, sous le nom de « Agence Technique de Réclamations d'Assurances Dolbeau ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 9,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 31,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4816-69

Agence Technique de Réclamations d'Assurances Dolbeau ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Henry, 68 Dumas, Saint-Félicien, Raymond Lamontagne, Main St., Saint-Prime, and Errol Blouin, 68 Des Sapins, Dolbeau, all three claims adjusters, for the following purposes:

To act as claims adjusters, under the name of "Agence Technique de Réclamations d'Assurance Dolbeau ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 9,000 common shares of $1 each and 31,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4816-69

Ameublement Vaudreuil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Léandre Marcil, industriel, 8400, St-Denis, Ruth DeKinder, secrétaire, épouse de Louis DeKinder, 10184, Marquette, tous deux de Montréal, et Jean-Marc Poulin, avocat, 3345, Savard, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des effets mobiliers de toutes sortes, sous le nom de « Ameublement Vaudreuil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4697-69

Ameublement Vaudreuil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léandre Marcil, industrialist, 8400 St-Denis, Ruth DeKinder, secretary, wife of Louis DeKinder, 10184 Marquette, both of Montreal, and Jean-Marc Poulin, advocate, 3345 Savard, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture of all kinds, under the name of "Ameublement Vaudreuil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4697-69

Les Amis des Scouts de La Pocatière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Réginald Grandmaison, dentiste, 109, 5e Avenue, Georges-Yves Robitaille, industriel, 903, 3e Rue, Gérard Gaudette, agronome, 204, 3e Avenue, Yolande Bélanger, ménagère, épouse de Louis-Joseph Lavoie, 104, 7e Avenue, Denis Lapointe, prêtre, 203, 4e Avenue, Rolland Mercier, comptable, 400, 8e Avenue, et Antoinette Bourdages,

Les Amis des Scouts de La Pocatière inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Réginald Grandmaison, dentist, 109, 5th Avenue, Georges-Yves Robitaille, industrialist, 903, 3rd Street, Gérard Gaudette, agronomist, 204, 3rd Avenue, Yolande Bélanger, housewife, wife of Louis-Joseph Lavoie, 104, 7th Avenue, Denis Lapointe, priest, 203, 4th Avenue, Rolland Mercier, accountant, 400, 8th Avenue,

ménagère, épouse de Rolland Marcoux, 700, 11e Avenue, tous sept de La Pocatière, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux des scouts et du scoutisme en général, sous le nom de « Les Amis des Scouts de La Pocatière inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4634-69

L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Alain Côté, stagiaire, 177, Carignan, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, ces deux dernirs avocats, pour les objets suivants:

Organiser des équipes de hockey de calibre junior, sous le nom de « L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 2790-69

Association de Sécurité des Exploitations Forestières du Québec inc. Québec Logging Safety Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Vianney Allard, gérant, 1170, Beaver Hall Square, Leslie G. Bastin, Édifice Sun Life, Carré Dominion, Andrew S. Fleming, 395, Maisonneuve ouest, Jim G. MacLeod, 800, Dorchester ouest, ces trois derniers administrateurs, tous quatre de Montréal, et William G. Sherrick, gérant, Beaupré, pour les objets suivants:

Promouvoir la prévention d'accidents, la sécurité et le bien-être de personnes engagées dans l'industrie forestière ou matières connexes, sous le nom de « Association de Sécurité des Exploitations Forestières du Québec inc.— Québec Logging Safety Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est 580, Grande-Allée est, chambre 270, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4120-69

and Antoinette Bourdages, housewife, wife of Rolland Marcoux, 700, 11th Avenue, all seven of La Pocatière, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the material, cultural and social interests of scouts and of the scout movement in general, under the name of "Les Amis des Scouts de La Pocatière inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at La Pocatière, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4634-69

L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Alain Côté, articled student, 177 Carignan, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, the latter two advocates, for the following purposes:

To organize junior league hockey teams, under the name of "L'Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 2790-69

Association de Sécurité des Exploitations Forestières du Québec inc. Québec Logging Safety Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Vianney Allard, manager, 1170 Beaver Hall Square, Leslie G. Bastin, Sun Life Building, Dominion Square, Andrew S. Fleming, 395 Maisonneuve west, Jim G. MacLeod, 800 Dorchester west, the latter three administrators, all four of Montreal, and William G. Sherrick, manager, Beaupré, for the following purposes:

To promote accident prevention, safety and the welfare of persons engaged in the forestry industry or related trades, under the name of "Association de Sécurité des Exploitations Forestières du Québec inc.— Québec Logging Safety Association Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at 580 Grande-Allée east, room 270, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4120-69

Association Religieuse et Culturelle de St-Joseph de Huntingdon

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: J.-A.-Médario Laberge, commis, 48, Dalhousie, Marie-Claire Poirier, ménagère, épouse de James Roberge, 59, East, et Mary Booth, ménagère, épouse de Ernest McDermott, 92A, York, tous trois de Huntingdon, pour les objets suivants:

Joindre en seul groupe toutes les associations religieuses et culturelles pour promouvoir les idées et messages religieux et acquérir les immeubles nécessaires à cette fin, sous le nom de « Association Religieuse et Culturelle de St-Joseph de Huntingdon ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 2513-69

Les Ateliers Roland Gingras inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Roland Gingras, entrepreneur, 298, Roy, Lemoyne, Philippe Garon, menuisier, 5680, Jeanne d'Arc, Montréal, et Luc Geoffroy, avocat, 821, Briand, Chambly, pour les objets suivants:

Réaliser et fabriquer les décors pour le théâtre, le cinéma, la télévision, les pageants, les magasins et les hôtels, sous le nom de « Les Ateliers Roland Gingras inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1905, Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4149-69

Automobiles Grand Prix ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Charles-Édouard Lavoie, 3619, Lévesque, Laval, Roger Manseau, 7705, L'Acadie, app. 907, Montréal, tous deux hommes d'affaires, et Guy Tremblay, gérant, 10817, St-Julien, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter des stations-service, garages et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Automobiles Grand Prix ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 230, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4299-69

Association Religieuse et Culturelle de St-Joseph de Huntingdon

Notice is given that under Part III of the Compagnies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: J.-A.-Médario Laberge, clerk, 48 Dalhousie, Marie-Claire Poirier, housewife, wife of James Roberge, 59 East, and Mary Booth, housewife, wife of Ernest McDermott, 92A York, all three of Huntingdon, for the following purposes:

To join all the religious and cultural associations to promote religious ideas and messages, and to acquire the immovables necessary therefor, under the name of "Association Religieuse et Culturelle de St-Joseph de Huntingdon".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation is at Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 2513-69

Les Ateliers Roland Gingras inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Gingras, contractor, 298 Roy, Lemoyne, Philippe Garon, joiner, 5680 Jeanne d'Arc, Montreal, and Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand, Chambly, for the following purposes:

To plan and make sets for the theatre, cinema, television, plays, stores and hotels, under the name of "Les Ateliers Roland Gingras inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1905 Berri, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4149-69

Automobiles Grand Prix ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-Édouard Lavoie, 3619 Lévesque, Laval, Roger Manseau, 7705 L'Acadie, Apt. 907, Montreal, both businessmen, and Guy Tremblay, manager, 10817 Saint-Julien, Montreal North, for the following purposes:

To operate service stations, garages and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Automobiles Grand Prix ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 230 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4299-69

B.V. Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Arvida Bumbulis, entrepreneur, Evgenija Vilumovska, ménagère, épouse dudit Arvids Bumbulis, tous deux de 20, Sunshine Drive, Dollard-des-Ormeaux, et Guy Vincent, homme d'affaires, 3360, Bélanger, app. 1, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, et de construction, sous le nom de « B.V. Realty Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2075, rue Theodore, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4644-69

Boucherie de l'Élysée inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Lucien Gaury, 3990, Sherbrooke est, Fernand Grenier, 1253, Ontario est, tous deux bouchers, de Montréal, et Yvan Meunier, comptable, 995, Rouleau, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Boucherie de l'Élysée inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4566-69

Jos Boulay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Jos Boulay, entrepreneur, Imelda Patoine, ménagère, épouse dudit Jos Boulay, Roger Boulay et Normand Boulay, ces deux derniers mesuisiers, tous quatre de 47, St-Louis, Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Jos Boulay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4819-69

Raymond Bousquet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

B.V. Realty Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arvids Bumbulis, contractor, Evgenija Vilumovska, housewife, wife of the said Arvids Bumbulis, both of 20 Sunshine Drive, Dollard-des-Ormeaux, and Guy Vincent, businessman, 3360 Bélanger, apt. 1, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "B.V. Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2075 Theodore Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4644-69

Boucherie de l'Élysée inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Gaury, 3990 Sherbrooke East, Fernand Grenier, 1253 Ontario East, both butchers, of Montreal, and Yvan Meunier, accountant, 995 Rouleau, Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Boucherie de l'Élysée inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4566-69

Jos Boulay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jos Boulay, contractor, Imelda Patoine, housewife, wife of the said Jos Boulay, Roger Boulay and Normand Boulay, the latter two carpenters, all four of 47 Saint-Louis, Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of building materials, under the name of "Jos Boulay inc.", with a total stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4819-69

Raymond Bousquet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1969, have been issued

patentes, en date du 14e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Raymond Bousquet, marchand, Laure-Anna Pelletier, ménagère, épouse dudit Raymond Bousquet, tous deux de 3272, 7e rue, Laval, et Jacques Desnoyers, comptable, 7, Panet, L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épicier, sous le nom de « Raymond Bousquet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3272, 7e rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4328-69

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Bousquet, merchant, Laure-Anna Pelletier, housewife, wife of the said Raymond Bousquet, both of 3272, 7th St., Laval, and Jacques Desnoyers, accountant, 7 Panet, L'Assomption, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Raymond Bousquet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3272, 7th St., Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4328-69

La Boutique de Ski Jean Lessard ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Daniel Bédard, de Granby, François-G. Lévesque, tous deux avocats, et Monique Duval, secrétaire, épouse de Denis Rocheleau, ces deux derniers de Bedford, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, louer, vendre, au gros et au détail, des vêtements et articles de sport, de toutes sortes, sous le nom de « La Boutique de Ski Jean Lessard ltée », avec un capital total de $65,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 6,200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sutton, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4625-69

La Boutique de Ski Jean Lessard ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Bédard, Granby, François-G. Lévesque, both advocates, and Monique Duval, secretary, wife of Denis Rocheleau, the latter two of Bedford, for the following purposes:

To make, buy, rent, sell, at wholesale or retail, sportswear and sports equipment of all kinds, under the name of "La Boutique de Ski Jean Lessard ltée", with a total capital stock of $65,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 6,200 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Sutton, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4625-69

Les Breuvages Richelieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gérard Séguin, 11, Colonial, Gianbattista Cattaneo, 211, Chaussé, tous deux opérateurs, et Jean-Claude Séguin, tisserand, 165, MackenzieKing, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de liqueurs douces, sous le nom de « Les Breuvages Richelieu inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4808-69

Les Breuvages Richelieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Séguin, 11 Colonial, Gianbattista Cattaneo, 211 Chaussé, both operators, and Jean-Claude Séguin, weaver, 165 MackenzieKing, all three of Saint-Jean, for the following purposes:

To manufacture and deal in soft drinks, under the name of "Les Breuvages Richelieu inc.", with a total capital of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4808-69

Brunelle, Trudel & Monette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Guy Brunelle, 11085, Jeanne-Mance, Yvon Trudel, 10855, Waverly, et

Brunelle, Trudel & Monette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Brunelle, 11085 Jeanne-Mance, Yvon Trudel, 10855 Waverley, and Jacques

Jacques Monette, 10620, Iberville, tous trois courtiers d'assurance, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Brunelle, Trudel & Monette inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1395, rue Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4628-69

Monette, 10620 Iberville, all three insurance brokers, of Montreal, for the following purposes:

To act as insurance brokers and agents, under the name of "Brunelle, Trudel & Monette inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1395 Fleury Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4628-69

Gervais Caron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gervais Caron, agent manufacturier, Réjane Caron, ménagère, épouse dudit Gervais Caron, tous deux de Gracefield, et Gérard Gauvin, comptable, 12240, Toupin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gazoline, huile et autres produits pétrolifères, combustibles, et lubrifiants de toute sortes, sous le nom de « Gervais Caron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gracefield, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4681-69

Gervais Caron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gervais Caron, manufacturer's agent, Réjane Caron, housewife, wife of said Gervais Caron, both of Gracefield, and Gérard Gauvin, accountant, 12240 Toupin, Montreal, for the following purposes:

To deal in gasoline, oil and other petroliferous products, fuels and lubricants of all kinds, under the name of "Gervais Caron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Gracefield, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4681-69

Carrefour des Robes Féminines inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1969, constituant en corporation: Seymour Luterman, 26, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, William D. Schwartz, 7452, Ostell Crescent, Montréal, et Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de grand magasin, sous le nom de « Carrefour des Robes Féminines inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4153-69

Carrefour des Robes Féminines inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Seymour Luterman, 26 Roxton Crescent, Montreal West, William D. Schwartz, 7452 Ostell Crescent, Montreal, and Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Carrefour des Robes Féminines inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4153-69

Centre Commercial de Clermont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Georges Fournier, administrateur, Lise Tremblay, ménagère, épouse dudit Georges Fournier, tous deux de Clermont, comté de Charlevoix-Est, et Jacques Ferland, comptable, La Malbaie, pour les objets suivants:

Centre Commercial de Clermont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Fournier, administrator, Lise Tremblay, housewife, wife of said Georges Fournier, both of Clermont, county of Charlevoix-East, and Jacques Ferland, accountant, La Malbaie, for the following purposes:

Exploiter un centre d'achat, sous le nom de « Centre Commercial de Clermont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Clermont, comté de Charlevoix-Est, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4358-69

Centre Culturel et Communautaire de Warwick inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Charles Perreault, industriel, route rurale numéro 3, René Provencher, journalier, 38, St-Joseph, Michel Lemire, comptable agréé, 33, St-Joseph, et Gilles Vigneault, prêtre, 99, St-Louis, tous quatre de Warwick, pour les objets suivants:

Former et exploiter un centre culturel et communautaire polyvalent, sous le nom de « Centre Culturel et Communautaire de Warwick inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4516-69

Centre Culturel Thérésien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre1969, constituant en corporation: George Wurtele, Claude Violette, tous deux avocats, de 3500, Parc Lafontaine, suite 210, Montréal, et Jacques Harvey, vendeur d'assurance, 580, Gaétan, Blainville, pour les objets suivants:

Promouvoir les activités culturelles et s'occuper des loisirs des membres du club, sous le nom de « Centre Culturel Thérésien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4662-69

Centre de Chauffage Électrique du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Michel Cogger, 376, Redfern, app. 36, Westmount, Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, tous deux avocats, et Mariette Dupré, secrétaire, fille majeure, 6550, 19e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

To operate a shopping center, under the name of "Centre Commercial de Clermont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Clermont, county of Charlevois-East, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4358-69

Centre Culturel et Communautaire de Warwick inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Charles Perreault, industrialist, Rural Route number 3, René Provencher, labourer, 38 Saint-Joseph, Michel Lemire, chartered accountant, 33 Saint-Joseph, and Gilles Vigneault, priest, 99 Saint-Louis, all four of Warwick, for the following purposes:

To organize and operate a polyvalent community and cultural centre, under the name of "Centre Culturel et Communautaire de Warwick inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $500,000.

The head office of the corporation is at Warwick, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4516-69

Centre Culturel Thérésien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Wurtele, Claude Violette, both advocates of 3500 Parc Lafontaine, suite 210, Montreal, and Jacques Harvey, insurance salesman, 580 Gaétan, Blainville, for the following purposes:

To promote the cultural activities and attend to the recreational activities of the members of the club, under the name of "Centre Culturel Thérésien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Blainville, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4662-69

Centre de Chauffage Électrique du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Cogger, 376 Redfern, Apt. 36, Westmount, Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, both advocates, and Mariette Dupré, secretary, spinster of the full age of majority, 6550, 19th Avenue, Montreal, for the following purposes:

Faire la vente, la distribution, la réparation, l'installation, l'échange de fournaises électriques, de systèmes de chauffage, de pièces, d'équipement et accessoires, sous le nom de « Centre de Chauffage Électrique du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, Place d'Armes, Suite 1200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4183-69

To sell, distribute, repair, install, exchange electric furnaces, heating systems, parts, equipment and accessories, under the name of "Centre de Chauffage Électrique du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 500 Place d'Armes, Suite 1200, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4183-69

Centre Musical Mailloux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jean-Charles Mailloux, commerçant, Laurence Viel, ménagère, épouse de Arthur Mailloux, tous deux de 89, Alexandre, et Claude Mailloux, vendeur, 274, Chemin Fraserville, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, faire l'entretien et la réparation des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques et instruments de musique, leurs parties et leurs accessoires, sous le nom de « Centre Musical Mailloux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 316, rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4509-69

Centre Musical Mailloux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Charles Mailloux, trader, Laurence Viel, housewife, wife of Arthur Mailloux, both of 89 Alexandre, and Claude Mailloux, salesman, 274 Fraserville Road, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To make, buy, sell, maintain and repair radios, televisions, electrical appliances and musical instruments, their parts and accessories, under the name of "Centre Musical Mailloux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 316 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4509-69

Paul-Eugène Chabot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Paul-Eugène Chabot, courtier d'assurance, Yvonne Boucher, ménagère, épouse dudit Paul-Eugène Chabot, tous deux de 42, Royale, Saint-Pierre, et Paul-Émile Dupuis, courtier d'assurance, 9470, Ampleman, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Paul-Eugène Chabot inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pierre, Ile d'Orléans, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4728-69

Paul-Eugène Chabot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Eugène Chabot, insurance broker, Yvonne Boucher, housewife, wife of said Paul-Eugène Chabot, both of 42 Royale, Saint-Pierre, and Paul-Émile Dupuis, insurance broker, 9470 Ampleman, Charlesbourg, for the following purposes:

To act as insurance agents and brokers, under the name of "Paul-Eugène Chabot inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Pierre, Island of Orleans, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4728-69

Normand Champagne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, secrétaire, veuve de Georges Dagenais, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Normand Champagne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, secretary, widow of Georges Dagenais, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Faire la culture, le transport et la vente du tabac sous toutes ses formes, sous le nom de « Normand Champagne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 95, rang St-Jean-Baptiste, Lanoraie-d'Autray, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4692-69

To grow, transport and sell tobacco under all aspects, under the name of "Normand Champagne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 95 Saint-Jean-Baptiste Range, Lanoraie-d'Autray, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4692-69

Le Chanfreau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Joli-Coeur, 2025, Brulart, Sillery, André Joli-Coeur, 2118, Chemin Ste-Foy, app. 418, Sainte-Foy, et Gaëtan Mathieu, 1644, 13e Avenue, Charny, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, aubergiste, tavernier et restaurateur, sous le nom de « Le Chanfreau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4711-69

Le Chanfreau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Joli-Coeur, 2025 Brulart, Sillery, André Joli-Coeur, 2118 St. Foy Road, Apt. 418, St. Foy, and Gaëtan Mathieu, 1644, 13th Ave., Charny, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, innkeepers, tavern-keepers and restaurateurs, under the name of "Le Chanfreau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4711-69

Château Estates Corporation
Corporation Foncière Château

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1969, constituant en corporation: Auguste Vincent, 266, Montrose, René Talbot, 799, Houde, tous deux de Saint-Lambert, et Gilles Chiquette, 849, Honfleur, Jacques-Cartier, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles, de construction, de placements et de portefeuille, sous le nom de « Château Estates Corporation — Corporation Foncière Château », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 990 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, Place Victoria, suite 1015, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3950-69

Château Estates Corporation
Corporation Foncière Château

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Auguste Vincent, 266 Montrose, René Talbot, 799 Houde, both of Saint-Lambert, and Gilles Chiquette, 849 Honfleur, Jacques-Cartier, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Château Estates Corporation — Corporation Foncière Château", with a total, capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 990 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 800 Place Victoria, suite 1015, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 3950-69

Les Chemises sur Mesure Napoléon inc.
Napoléon Custom Made Shirts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Théodore Théodore, homme d'affaires, Helen Gustini, ménagère, épouse dudit Théodore Théodore, tous deux de 1090, Montpellier, Boris Théodore, homme d'affaires, et Jacqueline Audette, ménagère, épouse

Les Chemises sur Mesure Napoléon inc.
Napoléon Custom Made Shirts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Théodore Théodore, businessman, Helen Gustini, housewife, wife of said Théodore Théodore, both of 1090 Montpellier, Boris Théodore, businessman, and Jacqueline Audette, housewife, wife of said Boris Théodore, the latter

dudit Boris Théodore, ces deux derniers de 1100, Montpellier, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de chemises et vêtements pour hommes en série ou sur mesure, sous le nom de « Les Chemises sur Mesure Napoléon inc. — Napoléon Custom Made Shirts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4940-69

two of 1100 Montpellier, all four of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in serie or custom shirts and clothing for men, under the name of "Les Chemises sur Mesure Napoléon inc. — Napoléon Custom Made Shirts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4940-69

Club Dabo du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Perron, inspecteur, 566, 1re avenue, Joseph Gagné, 1401, de Guyenne, tous deux de Québec, et Marius Bernier, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Club Dabo du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4785-69

Club Dabo du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roland Perron, inspector, 566, 1st Ave., Joseph Gagné, 1401 de Guyenne, both of Québec, and Marius Bernier, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, the latter two businessmen, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all ways the economic, social and professional interests of its members, under the name of "Club Dabo du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4785-69

Club de Tir Val-Mont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Harold Gaucher, directeur de sécurité, 3343, Montpetit, Jacques Murat, agent de relations publiques, 2200, Place McKay, tous deux de Sainte-Foy, et Jean Brisset des Nos, étudiant, 980, Raymond Casgrain, Québec, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Club de Tir Val-Mont inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Thérèse-de-Lisieux, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financirèes,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4868-69

Club de Tir Val-Mont inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Harold Gaucher, security director, 3343 Montpetit, Jacques Murat, public relations agent, 2200 Place McKay, both of St. Foy, and Jean Brisset des Nos, student, 980 Raymond Casgrain, Québec, for the following purposes:

To form and operate a sports club, under the name of "Club de Tir Val-Mont inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Sainte-Thérèse-de-Lisieux, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4868-69

Club Distributeur Cosmel'l No 1 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gérard Renaud, comptable, 10, Parc Dion, Loretteville, Richard Guèvremont, professeur, 6635, 40e Avenue, et

Club Distributeur Cosmel'l No 1 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of Spetember, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Renaud, accountant, 10 Parc Dion, Loretteville, Richard Guèvremont, professor, 6635, 40th Ave., and Paul-J.-R. Duro-

Paul-J.-R. Durocher, administrateur, 10250, Bois-de-Boulogne, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Club Distributeur Cosmel'l No 1 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4648-69

Club Social Cattolica inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Elio Cerundolo, avocat, 1050, Montpellier, Laval, Ruth Cramer, secrétaire, fille majeure, 1225, Saint-Marc, app. 702, et Vincenzo D'Angelo, homme d'affaires, 7395, Cartier, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club pour l'accommodement, la récréation et l'amusement des membres, sous le nom de « Club Social Cattolica inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4026-69

Le Comité Culturel de l'Outaouais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Sauvageau, administrateur, 240, Mutchmore, Daniel Gosselin, éducateur, 100, Mont-Bleu, tous deux de Hull, et Jean-M. Thivierge, directeur, 441, Le Plateau, Gatineau, pour les objets suivants:

Coordonner et planifier les activités des groupements ou centres culturels de la région de l'Outaouais, sous le nom de « Le Comité Culturel de l'Outaouais inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4781-69

Comité des Loisirs de Boileau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre1969, constituant en corporation sans capital-actions:

cher, administrator, 10250 Bois-de-Boulogne, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To make and deal in soap and its products, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Club Distributeur Cosmel'l No 1 inc", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4648-69

Club Social Cattolica inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Elio Cerundolo, advocate, 1050 Montpellier, Laval, Ruth Cramer, secretary, spinster of the full age of majority, 1225 Saint-Marc, apt. 702, and Vincenzo D'Angelo, businessman, 7395 Cartier, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and direct a club for the accommodation, amusement and entertainment of its members, under the name of "Club Social Cattolica inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4026-69

Le Comité Culturel de l'Outaouais inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Philippe Sauvageau, administrator, 240 Mutchmore, Daniel Gosselin, educator, 100 Mont-Bleu, both of Hull, and Jean-M. Thivierge, director, 441 Le Plateau, Gatineau, for the following purposes:

To plan and co-ordinate the activities of cultural groups or centres of the Ottawa Region, under the name of "Le Comité Culturel de l'Outaouais inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $100,000.

The head office of the corporation is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOHCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4781-69

Comité des Loisirs de Boileau inc.

Notice is eiven that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital:

Andrée Tremblay, présidente, épouse de Hervé Tremblay, Aline Bergeron, secrétaire-trésorière, épouse de Jean-Charles Gilbert, et Gilberte Brouillette, directrice, épouse de Léonidas Gagnon, toutes trois de Boileau, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un centre de loisirs, sous le nom de « Comité des Loisirs de Boileau inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Ponsonby, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3307-69

Communication PNMD inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Danielle Trudel, 1825, 57e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Nicole Viau, 6834, Des Écores, Hélène Michaud, 3685, Berri, app. 109, Louise Vedboncoeur, 3445, Drummond, app. 601, ces trois dernières de Montréal, toutes quatres secrétaires, filles majeures, Michel Roy, 50, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Pierre D. Massé, 4032, Lacombe, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers et agents en publicité, sous le nom de « Communication PNMD inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions classe « A » et en 200 actions classe « B » sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 2085, rue Union, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3463-69

Conserverie la Ménagère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Patrick Cliche, 23, 23e Rue, Saint-Georges, Jean-Paul Racine, Saint-Honoré, comté de Beauce, tous deux industriels, et André Roberge, comptable, 1070, Ploermel, Sillery, pour les objets suivants:

Faire le commerce des fruits, légumes, céréales et produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Conserverie la Ménagère inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 225, de l'Église, Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4608-68

Corporation Immobilière de l'Estrie

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Andrée Tremblay, president, wife of Hervé Tremblay, Aline Bergeron, secretary-treasurer, wife of Jean-Charles Gilbert, and Gilberte Brouillette, director, wife of Léonidas Gagnon, all three of Boileau, for the following purposes:

To organize and manage a recreational centre, under the name of "Comité des Loisirs de Boileau inc.".

The amount to which are limited the immovables which may be owned and acquired by the corporation is $10,000.

The head office of the corporation is at Ponsonby, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3307-69

Communication PNMD inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Danielle Trudel, 1825, 57th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Nicole Viau, 6834 Des Écores, Hélène Michaud, 3685 Berri, Apt. 109, Louise Vedboncoeur, 3445 Drummond, Apt. 601, the latter three of Montreal, all four secretaries, spinsters of the full age of majority, Michel Roy, 50 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Pierre D. Massé, 4032 Lacombe, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To act as publicity agents and counsellors, under the name of "Communication PNMD inc.", with a capital stock divided into 10,000 class "A" shares and into 200 class "B" shares without nominal value.

The head office of the company is at 2085 Union Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3463-69

Conserverie la Ménagère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Patrick Cliche, 23, 23rd Street, Saint-Georges, Jean-Paul Racine, Saint-Honoré, county of Beauce, both industrialists, and André Roberge, accountant, 1070 Ploermel, Sillery, for the following purposes:

To deal in fruit, vegetables, cereals and food products, of all kinds, under the name of "Conserverie la Ménagère inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 225 de l'Église, Saint-Romuald, d'Etchemin, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4608-68

Corporation Immobilière de l'Estrie

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1969, have been issued by the

patentes, en date du 3e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Nicole Gingras, fille majeure, 777, Victoria, Léopold Desorchers, 1573, O'Reilly, tous deux secrétaires, et Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, de gestion, de portefeuille (holding) et de placements, sous le nom de « Corporation Immobilière de l'Estrie », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune, 900 actions privilégiées « A » de $10 chacune et en 3,800 actions privilégiées « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 234, rue Dufferin, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3238-69

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nicole Gingras, spinster of the age of majority, 777 Victoria, Léopold Desrochers, 1573 O'Reilly, both secretaries, and Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a construction, management, holding and investment company, under the name of "Corporation Immobilière de l'Estrie", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $1 each, 900 class "A" preferred shares of $10 each and 3,800 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 234 Dufferin, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3238-69

Corporation Varco

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Maurice Taschereau, 2170, Marillac, Georges Taschereau, 1055, Mont-St-Denis, tous deux de Sillery, François Rainville, 1348, Frontenac, tous trois notaires, Huguette Fournel, 554, Latourelle, tous deux de Québec, et Pauline Cantin, 300, Valcartier, Loretteville, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Corporation Varco », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4373-69

Corporation Varco

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Taschereau, 2170 Marillac, Georges Taschereau, 1055 Mont-St-Denis, both of Sillery, François Rainville, 1348 Frontenac, all three notaries, Huguette Fournel, 554 Latourelle, both of Québec, and Pauline Cantin, 300 Valcartier, Loretteville, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Corporation Varco", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4373-69

Courtemanche & Frère ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Rosaire Courtemanche, garagiste, Henriette Allaire, ménagère, épouse dudit Rosaire Courtemanche, tous deux de 935, Bourassa, Bernard Courtemanche, garagiste, et Laure Vertefeuille, ménagère, épouse dudit Bernard Coutemanche, ces deux derniers de 2565, Beauparlant, tous quatre de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Administrer des garages et magasins et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, pneus et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Courtemanche & Frère ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20 actions ordinaires de $10 chacune, 3,970 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1090, des Cascades, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4621-69

Courtemanche & Frère ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Courtemanche, garage-keeper, Henriette Allaire, housewife, wife of said Rosaire Courtemanche, both of 935 Bourassa, Bernard Courtemanche, garage-keeper, and Laure Vertefeuille, housewife, wife of said Bernard Courtemanche, the latter two of 2565 Beauparlant, all four of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To manage garages and stores and to deal in motor vehicles, motors, machines, tires and all their accessories and parts, under the name of "Courtemanche & Frère ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20 common shares of $10 each, 3,970 preferred class "A" shares of $10 each and into 100 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 1090 des Cascades, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4621-69

Daigle, Girard & Associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gilles Bélanger, 356, Cartier, Gilles Therriault, 449, King, et Paul Gagné, 184B, Dufferin, tous trois avocats, de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Daigle, Girard & Associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3655, rue Papineau, suite 210, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4784-69

Dave's Show Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: David Fortin, serre-frein, 911, Pierre Viger, Boucherville, Armand Tremblay, chauffeur, 2524, Mousseau, Montréal, et Léopold Hamel, employé de bureau, 26, Marie Victorin, Verchères, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, cabarets et restaurants, sous le nom de « Dave's Show Bar Inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1222, rue St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4559-69

Delamare Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, François Perreault, 5305, Churchill, tous deux avocats, et Gisèle Tourville, secrétaire, célibataire, 3261, Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'une compagnie de transport, sous le nom de « Delamare Transport Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4463-69

Desjardins, Desjardins, Cadieux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Arthur A. Yanofsky,

Daigle, Girard & Associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Bélanger, 356 Cartier, Gilles Therriault, 449 King, and Paul Gagné, 184A Dufferin, all three advocates of Granby, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Daigle, Girard & Associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3655 Papineau Street, Suite 210, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4784-69

Dave's Show Bar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Fortin, brake man 911 Pierre Viger, Boucherville, Armand Tremblay, chauffeur, 2524 Mousseau, Montreal, and Léopold Hamel, office employee, 26 Marie Victorin, Verchères, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, cabarets and restaurants, under the name of "Dave's Show Bar Inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 300 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1222 St-Laurent Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4559-69

Delamare Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Fraçois Perreault, 5305 Churchill, both lawyers, and Gisèle Tourville, secretary, spinster, 3261 Forest Hill, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a transport company, under the name of "Delamare Transport Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4463-69

Desjardins, Desjardins, Cadieux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur A. Yanofsky, Asher Kahn

Asher Kahn et Jeffrey A. Brull, tous trois avocats, de 1, Place Ville Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Desjardins, Desjardins, Cadieux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1590, rue Québec, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4664-69

Les Développements Belcourt inc.
Belcourt Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, et Gilles Poulin, 103, Ashton, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivant:

Exploiter une compagnie de développement, sous le nom de « Les Développements Belcourt inc.— Belcourt Development Inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 5238-69

Distributeurs de Tapis Georgesiens inc.
Georgesian Rugs Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gaston Gamache, 2921, Quévillon, Paul Lesage, 3156, Édouard Montpetit, tous deux de Montréal, Gaston Nadeau, 8105, Jean Nicolet, Saint-Léonard, et Yves Bertrand, 190, Poitou, Laval, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toute sorte de tapis, tuiles, prélarts, et autres recouvrements de plancher, sous le nom de « Distributeurs de Tapis Georgesiens inc.— Georgesian Rugs Distributors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4164-69

Le Domaine St-Eustache inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Henri Dubord, entrepreneur, 120, 24e avenue, Deux-Montagnes, Yvon Désormeaux, notaire, 134, 2e avenue, et

and Jeffrey A. Brull, all three advocates of 1 Place Ville Marie, Montreal, for the following purposes:

To act as insurance agents and brokers, under the name of "Desjardins, Desjardins, Cadieux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1590 Québec Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4664-69

Les Développements Belcourt inc.
Belcourt Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Health Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, and Gilles Poulin, 103 Ashton, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a development company, under the name of "Les Développements Belcourt inc.— Belcourt Development Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 25,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 5238-69

Distributeurs de Tapis Georgesiens inc.
Georgesian Rugs Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Gamache, 2921 Quévillon, Paul Lesage, 3156 Édouard Montpetit, both of Montreal, Gaston Nadeau, 8105 Jean-Nicolet, Saint-Léonard, and Yves Bertand, 190 Poitou, Laval, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of rugs, tiles, linoleums and other floor coverings, under the name of "Distributeurs de Tapis Georgesiens inc.— Georgesian Rugs Distributors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4164-69

Le Domaine St-Eustache inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Dubord, contractor, 120, 24th Ave., Two-Mountains, Yvon Désormeaux, notary, 134, 2nd Ave., and Nicole Nicolas, secretary,

Nicole Nicolas, secrétaire, fille majeure, 360, St-Eustache, ces deux derniers de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Le Domaine St-Eustache inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires de $10 chacune et en 320 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 187, boulevard Sauvé, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3761-69

Dremar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1969, constituant en corporation: André Charron, 38, Desjardins ouest, Marc Charron, 66, Lalande, app. 3, et Gilles Charron, 21, Rouen, tous trois hommes d'affaires, de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Dremar inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4695-69

Guy Drolet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Guy Drolet, commerçant, Hélène Mongeau, ménagère, épouse dudit Guy Drolet, tous deux de 101, boulevard des Trinitaires, Saint-Basile-le-Grand, et Pierre Lemieux, étudiant, 141, Chemin Osias Leduc, Mont Saint-Hilaire, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, bar-salons, auberges, restaurants et salles d'amusement et de spectacles, sous le nom de « Guy Drolet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,950 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 185, boulebard Laurier, Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 2481-69

Entreprises Daubree, limitée
Daubree Enterprises, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Robert Yost Hinshaw, relation publique, 136, 95e rue est, New York, E.U.A., Maurice Martel, avocat, 1301

spinster of the full age of majority, 360 St-Eustache, the latter two of Saint-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Le Domaine St-Eustache inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of $10 each and 320 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 187 Sauvé Blvd., Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3761-69

Dremar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Charron, 38 Desjardins West, Marc Charron, 66 Lalande, Apt. 3, and Gilles Charron, 21 Rouen, all three businessmen of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Dremar inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4695-69

Guy Drolet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Drolet, trader, Hélène Mongeau, housewife, wife of said Guy Drolet, both of 101 des Trinitaires Boulevard, Saint-Basile-le-Grand, and Pierre Lemieux, student, 141 Osias Leduc Road, Mont Saint-Hilaire, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, bar-salons, inns, restaurants and recreation and performance halls, under the name of "Guy Drolet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $1 each and 3,950 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 185 Laurier Boulevard, Saint-Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 2481-69

Entreprises Daubree, limitée
Daubree Enterprises, Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Yost Hinshaw, public relation, 136, 95th Street East, New York, U.S.A., Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur

ouest, rue St-Viateur, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Saint-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, de placements et de gestion, sous le nom de « Entreprises Daubree, limitée — Daubree Enterprises, Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions. privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune

Le siège social de la compagnie est 200, rue St-Jacques, bureau 900, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4200-69

Les Entreprises G.F. Ste-Mélanie, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province à accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gaston Nadeau, entrepreneur, Françoise Brault, ménagère, épouse dudit Gaston Nadeau, tous deux de Sainte-Mélanie, et Jean-Robert Brault, voyageur, 114, Bousquet, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Les Entreprises G.F. Ste-Mélanie, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Mélanie, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4075-69

Les Entreprises Lucien Jacquart inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Lucien-Henri Jacquart, commerçant, Louise-Germaine Vaillant, ménagère, épouse dudit Lucien-Henri Jacquart, tous deux de 141, Gagnon, Schefferville, et Reggie Jeanne Angèle Jacquart, employée de bureau, épouse de Théophilus James Troke, Labrador City, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers et nettoyeurs et faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Lucien Jacquart inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 141, rue Gagnon, Schefferville, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4138-69

Les Entreprises Madelon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-Ouest, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, investment and management company, under the name of "Entreprises Daubree, limitée — Daubree Enterprises, Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the value of $1 each and 3,600 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 200 St-Jacques Street, Suite 900, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4200-69

Les Entreprises G.F. Ste-Mélanie, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Nadeau, contractor, Françoise Brault, housewife, wife of said Gaston Nadeau, both of Sainte-Mélanie, and Jean-Robert Brault, traveller, 114 Bousquet, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as general building contructors and contractors and to deal in all kinds of construction material, under the name of "Les Entreprises G.F. Ste-Mélanie, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Mélanie, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4075-69

Les Entreprises Lucien Jacquart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien-Henri Jacquart, trader, Louise-Germaine Vaillant, housewife, wife of said Lucien-Henri Jacquart, both of 141 Gagnon, Schefferville, and Reggie Jeanne Angèle Jacquart, office clerk, wife of Théophilus James Troke, Labrador City, for the following purposes:

To carry on business as launderers and cleaners and to operate a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Lucien Jacquart inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 141 Gagnon Street, Schefferville, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4138-69

Les Entreprises Madelon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1969, have been issued

patentes, en date du 22e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jeannine Rousseau, fille majeure, 3560, Bedford, app. 4, Jean-Pierre Sutto, 5610, Gatineau, tous deux avocats, de Montréal, et Lawrence Riech, étudiant, 729, Wilder, Outremont, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, garages, ateliers, boutiques, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les Entreprises Madelon inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4406-69

Les Entreprises Monbert ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Sol Apel, avocat, 2657, Ekers, Rhoda Cohen, 6427, McDonald, tous deux de Montréal, et Francine Ladouceur, 103, 25e Avenue, Saint-Eustache, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Entreprises Monbert ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4335-69

Les Entreprises Pelo ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Paulin Tardif, contrôleur, Gabrielle Quirion, ménagère, épouse dudit Paulin Tardif, Jean-Marie Tardif, industriel, tous trois de Lac Mégantic, Yvon Perreault, ingénieur, et Armande Goupil, ménagère, épouse dudit Yvon Perreault, ces deux derniers de Warwick, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Entreprises Pelo ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4220, rue Villeneuve, Lac Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4707-69

Épicerie Hamelin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

by the Lieutenant-Governor of the Province incorporating: Jeannine Rousseau, spinster of the full age of majority, 3560 Bedford, apt. 4, Jean-Pierre Sutto, 5610 Gatineau, both advocates, of Montreal, and Lawrence Riech, student, 729 Wilder, Outremont, for the following purposes:

To operate stores, garages, shops, boutiques, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les Entreprises Madelon inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4406-69

Les Entreprises Monbert ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sol Apel, advocate, 2657 Ekers, Rhoda Cohen, 6427 McDonald, both of Montreal, and Francine Ladouceur, 103, 25th Avenue, Saint-Eustache, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To make and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Entreprises Monbert ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4335-69

Les Entreprises Pelo ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paulin Tardif, comptroller, Gabrielle Quirion, housewife, wife of the said Paulin Tardif, Jean-Marie Tardif, industrialist, all three of Lac Mégantic, Yvon Perreault, engineer, and Armande Goupil, housewife, wife of the said Yvon Perreault, the latter two of Warwick, for the following purposes:

The lumber trade and industry, under the name of "Les Entreprises Pelo ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4220 Villeneuve Street, Lac Mégantic, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4707-69

Épicerie Hamelin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1969, have been issued by the

patentes, en date du 18e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Joseph Zeitounian, 8515, Bloomfield, Sarkis Zeitounian, 7560, Birnam, et Roland Lesage, 4553, Delorimier, tous trois hommes d'affaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Épicerie Hamelin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3557-69

Euro-Québec Import Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, tous deux avocats, et Lazare Djourovitch, marchand, 4158, 56e Rue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Euro-Québec Import Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 243, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4731-69

Expo Iron Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Herbert Birkett McNally, 4006, avenue Montrose, Ray Evans Lawson, 1351, avenue Green, tous deux de Westmount, Frederick William Benn, 3300 avenue Glencoe, Paul Robert Marchand, 4145, Blueridge, tous deux de Montréal, et John Howard Dawson, 28, Sstatford, Hampstead, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire du sondage, concentrer, mettre en boulettes et pulvériser le minerai de fer et autres minerais, sous le nom de « Expo Iron Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4287-69

Les Fonds Nordic ltée
Nordic Funds Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Zeitounian 8515 Bloomfield, Sarkis Zeitounian, 7560 Birnam, and Roland Lesage, 4553 Delorimier, all three businessmen, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Épicerie Hamelin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3557-69

Euro-Québec Import Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, both advocates, and Lazare Djourovitch, merchant, 4158, 56th Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Euro-Québec Import Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 243, Boulevard Des Laurentides, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4731-69

Expo Iron Limited
(No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Herbert Birkett McNally, 4006 Montrose Avenue, Ray Evans Lawson, 1351 Greene Avenue, both of Westmount, Frederick William Benn, 3300 Glencoe Avenue, Paul Robert Marchand, 4145 Blueridge, both of Montreal, and John Howard Dawson, 28 Stratford, Hampstead, all five advocates, for the following purposes:

To mine, concentrate, pelletize and reduce iron ore and other minerals, under the name of "Expo Iron Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives,

31943-o 4287-69

Les Fonds Nordic ltée
Nordic Funds Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1969, have been issued

patentes, en date du 2e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Charles-Henri Desrosiers, avocat, 7, Ballantyne, Rosaire Boutet, 223, Lafontaine, Yvon Bergeron, 948, Cartier, tous deux courtiers d'immeubles, Gaétan Poulin, notaire, 700, Laure, et Marcel Desrosiers, garagiste, 196, Humphrey, app. 6, tous cinq de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Fonds Nordic ltée — Nordic Funds Ltd. », avec un capital divisé en 750 actions ordinaires sans valeur nominale et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 760, avenue Laure, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4512-69

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-Henri Desrosiers, advocate, 7 Ballantyne, Rosaire Boutet, 223 Lafontaine, Yvon Bergeron, 948 Cartier, both real estate brokers, Gaétan Poulin, notary, 700 Laure, and Marcel Desrosiers, garage-keeper, 196 Humphrey, apt. 6, all five of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Fonds Nordic ltée — Nordic Funds Ltd.", with a capital stock divided into 750 common shares without nominal value and into 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 760 Laure Avenue, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4512-69

Football Festival 69 Inc.
Le Festival de Football 69 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: André François Legault, gérant, des ventes, 10200, Bois de Boulogne, app. 613, Saint-Laurent, Jean Roger Laterreur, comptable administrateur, 8671, Vernantes, Anjou, Harvey Goldman, gérant, 1259, Shorecrest, Laval, et Douglas Ferrier Burns, secrétaire ajoint, 114, Cameron Crescent, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir et diriger un festival, de concert avec la finale annuelle de football pour l'obtention de la Coupe Grey, sous le nom de « Football Festival 69 Inc.— Le Festival de Football 69 inc. ».

Le montant auquel se limite la valeur de la propriété immobilière que peut posséder et détenir la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 3996-69

Football Festival 69 Inc.
Le Festival de Football 69 inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André François Legault, sales manager, 10200 Bois de Boulogne, apt. 613, Saint-Laurent, Jean Roger Laterreur, account executive, 8671 Vernantes, Anjou, Harvey Goldman, manager, 1259 Shorecrest, Laval, and Douglas Ferrier Burns, assistant secretary, 114 Cameron Crescent, Pointe-Claire, for the following purposes:

To organize, promote and conduct, in conjunction with the annual Grey Cup football game a festival, under the name of "Football Festival 69 Inc.— Le Festival de Football 69 inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 3996-69

Edgar Forcier & Fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Edgar Forcier, surintendant, 4155, 44e Avenue, Montréal, Gilles Forcier, commis, 8865, Centrale, LaSalle, et Yolande Joyal, secrétaire, épouse de Jacques Guévremont, 2805, Laplume, Tracy, pour les objets suivants:

Fabriquer, installer et faire le commerce de tout genre d'accessoires et d'équipement pour le golf et autres sports et exploiter des salles ou terrains de récréation, restaurants, ateliers, boutiques et magasins, sous le nom de « Edgar Forcier & Fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4447-69

Edgar Forcier & Fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edgar Forcier, superintendent, 4155, 44th Ave., Montreal, Gilles Forcier, clerk, 8865 Centrale, LaSalle, and Yolande Joyal, secretary, wife of Jacques Guévremont, 2805 Laplume, Tracy, for the following purposes:

To make, install and deal in all kinds of accessories and equipment for golf and other sports, and to operate amusement halls or grounds, restaurants, shops, boutiques and stores, under the name of "Edgar Forcier & Fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4447-69

Les Foyers Farnham inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Gauvin, agent de sécurité sociale, 490, St-Édouard, Gérard Martin, courtier en immeuble, 353, St-Charles nord, tous deux de Farnham, et Charles Blackburn, commerçant, Sainte-Sabine, pour les objets suivants:

Établir, exploiter, acheter, vendre, aménager, modifier et construire des résidences pour lesdites personnes âgées ou retraitées, sous le nom de « Les Foyers Farnham inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,500,000.

Le siège social de la corporation est à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4132-69

G.M.G. Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Wilson Gélinas, industriel, Micheline Fréchette, ménagère, épouse dudit Wilson Gélinas, tous deux de 31, Valmont, Repentigny, et Pauline Gagné, ménagère, épouse de Robert Gagné, 10475, Meunier, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle, et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « G.M.G. Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 205, rue Notre-Dame, Saint-Paul-l'Ermite, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4238-69

Les Galeries Jacques Cartier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: John Ciaccia, 110, Beaconsfield, Beaconsfield, David Katznelson, 5526, Ashdale, Côte Saint-Luc, et Robert Litvack, 590, Stanstead, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction, et de placements, sous le nom de « Les Galeries Jacques Cartier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2360, chemin Lucerne, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4758-69

Les Foyers Farnham inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gérard Gauvin, social security agent, 490 St-Édouard, Gérard Martin, real estate broker, 353 St-Charles north, both of Farnham, and Charles Blackburn, trader Sainte-Sabine, for the following purposes:

To establish, operate, buy, sell, set up, alter and construct residences for the aged or retired, under the name of "Les Foyers Farnham inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,500,000.

The head office of the corporation is at Farnham, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4132-69

G.M.G. Equipment Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wilson Gélinas, industrialist, Micheline Fréchette, housewife, wife of said Wilson Gélinas, both of 31 Valmont, Repentigny, and Pauline Gagné, housewife, wife of Robert Gagné, 10475 Meunier, Montréal, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminum goods and wares, enameled iron, tin-plate, granite, galvanized metal, sheet-metal, and other articles totally or partially fabricated from metal or wood, under the name of "G.M.G. Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 205 Notre-Dame Street, Saint-Paul-l'Ermite, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4238-69

Les Galeries Jacques Cartier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been isssued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Ciaccia, 110 Beaconsfield, Beaconsfield, David Katznelson, 5526 Ashdale, Côte Saint-Luc, and Robert Litvack, 590 Stanstead, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Galeries Jacques Cartier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 2360 Lucerne Road, Mount Royal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4758-69

Grand Father's Pub Inc.
Le Pub de Grand Papa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Irving L. Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, Sol Apel, 2657, avenue Ekers, tous deux avocats, Reine Tremblay, 1432, Aylwin, tous deux de Montréal, et Francine Ladouceur, 103, 25e Avenue, Saint-Eustache, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Tenir un restaurant, sous le nom de « Grand Father's Pub Inc. — Le Pub de Grand Papa inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6700, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4245-69

Hébert et Lalonde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1969, constituant en corporation: Julien Hébert, dessinateur, Alice Guérin, ménagère, épouse dudit Julien Hébert, tous deux de 4211, Westhill, Montréal, Jean-Louis Lalonde, architecte, et Gisèle Bissonnette, ménagère, épouse dudit Jean-Louis Lalonde, ces deux derniers de 4328, Montrose, Westmount, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller ou agent dans la recherche et la sélection de personnel, sous le nom de « Hébert et Lalonde inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4034-69

Holliday Mining Ltd.
(No personal liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1969, constituant en corporation: James Troutman, administrateur, 4, rue Somersett, Brewer, E.U.A., William Beal, vendeur, William S. Silsby « junior », avocat, tous deux de Ellsworth, E.U.A., et Charles Burchell, avocat, Canada Permanent Building, Case postale 36, Halifax, pour les objets suivants:

Faire de la prospection et des sondages pour trouver des mines et des minéraux, sous le nom de «Holliday Mining Ltd. » (No personal liability), avec un capital total de $3,000,000, divisé en 3,000,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4494-69

Grand Father's Pub Inc.
Le Pub de Grand Papa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Sol Apel, 2657 Ekers Avenue, both advocates, Reine Tremblay, 1432 Aylwin, both of Montreal, and Francine Ladouceur, 103, 25th Avenue, Saint-Eustache, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "Grand Father's Pub Inc. — Le Pub de Grand Papa inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6700 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4245-69

Hébert et Lalonde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julien Hébert, draughtsman, Alice Guérin, housewife, wife of the said Julien Hébert, both of 4211 Westhill, Montreal, Jean-Louis Lalonde, architect, and Gisèle Bissonnette, housewife, wife of the said Jean-Louis Lalonde, the latter two of 4328 Montrose, Westmount, for the following purposes:

To act as consultant or agent in personnel research and selection, under the name of "Hébert et Lalonde inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4034-69

Holliday Mining Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Troutman, executive, 4 Somersett Street, Brewer, U.S.A., William Beal, salesman, William S. Silsby junior, attorney, both of Ellsworth, U.S.A., and Charles Burchell, barrister, Canada Permanent Building, P.O. Box 36, Halifax, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Holliday Mining Ltd." (No personal liability), with a total capital stock of $3,000,000, divided into 3,000,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4494-69

Hôtel Obalski (1969) ltée
Obalski Hotel (1969) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Victor Parenteau, hôtelier, 961, 3e avenue, Claudette Tremblay, épouse de Antoine Perron, 851, Brébeuf, et Angèle Coderre, épouse de René St-Amour, 252, 10e rue, ces deux dernières sténographes, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Obalski (1969) ltée — Obalski Hotel (1969) Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 558, 3e avenue, Chibougamau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4221-69

Hôtel Obalski (1969) ltée
Obalski Hotel (1969) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Victor Parenteau, innkeeper, 961, 3rd Avenue, Claudette Tremblay, wife of Antoine Perron, 851 Brébeuf, and Angèle Coderre, wife of René St-Amour, 252, 10th Street, the latter two stenographers, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Obalski (1969) ltée — Obalski Hotel (1969) Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 558, 3rd Avenue, Chibougamau, judicial district of Roberbal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4221-69

Hydro Boréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Bernard Michel, ingénieur professionnel, 739, Des Vignes, Jean-Pierre Michel, comptable, agréé 3054, Gravelbourg, et René Laberge, technicien professionnel, 2554, Des Plaines, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire des études à réaliser des projets dans le domaine des ressources hydriques en particulier en hydrologie, météorologie, limnogie, glaciologie, hydraulique générale, hydraulique urbaine, hydro-biologie, et hydro-mécanique, sous le nom de « Hydro Boréal inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 739, Des Vignes, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4602-69

Hydro Boréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Michel, professional engineer, 739 Des Vignes, Jean-Pierre Michel, chartered accountant, 3054 Gravelbourg, and René Laberge, professional technician, 2554 Des Plaines, all three of St. Foy, for the following purposes:

To carry out studies and projects in the field of hydrous resources, particularly in hydrology, meterology, limnology, glaciology, general hydraulics, urban hydraulics, hydro-biology, and hydro-mechanics, under the name of "Hydro Boréal inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at 739 Des Vignes, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4602-69

Les Immeubles Trans-National ltée
Trans-National Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Joseph-Aimé Pilon, courtier en immeubles, 3620, Ridgewood, Guy Sauvé, agent d'immeubles, 1100, McGregor, tous deux de Montréal, et Colombe Cousineau, secrétaire, fille majeure, 158, Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Immeubles Trans-National ltée — Trans-National Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Les Immeubles Trans-National ltée
Trans-National Realties Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph-Aimé Pilon, real estate broker, 3620 Ridgewood, Guy Sauvé, real estate agent, 1100 McGregor, both of Montreal, and Colombe Cousineau, secretary, spinster of the full age of majority, 158 Lévesque, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Immeubles Trans-National ltée — Trans-National Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1010, Ste-Catherine ouest, suite 337, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4540-69

Imprimerie de Luxe C.M. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Édouard Martel, imprimeur, 63, des Oblats, Marcellin Martel, contremaître, 17, des Oblats, tous deux de Chicoutimi, et Marcellin Côté, gérant, 16, de la Voirie, Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Fabriquer, distribuer et faire le commerce de gravures, images, peintures, dessins, cartes de souhaits de toutes sortes, et autres produits semblables, sous le nom de « Imprimerie de Luxe C.M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4550-69

India-Canada Association of Montreal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Rao Nanduri, avocat, 3504, Aylmer, app. 3, Anjali Kundu, ménagère, épouse de Deleep K. Hazra, 5350, Randall, app. 8, tous deux de Montréal, Robert Vachon, prêtre, 16056 ouest, Gouin, Sainte-Geneviève, et Vincent Planthara, professeur, 351, 8e avenue, LaSalle, pour les objets suivants:

Promouvoir l'amitié et le respect mutuels entre la population du Canada et celle du sous-continent de l'Inde, sous le nom de « India-Canada Association of Montreal ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut posséder et acquérir la corporation est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 1442-69

Les Industries Sher-Mont limitée
Sher-Mont Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Maurice Daviau, constructeur, 755, de La Bruyère, Denis Cloutier, comptable, 32, 4e rue, tous deux de Laval, et Marcel Papineau, marchand, 10125, Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous articles de sport, hockey, articles de variété, sous le nom de « Les Industries Sher-Mont limi-

The head office of the company is at 1010 Ste-Catherine West, suite 337, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4540-69

Imprimerie de Luxe C.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Édouard Martel, printer, 63 des Oblats, Marcellin Martel, foreman, 17 des Oblats, both of Chicoutimi, and Marcellin Côté, manager, 16 de la Voirie, Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To make, distribute and deal in engravings, pictures, paintings, drawings, greeting cards of all kinds and other similar products, under the name of "Imprimerie de Luxe C.M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4550-69

India-Canada Association of Montreal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rao Nanduri, lawyer, 3504 Aylmer, Apt. 3, Anjali Kundu, housewife, wife of Deleep K. Hazra, 5350 Randall, Apt. 8, both of Montreal, Robert Vachon, priest, 16056 Gouin West, Sainte-Geneviève, and Vincent Planthara, teacher, 351, 8th Avenue, LaSalle, for the following purposes:

To promote respect and good fellowship between the people of Canada and the people of the sub-continent of India, under the name of "India-Canada Association of Montreal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 1442-69

Les Industries Sher-Mont limitée
Sher-Mont Industries Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Daviau, constructor, 755 de La Bruyère, Denis Cloutier, accountant, 32, 4th Street, both of Laval, and Marcel Papineau, merchant, 10125 Jeanne-Mance, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all sport, hockey and variety goods, under the name of "Les Industries Sher-Mont limitée — Sher-Mont

tée — Sher-Mont Industries Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 815, rue Salaberry, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4630-69

Jérôme Automobiles ltée
Jérôme Automobiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jérôme Croteau, homme d'affaires, 850, Lemoyne, Beloeil, Robert Malouin, ingénieur, 865, Ferland, Drummondville, et Omer Croteau, comptable agréé, 1548, Chemin Normand, Laval, pour les objets suivants:

Administrer des garages, magasins, entrepôts et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Jérôme Automobiles ltée — Jérôme Automobiles Ltd. », avec un capital total de $90,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $2 chacune et en 10,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7780, rue des Cascades, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4567-69

Kebec Ships Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'août 1969, constituant en corporation: Henri Desbiens, contremaître, 1650, Cadillac, Joe Tremblay, 155, Des Lilas ouest, tous deux de Québec, et Laurent Carroll, 1150, Fabre, Sainte-Foy, ces deux derniers gérants, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de transport, propriétaires d'entrepôts, magasins, entrepôts frigorifiques et agir comme agents d'expédition, de messagerie, de navires et de réserve de billets, sous le nom de « Kebec Ships Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1720, boulevard Wilfrid Hamel, Duberger, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3929-69

Kiddie Land Nursery & Babysitting Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969, constituant en corporation: John Michelin, 5754, Lockwood, Côte Saint-Luc, Jason Ruby,

Industries Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 815 Salaberry Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4630-69

Jérôme Automobiles ltée
Jérôme Automobiles Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jérôme Croteau, business man, 850 Lemoyne, Beloeil, Robert Malouin, engineer, 865 Ferland, Drummondville, and Omer Croteau, chartered accountant, 1548 Normand Road, Laval, for the following purposes:

To administer garages, stores, werehouses, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Jérôme Automobiles ltée — Jérôme Automobiles Ltd.", with a total capital stock of $90,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $2 each and into 10,000 preferred shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company is at 7780, des Cascades Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4567-69

Kebec Ships Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Desbiens, foreman, 1650 Cadillac, Joe Tremblay, 155 Des Lilas west, both of Québec, and Laurent Carroll, 1150 Fabre, St. Foy, the latter two managers, for the following purposes:

To carry on business as transport contractors, proprietors of warehouses, stores, cold storage warehouses, and to act as shipping and delivery agents, ships' agents and ticket reservation agents, under the name of "Kebec Ships Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1720 Wilfrid Hamel Blvd., Duberger, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 3929-69

Kiddie Land Nursery & Babysitting Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Michelin, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, Jason Ruby, 47 Place du Bois,

47, place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, et Louis Orenstein, 5654, MacDonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une pouponnière, externat, et service de garderie pour enfants de tout âge, sous le nom de « Kiddie Land Nursery & Babysitting Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12940 ouest, boulevard Gouin, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4639-69

Lakeshore Players Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Claire Dickson, ménagère, épouse d'Arthur Dickson, 4390, avenue Draper, Griffith Hodge, conseiller, 4657, avenue Hampton, tous deux de Montréal, Emma Baker, ménagère, épouse d'Edward William Baker, 28, Lansdowne Gardens, Gillian Corbett, technicienne, épouse de Kenneth Gordon Corbett, 104, avenue Maywood, Frances Hirst, ménagère, épouse de Thomas Hirst, 17, Landsdowne Gardens, Glyn Hinsley, superviseur, 22, avenue Woolmer, tous les quatre de Pointe-Claire, et Margaret Gadbois, ménagère, épouse d'André-E. Gadbois, 175, Cresswell Drive, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger une troupe permanente de théâtre de répertoire canadien, sous le nom de « Lakeshore Players Inc. ».

Le montant auquel se limite la valeur de la propriété immobilière que peut acquérir et posséder la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 4390, avenue Draper, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 3574-69

Jean-Louis Lanoue Assurances, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969 constituant en corporation: Daniel Bédard, de Granby, François-G. Lévesque, tous deux avocats, et Monique Duval, secrétaire, épouse de Denis Rocheleau, ces deux derniers de Bedford, pour les objets suivants:

Agir comme agent et courtier en assurance, sous le nom de « Jean-Louis Lanoue Assurances, inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 5,700 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bedford, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4626-69

Dollard-des-Ormeaux, and Louis Orenstein, 5654 MacDonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a children's nursery, day school, and baby sitting service for children of all ages, under the name of "Kiddie Land Nursery & Babysitting Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 12940 Gouin Boulevard West, Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4639-69

Lakeshore Players Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Claire Dickson, housewife, wife of Arthur Dickson, 4390 Draper Avenue, Griffith Hodge, consultant, 4657 Hampton Avenue, both of Montreal, Emma Baker, housewife, wife of Edward William Baker, 28 Lansdowne Gardens, Gillian Corbett, technician, wife of Kenneth Gordon Corbett, 104 Maywood Avenue, Frances Hirst, housewife, wife of Thomas Hirst, 17 Lansdowne Gardens, Glyn Hinsley, supervisor, 22 Woolmer Avenue, all four of Pointe-Claire, and Margaret Gadbois, housewife, wife of André-E. Gadbois, 175 Cresswell Drive, Beaconsfield, for the following purposes:

To establish, maintain and operate a permanent Canadian repertory theatrical company, under the name of "Lakeshore Players Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 4390 Draper Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 3574-69

Jean-Louis Lanoue Assurances, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Bédard, of Granby, François-G. Lévesque, both advocates, and Monique Duval, secretary, wife of Denis Rocheleau, the latter two of Bedford, for the following purposes.

To act as insurance agents and brokers, under the name of "Jean-Louis Lanoue Assurances, inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 5,700 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Bedford, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4626-69

Guy Latraverse & Associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455, McCarthy, Saint-Laurent, et François Perreault, 5305, Churchill, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme imprésario, agent de production, producteur, gérant, surveillant en droit d'auteur dans le domaine artistique en général, sous le nom de « Guy Latraverse & Associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4871-69

Guy Latraverse & Associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455 McCarthy, Saint-Laurent, and François Perreault, 5305 Churchill, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as impresario, production agent, producer, manager, supervisor for author's rights in arts generally, under the name of "Guy Latraverse & Associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4871-69

Gilles Latulippe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gilles Latulippe, comédien, 5800, Des Épinettes, Michel Legault, administrateur, 6845, 26e avenue, et Michel Otis, gérant, 6450, Léon Derome, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de « Gilles Latulippe inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3869-69

Gilles Latulippe inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Latulippe, actor, 5800 Des Épinettes, Michel Legault, administrator, 6845, 26th Ave., and Michel Otis, manager, 6450 Léon Derome, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Gilles Latulippe inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 500 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 3869-69

Lave-Auto LaSalle ltée
LaSalle Car-Wash Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Raymond-G. Décary, 5614, Canterbury, Montréal, Claude-E. Leduc, 105, Beverley, Mont-Royal, et Michel Jetté, 500, Devonshire, Greenfield Park, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de lavage de voitures automobiles et de tous produits, sous le nom de « Lave-Auto LaSalle ltée — LaSalle Car-Wash Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4464-69

Lave-Auto LaSalle ltée
LaSalle Car-Wash Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond-G. Décary, 5614 Canterbury, Montreal, Claude-E. Leduc, 105 Beverley, Mount Royal, and Michel Jetté, 500 Devonshire, Greenfield Park, all three advocates, for the following purposes:

To deal in the washing of motor vehicles and all their products, under the name of "Lave-Auto LaSalle ltée — LaSalle Car-Wash Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4464-69

Charlotte Leclaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Charlotte Leclaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued

patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Denis Hardy, avocat, 1315, Jules Poitras, Saint-Laurent, Jean-Pierre Durocher, notaire, 35, Montsec, Lorraine, et François Desjardins, comptable, 390, Chartrand, Blainville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des robes et autres vêtements, pour dames, messieurs, enfants et adolescents, sous le nom de « Charlotte Leclaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 340 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4161-69

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Hardy, advocate, 1315 Jules Poitras, Saint-Laurent, Jean-Pierre Durocher, notary, 35 Montsec, Lorraine, and François Desjardins, accountant, 390 Chartrand, Blainville, for the following purposes:

To manufacture and deal in dresses and other clothing for women, men, children and adolescents, under the name of "Charlotte Leclaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 6,000 common shares of $1 each and into 340 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4161-69

R. Lessard Machine Parts Inc.
Pièces de Machine R. Lessard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'août 1969, constituant en corporation: Rosaire Lessard, machiniste, Cécile Poirier, ménagère, épouse dudit Rosaire Lessard, tous deux de 955, Laviolette, et Claude Lessard, agent d'affaires, 680, Wilson, tous trois de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, moteurs, outils, accessoires, instruments, articles de quincaillerie de toutes sortes et tous matériaux, sous le nom de « R. Lessard Machine Parts Inc. — Pièces de Machine R. Lessard inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 303, rue St-Jean, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3910-69

R. Lessard Machine Parts Inc.
Pièces de Machine R. Lessard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosaire Lessard, machinist, Cécile Poirier, housewife, wife of the said Rosaire Lessard, both of 955 Laviolette, and Claude Lessard, business agent, 680 Wilson, all three of Longueuil, for the following purposes:

To deal in machines, motors, tools, accessories, instruments, hardware articles of all kinds and all materials, under the name of "R. Lessard Machine Parts Inc. — Pièces de Machine R. Lessard inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 303 St-Jean Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 3910-69

Levine Bros. Bakery (St. Lawrence) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1969, constituant en corporation: Alberto Goncalves, 3859, de Bullion, Albino Fernandes, tous deux boulangers, et Manuel Simoes, mécanicien, ces deux derniers du 60, avenue des Pins, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toute la machinerie, des installations, parties, accessoires, ustensiles, appareils et instruments utilisés dans le commerce en gros et au détail de boulangeries, patisseries et manufactures de biscuits, sous le nom de « Levine Bros. Bakery (St. Lawrence) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 3805-69

Levine Bros. Bakery (St. Lawrence) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alberto Goncalves, 3859 De Bullion, Albino Fernandes, both bakers, and Manuel Simoes, mechanic, the latter two of 60 Pine Avenue, all three of Montreal, for the purposes:

To manufacture and deal in all machinery, plants, parts, accessories, utensils, apparatus and appliances used by wholesale and retail bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Levine Bros. Bakery (St. Lawrence) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 3805-69

Ligue de Hockey Junior Richelieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Larry Soly, 24, Maden, Charles-L. Milot, 336, Champlain, Maurice Montreuil, 111, Poissant, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, Jean Richard, 405, Benoit est, Fernand Daudelin, 2085, St-Georges, tous deux de Longueuil, Jean-Paul Bolduc, 599, Townshend, Saint-Lambert, Camille Boivin, 1293, Bachard, Chambly, Thomas Leblanc, 33, du Parc, Châteauguay-Centre, et Clément Bleau, 165, De Buicy, La Prairie, tous neuf représentants, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Ligue de Hockey Junior Richelieu inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est 336, Champlain, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4805-69

Ligue de Hockey Junior Richelieu inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Larry Soly, 24 Maden, Charles-L. Milot, 336 Champlain, Maurice Montreuil, 111 Poissant, all three of Salaberry-de-Valleyfield, Jean Richard, 405 Benoit east, Fernand Daudelin, 2085 St-Georges, both of Longueuil, Jean-Paul Bolduc, 599 Townshend, Saint-Lambert, Camille Boivin, 1293 Bachard, Chambly, Thomas Leblanc, 33 du Parc, Châteauguay-Centre, and Clément Bleau, 165 De Buicy, La Prairie, all nine representatives, for the following purposes:

To form and operate a sports club, under the name of "Ligue de Hockey Junior Richelieu inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at 336 Champlain, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4805-69

Lingerie Marquisette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Georges Linteau, entrepreneur, Julienne Plamondon, ménagère, épouse dudit Georges Linteau, et Huguette Linteau, ménagère, fille majeure, tous trois de Saint-Raymond, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Lingerie Marquisette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 80 actions ordinaires de $100 chacune et en 320 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4743-69

Lingerie Marquisette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Linteau, contractor, Julienne Plamondon, housewife, wife of said Georges Linteau, and Huguette Linteau, housewife, spinster of the age of majority, all three of St. Raymond, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of wearing apparel, shoes, leather goods, and their accessories, under the name of "Lingerie Marquisette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 80 common shares of $100 each and 320 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Raymond, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4743-69

Les Loisirs Montcalm inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Beaulieu, 425, des Franciscains, Jacques Gilbert, 670, de l'Alverne, Jean-Guy Brouard, 349, Jeanne d'Arc, tous trois fonctionnaires, Alphonse Giroux, prêtre, 939, des Érables, Normand Harvey, agent d'assurance, 936, des Érables, Yves Bédard, comptable, 486, des Franciscains, et Serge Vermette, avocat, 377, des Franciscains, tous les sept de Québec, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les Loisirs Montcalm inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Les Loisirs Montcalm inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Beaulieu, 425 des Franciscains, Jacques Gilbert, 670 de l'Alverne, Jean-Guy Brouard, 349 Jeanne d'Arc, all three civil servants, Alphonse Giroux, priest, 939 des Érables, Normand Harvey, insurance agent, 936 des Érables, Yves Bédard, accountant, 486 des Fransciscains, and Serge Vermette, advocate, 377 des Franciscains, all seven of Québec, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Les Loisirs Montcalm inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4729-69

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4729-69

Lucas Studio Inc.
Studio Lucas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, Northcote, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, et Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de photographes et imagiers et agir à titre d'artistes et dessinateurs commerciaux, sous le nom de « Lucas Studio Inc. — Studio Lucas inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 620, Cathcart, bureau 322, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4514-69

Lucas Studio Inc.
Studio Lucas inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote, Rosemère, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, and Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as photographers and reproducers of pictures and to act as artists and commercial artists, under the name of "Lucas Studio Inc. — Studio Lucas inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 620 Cartcart, Room 322, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4514-69

Magasin Babin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: J.-Réal Babin, gérant, Dolorès Jalbert, commis, épouse dudit J.-Réal Babin, et Edgar Babin, rentier, tous trois de Caplan, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons, sous le nom de « Magasin Babin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Caplan, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4037-69

Magasin Babin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Réal Babin, manager, Dolorès Jalbert, clerk, wife of the said J.-Réal Babin, and Edgar Babin, annuitant, all three of Caplan, for the following purposes:

To operate a department store, under the name of "Magasin Babin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Caplan, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4037-69

Camille Mailloux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Camille Mailloux, industriel, Jean-Guy Mailloux, commis, et Georges Mailloux, professeur, tous trois de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Camille Mailloux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4265-69

Camille Mailloux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Camille Mailloux, industrialist, Jean-Guy Mailloux, clerk, and Georges Mailloux, professor, all three of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Camille Mailloux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4265-69

Mandra ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Marc Drapeau, photographe, Robert Côté, professeur, et Madeleine Drapeau, ménagère, épouse dudit Robert Côté, tous trois de 246, Couture, Arvida, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, ateliers, boutiques et restaurants, sous le nom de « Mandra ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie est 444, 2e rue, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4515-69

Manic Tours Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 115, Marcotte, Saint-Laurent, Michel Saint-Aubin, 531, Davaar, Outremont, et Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires à titre d'agent de voyages et agir à titre d'agent général pour la vente de billets, sous le nom de « Manic Tours Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1184, Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4279-69

Manoir Concordia inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Ward Shepherd Robertson, curateurs et exécutaires testamentaires, 102, avenue Morrison, Roswell Tees James, président, 371, avenue Lethbridge, tous deux de Mont-Royal, James Joseph McCully, courtier en assurance, 151, avenue Regent, Beaconsfield, Gaston Roger Bourassa, gérant général, 2125, avenue Decelles, Saint-Laurent, et John Mortimer Squier, secrétaire, 5105, avenue Hampton, Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, construire, établir, développer, équiper, pourvoir de personnel, diriger, maintenir et exploiter des résidences, foyers, centres, complexes et autres aménagements pour personnes âgées, sous le nom de « Manoir Concordia inc. ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut détenir ou posséder la corporation est de $5,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 702-69

Mandra ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Drapeau, photographer, Robert Côté, teacher, and Madeleine Drapeau, housewife, wife of the said Robert Côté, all three of 246 Couture, Arvida, for the following purposes:

To operate stores, workshops, shops and restaurants, under the name of "Mandra ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $1,000 each.

The head office of the company is at 444, 2nd Street, Port-Alfred, judicial district for Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4515-69

Manic Tours Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 115 Marcotte, Saint-Laurent, Michel Saint-Aubin, 531 Davaar, Outremont, and Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as travel agents, and to act as general agents for the sale of tickets, under the name of "Manic Tours Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1184 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4279-69

Manoir Concordia inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Robert Ward Shepherd Robertson, executor and trustee, 102 Morrison Avenue, Roswell Tees James, president, 371 Lethbridge Avenue, both of Mount Royal, James Joseph McCully, insurance broker, 151 Regent Avenue, Beaconsfield, Gaston Roger Bourassa, general manager, 2125 Decelles Avenue, Saint-Laurent, and John Mortimer Squier, secretary, 5101 Hampton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To organize, build, establish, develop, equip, staff, conduct, maintain and operate one or more residences, homes, centres, complexes or other facilities for elderly persons, under the name of "Manoir Concordia inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess is to be limited to $5,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 702-69

Le Manoir Duvernay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: Francine Lavallée, épouse de Luc Pranno, 40, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, Henriette Gagnon, fille majeure, 6049, 39e avenue, toutes deux secrétaires, et Roger Beaulieu, avocat, 4125, Blueridge Crescent, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Le Manoir Duvernay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4285-69

Le Manoir Duvernay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Francine Lavallée, wife of Luc Pranno, 40 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, Henriette Gagnon, spinster of the full age of majority, 6049, 39th Ave., both secretaries, and Roger Beaulieu, advocate, 4125 Blueridge Crescent, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Le Manoir Duvernay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4285-69

Manufacture Cartier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Pierre Latreille, 3995, St-Denis, Michel Bertrand, 8311, St-Denis, et Albert Michaud, 8010, Lajeunesse, tous trois vendeurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce des meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Manufacture Cartier ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8010, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4928-69

Manufacture Cartier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Latreille, 3995 Saint-Denis, Michel Bertrand, 8311 Saint-Denis, and Albert Michaud, 8010 Lajeunesse, all three salesmen, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Manufacture Cartier ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 8010 Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4928-69

Manufacturiers de Vêtements de Chambly inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Yvon Tremblay, 623, Rivière-aux-Pins, Boucherville, Irving Fagen, 1147, rue Bardet, Saint-Laurent, tous deux vendeurs, et Israel H. Kaufman, avocat, 1450, City Councillors, Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner des articles vestimentaires de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Manufacturiers de Vêtements de Chambly inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4439-69

Manufacturiers de Vêtements de Chambly inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Tremblay, 623 Rivière-aux-Pins, Boucherville, Irving Fagen, 1147 Bardet Street, Saint-Laurent, both salesmen, and Israel H. Kaufman, advocate, 1450 City Councillors, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel of every description, under the name of "Manufacturiers de Vêtements de Chambly inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,200 common shares at a par value of $10 each and 2,800 preferred shares at a par value of $10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4439-69

Marigold Shoppe Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Lilian Rabinovitch, épouse de Moe Reinblatt, 4520, avenue Rosedale, Montréal, Saul Handelman 5532, avenue Rosedale, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Doreen Bertin, secrétaire, épouse de Claude Manning, 712, 31e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des magasins de vêtements, sous le nom de « Marigold Shoppe Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4267-69

Marché Georges Lévesque inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Georges Lévesque, boucher, Lina Arsenault, ménagère, épouse dudit Georges Lévesque, et Martin Lévesque, épicier, tous trois de Bonaventure, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Georges Lévesque inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3427-69

Mario Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1969, constituant en corporation: Mario Filice, marchand, Miranda Caruso, ménagère, épouse dudit Mario Filice, tous deux de 1976, L.-O. David, et Mario Galli, marchand, 96 est, rue Mozart, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Mario Furniture Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 152 est, rue Mozart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 3898-69

Les Meubles Roland Simard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la provice a accordé des lettres

Marigold Shoppe Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lilian Rabinovitch, wife of Moe Reinblatt, 4520 Rosedale Avenue, Montreal, Saul Handelman, 5532 Rosedale Avenue, Côte Saint-Luc, both advocates, and Doreen Bertin, secretary, wife of Claude Manning, 712, 31st Avenue, Lachine, for the following purposes:

To operate a dress shop or shops, under the name of "Marigold Shoppe Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4267-69

Marché Georges Lévesque inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Lévesque, butcher, Lina Arsenault, housewife, wife of said Georges Lévesque, and Martin Lévesque, grocer, all three of Bonaventure, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Marché Georges Lévesque inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3427-69

Mario Furnituré Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mario Filice, merchant, Miranda Caruso, housewife, wife of the said Mario Filice, both of 1976 L.-O. David, and Mario Galli, merchant, 96 Mozart Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Mario Furniture Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 152 Mozart Street East, Montreal, judicial dsitrict of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 3898-69

Les Meubles Roland Simard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued

patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Roland Simard, marchand, Alberta André, ménagère, épouse dudit Roland Simard, tous deux de 4071, Coulombe, Port-Alfred, et Oscar Simard, garde-pêche, Petit-Saguenay, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et exploiter des magasins, ateliers, boutiques et restaurants, sous le nom de « Les Meubles Roland Simard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4071, rue Coulombe, Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4378-69

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Simard, trader, Alberta André, housewife, wife of said Roland Simard, both of 4071 Coulombe, Port-Alfred, and Oscar Simard, fish warden, Petit-Saguenay, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to operate stores, workshops, boutiques and restaurants, under the name of "Les Meubles Roland Simard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 4071 Coulombe Street, Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4378-69

Monte Carlo Automobiles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Richard Barbeau, Jean Geoffrion et Gilles Duchesne, tous trois avocats, de 210, Ste-Catherine est, Montréal, pour les objets suivants:

Administrer des garages et magasins et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Monte Carlo Automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7186A, rue Bordeaux, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3230-69

Monte Carlo Automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Barbeau, Jean Geoffrion and Gilles Duchesne, all three advocates of 210 Ste-Catherine East, Montreal, for the following purposes:

To manage garages and stores and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Monte Carlo Automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7186A Bordeaux Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3230-69

Morin, Dunn & Marcoux ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Hugues-M. Morin, 425, Denonville, Urbain Boutin, 1620, Paton, et Ronald Marcoux, 29, Place Vimont, tous trois courtiers en immeubles, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Morin, Dunn & Marcoux ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 50,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4239-69

Morin, Dunn & Marcoux ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hugues-M. Morin, 425 Denonville, Urbain Boutin, 1620 Paton, and Ronald Marcoux, 29 Place Vimont, all three real estate brokers, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Morin, Dunn & Marcoux ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 50,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4239-69

Nadeau & Nadeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres parentes, en date du 25e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gaston Nadeau, industriel, Thérèse Gélinas, ménagère, épouse

Nadeau & Nadeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Nadeau, industrialist, Thérèse Gélinas, housewife, wife of the said

dudit Gaston Nadeau, tous deux de 68, 6e avenue, Drummondville, et Robert Nadeau, employé d'usine, de Wickham, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles en aluminium, fer émaillé, fer-blanc, granit, métal galvanisé, tôle et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Nadeau & Nadeau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Wickham, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4653-69

Nero ltée
Nero Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Roger Belhumeur, gérant, 3366, Gaspareau, Sainte-Joy, René Levesque, publicitaire, 829, de Bienville, Québec, et Roland Joncas, comptable, 5853, des Glaïeuls, Orsainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Nero ltée — Nero Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3366, Gaspareau, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4436-69

Nettoyeur Ryan inc.
Ryan Cleaner Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Arthur Ryan, homme d'affaires, 223, René Philippe, app. 3, Lemoyne, Rolande Ryan, secrétaire, épouse dudit Arthur Ryan, et Donald Ryan, homme d'affaires, ces deux derniers de 32A, Union, Côte Sainte-Catherine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandier et faire la location d'habits, tabliers, serviettes et lingerie de toutes sortes, sous le nom de « Nettoyeur Ryan inc. — Ryan Cleaner Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 21, rue Montcalm, Candiac, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4585-69

Neveu & Neveu ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jean-Yves Neveu,

Gaston Nadeau, both of 68, 6th Ave., Drummondville, and Robert Nadeau, plant employee, of Wickham, for the following purposes:

To make and deal in articles and merchandise made of aluminum, enamelled iron, tin, granite, galvanized metal, sheet-metal and other articles made wholly or partially of metal or wood, under the name of "Nadeau & Nadeau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Wickham, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4653-69

Nero ltée
Nero Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, iucorporating: Roger Belhumeur, manager, 3366 Gaspareau, Sainte-Foy, René Lévesque, publicists, 829 de Bienville, Québec, and Roland Joncas, accountant, 5853 des Glaïeuls, Orsainvilli, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Nero ltée — Nero Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3366 Gaspareau, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4436-69

Nettoyeur Ryan inc.
Ryan Cleaner Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Ryan, businessman, 223 René Philippe, Apt. 3, Lemoyne, Rolande Ryan, secretary, wife of the said Arthur Ryan, and Donald Ryan, businessman, the latter two of 32A Union, Côte Sainte-Catherine, for the following purposes:

To carry on business as launderers, and to rent out suits, aprons, napkins and lingerie of all kinds, under the name of "Nettoyeur Ryan inc. — Ryan Cleaner Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 21 Montcalm St., Candiac, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4585-69

Neveu & Neveu ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Yves Neveu, 517, 10th

517, 10e avenue, Gilles Neveu, 521, 10e avenue, et Lucien Neveu, 33, Ouimet, app. 3, tous trois industriels, de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Neveu & Neveu ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4600-69

Nor-Nel Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Norman Seltzer, marchand, 34, rue Albion, Nelson Seltzer, administrateur, 160, Netherwood Crescent, tous deux de Hampstead, et Sam Seltzer, marchand, 5575, avenue, Alpine, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter, gérer et administrer des salles de rafraîchissements, de repas légers, de produits laitiers, restaurants, salles de thé, de café, cafeterias, comptoirs de sandwhiches et « pubs » et manufacturer toutes sortes de marchandises, articles, effets, aliments, produits alimentaires et provisions, en faire le commerce, sous le nom de « Nor-Nel Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4605-69

Osaka Restaurant Inc.
Restaurant Osaka inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Tatsuko Kitamura, épouse de Richard Akazawa, 7190, Papineau, Ginko Takaoka, 3235, avenue Ridgewood, Kyoko Tokuro, 7110, Côte des Neiges, et Yaeko Ogura, 5720, Decarie, ces trois dernières célibataires, tous les quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Osaka Restaurant Inc. — Restaurant Osaka inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2137, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières.
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4685-69

Avenue, Gilles Neveu, 521, 10th Avenue, and Lucien Neveu, 33 Ouimet, Apt. 3, all three industrialists of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Neveu & Neveu ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4600-69

Nor-Nel Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Norman Seltzer, merchant, 34 Albion Street, Nelson Seltzer, executive, 160 Netherwood Crescent, both of Hampstead, and Sam Seltzer, merchant, 5575 Alpine Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate, manage and conduct refreshment rooms, luchrooms, dairy lunchrooms, restaurants, tea-rooms, coffee-rooms, cafeterias, sandwich bars and pubs and to manufacture and deal in all kinds of goods, wares, merchandise, articles, effects, foods, food products and provisions, under the name of "Nor-Nel Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4605-69

Osaka Restaurant Inc.
Restaurant Osaka inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Tatsuko Kitamura, wife of Richard Akazawa, 7190 Papineau, Ginko Takaoka, 3235 Ridgewood Avenue, Kyoko Tokuro, 7110 Côte des Neiges, and Yaeko Ogura, 5720 Decarie, the latter three spinsters, all four restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Osaka Restaurant Inc. — Restaurant Osaka inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2137 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4685-69

Paradis, St-Pierre & Associés ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1969, constituant en corporation: Marcel Décary, homme d'affaires, André St-Pierre, tous deux de 10617, Delorimier, et Gaston Paradis, 9762, Curotte, ces deux derniers agents, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Paradis, St-Pierre & Associés ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 2955-69

Paradis, St-Pierre & Associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Décary, businessman, André St-Pierre, both of 10617 Delorimier, and Gaston Paradis, 9762 Curotte, the latter two agents, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general money lenders in all and each of its specialties, under the name of "Paradis, St-Pierre & Associés ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 2955-69

La Patrie Video inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Gilles Langlois, technicien, Yvonne Picard, ménagère, épouse dudit Gilles Langlois, et Louis Langlois, rentier, tous trois de La Patrie, pour les objets suivants:

Exploiter un réseau communautaire de radiodiffusion, sous le nom de « La Patrie Video inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Patrie, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4064-69

La Patrie Video inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Langlois, technician, Yvonne Picard, housewife, wife of said Gilles Langlois, and Louis Langlois, annuitant, all three of La Patrie, for the following purposes:

To operate a community broadcasting system, under the name of "La Patrie Video inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at La Patrie, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4064-69

Patrouille de Sécurité Jérômienne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Fernand Richer, gérant, Monique Chalifoux, ménagère, épouse dudit Fernand Richer, tous deux de 901, Laviolette, et Normand Auclair, électricien, 40, Brière, tous trois de Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de sécurité, sous le nom de « Patrouille de Sécurité Jérômienne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 901, rue Laviolette, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4796-69

Patrouille de Sécurité Jérômienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Richer, manager, Monique Chalifoux, housewife, wife of the said Fernand Richer, both of 901 Laviolette, and Normand Auclair, electrician, 40 Brière, all three of Saint-Jérôme, for the following purposes:

To run a security agency, under the name of "Patrouille de Sécurité Jérômienne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 901 Laviolette Street, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4796-69

Pavillon du Cadeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969,

Pavillon du Cadeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: André Stephenson, commerçant, Sabine Mercier, épouse dudit André Stephenson, tous deux de 11563, Laurier, Montréal, et Hélène Racine, épouse de Jean-Marie Dumas, 12081, De Montigny, Pointe-aux-Trembles, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins, ateliers, boutiques et restaurants, sous le nom de « Pavillon du Cadeau inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3819-69

Péloquin, Rajotte & Ass. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Lise Fortin, épouse de André St-Hilaire, 790, Des Bouleaux est, app. 5, Québec, Irène Bernatchez, épouse de Patrick Fortin, 1825, Drouin, app. 5, Giffard, et Louise Bouchard, fille majeure, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers et entrepreneurs en publicité, sous le nom de « Péloquin, Rajotte & Ass. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est Shell Tower Building, chambre 309, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4303-69

Perreault, Tardif et Associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Yvon Perreault, ingénieur, de Warwick, Paulin Tardif, contrôleur, du Lac Mégantic, et Robert Chevrier, officier de crédit, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Agir comme consultant et conseiller en toutes sortes d'administration, sous le nom de « Perreault, Tardif et Associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4220, rue Villeneuve, Lac Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4708-69

S. Perrin Spartan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Louis-Claude Trudel, 237, Bloomfield, Outremont, Mario Létourneau,

incorporating: André Stephenson, trader, Sabine Mercier, wife of said André Stephenson, both of 11563 Laurier, Montreal, and Hélène Racine, wife of Jean-Marie Dumas, 12081 De Montigny, Pointe-aux-Trembles, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate stores, workshops, boutiques and restaurants, under the name of "Pavillon du Cadeau inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3819-69

Péloquin, Rajotte & Ass. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Fortin, wife of André St-Hilaire, 790 Des Bouleaux east, Apt. 5, Québec, Irène Bernatchez, wife of Patrick Fortin, 1825 Drouin, Apt. 5, Giffard, and Louise Bouchard, spinster of the full age of majority, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, for the following purposes:

To act as advertising consultants and contractors, under the name of "Péloquin, Rajotte & Ass. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at the Shell Tower Building, Room 309, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4303-69

Perreault, Tardif et Associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of Septembre, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Perreault, engineer of Warwick, Paulin Tardif, comptroller, of Lac Mégantic, and Robert Chevrier, credit officer of Sherbrooke, for the following purposes:

To act as all kinds of administration consultants and counsellors, under the name of "Perreault, Tardif et Associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4220 Villeneuve Street, Lac Mégantic, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives

31943 4708-69

S. Perrin Spartan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Claude Trudel, 237 Bloomfield, Outremont, Mario Létourneau, 49 Dai-

49, Daigneault, Chambly, et Paul Lesage, 3156, Édouard Montpetit, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturier et vendeur d'articles de sport, d'articles de camping, de ski-doos et de piscines y compris les accessoires, pièces, toiles ou autres, sous le nom de « S. Perrin Spartan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 891, Ste-Foy, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4557-69

Pitre & Fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Richard Pitre, 549, Ste-Marguerite, Normand Pitre, 621, Antoine Girard, tous deux soudeurs, et Juliette Pitre, secrétaire, épouse de Roger Réhel, 537, Ste-Marguerite, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Pitre et Fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4586-69

Placements Aton inc.
Aton Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Maurice Bélanger, notaire, Ghyslaine Deschênes, ménagère, épouse dudit Maurice Bélanger, tous deux de 575, Ladouceur, Laval, et Claire Bélanger, ménagère, fille majeure, 940, Tait, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Placements Aton inc. —Aton Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4381-69

Les Placements Langlois ltée
Langlois Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969,

gneault, Chambly, and Paul Lesage, 3156 Édouard Montpetit, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as sports article, camping article, ski-doo and swimming pool manufacturers and salesmen including accessories, pieces, canvas or others, under the name of "S. Perrin Spartan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 891 St. Foy, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4557-69

Pitre & Fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Pitre, 549 Sainte-Marguerite, Normand Pitre, 621 Antoine Girard, both welders, and Juliette Pitre, secretary, wife of Roger Réhel, 537 Sainte-Marguerite, all three of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of building materials, under the name of "Pitre et Fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4586-69

Placements Aton inc.
Aton Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Bélanger, notary, Ghyslaine Deschênes, housewife, wife of the said Maurice Bélanger, both of 575 Ladouceur, Laval, and Claire Bélanger, housewife, spinster of the full age of majority, 940 Tait, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of money lender in all and each of its specialties, under the name of "Placements Aton inc. — Aton Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each, 1,500 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4381-69

Les Placements Langlois ltée
Langlois Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Henri Filiatrault, photograveur, Jeannette Tremblay, ménagère, épouse dudit Henri Filiatrault, Serge-Henri Filiatrault, notaire, et Pierre Filiatrault, étudiant, tous quatre de 10590, Des Prairies, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Langlois ltée — Langlois Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $5 chacune, 6,500 actions privilégiées classe « A » de $5 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3917-69

Les Placements Monkland inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les Placements Monkland inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5585, Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4560-69

Les Placements Paul Gendron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Paul Gendron, homme d'affaires, Claude Pinard, avocat, et Ginette Rousseau, secrétaire, épouse de Yvon Labelle, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Paul Gendron inc. », avec un capital total de $402,100, divisé en 100 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 2,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 400,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4473-69

Les Placements Rolland Blais limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969,

incorporating: Henri Filiatrault, photo-engraver, Jeannette Tremblay, housewife, wife of said Henri Filiatrault, Serge-Henri Filiatrault, notary, and Pierre Filiatrault, student, all four of 10590 Des Prairies, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Langlois ltée — Langlois Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $5 each, 6,500 preferred class "A" shares of $5 each and into 1,000 preferred class "B" shares of $5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3917-69

Les Placements Monkland inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les Placements Monkland inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 5585 Monkland, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4560-69

Les Placements Paul Gendron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Gendron, businessman, Claude Pinard, advocate, and Ginette Rousseau, secretary, wife of Yvon Labelle, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Paul Gendron inc.", with a total capital stock of $402,100, divided into 100 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 2,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and 400,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4473-69

Les Placements Rolland Blais limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Rolland Blais, avocat, Francine Cabana, ménagère, épouse dudit Rolland Blais, tous deux de 1470, Chemin Caledonia, Mont-Royal, et Paul A. Embregts, gérant, 1, Place Ville Marie, suite 3301, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, placements et gestion, sous le nom de « Les Placements Rolland Blais limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 9,960 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1470, Caledonia, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4531-69

Les Placements Tardif, Latulippe, Perreault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Raymond Latulippe, secrétaire, 4602, Bécigneul, Paulin Tardif, maître en administration, 4661, Laval, Jean-Marie Tardif, industriel, 4282, Lauzon, tous trois de Lac Mégantic, et Yvon Perreault, ingénieur en mécanique, boulevard Cournoyer, Warwick, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Tardif, Latulippe, Perreault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lac Mégantic, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4723-69

Plasticleet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Doris Cyr, 182, 5e Avenue, Diane Dubé, 163, Marquette, toutes deux secrétaires, célibataires, et Thomas W. Leonard, notaire, 354, Chatelaine, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Plasticleet Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4359-69

Plomberie Lucien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Lucien Chaussé,

incorporating: Rolland Blais, advocate, Francine Cabana, housewife, wife of said Rolland Blais, both of 1470 Caledonia Road, Mont-Royal, et Paul A. Embregts, manager, 1 Ville Marie Place, suite 3301 Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Placements Rolland Blais limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $1 each, 9,960 class "A" preferred shares of $10 each and 300 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1470 Caledonia, Mont-Royal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4531-69

Les Placements Tardif, Latulippe, Perreault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Latulippe, secretary, 4602, Bécigneul, Paulin Tardif, administration chief, 4661 Laval, Jean-Marie Tardif, industrialist, 4282 Lauzon, all three of Lac Mégantic, and Yvon Perreault, mechanical engineer, Cournoyer Boulevard, Warwick, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Les Placements Tardif, Latulippe, Perreault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Lac Mégantic, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4723-69

Plasticleet Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Doris Cyr, 182, 5th Avenue, Diane Dubé, 163 Marquette, both secretaries, spinsters, and Thomas W. Leonard, notary, 354 Chatelaine, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Plasticleet Inc.", with a total capital stock of $40,000, didived into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 ecah.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4359-69

Plomberie Lucien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Chaussé, plumber, Miche-

plombier, Micheline Quesnel, ménagère, épouse dudit Lucien Chaussé, tous deux de 88, Ste-Claire, Laval, et Gérard Bourbonnière, notaire, 9101, Airlie, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie Lucien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 88, Place Ste-Claire, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4663-69

line Quesnel, housewife, wife of said Lucien Chaussé, both of 88 Ste-Claire, Laval, and Gérard Bourbonnière, notary, 9101 Airlie, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie Lucien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 88 Place Ste-Claire, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4663-69

Les Pneus Trans-Québec ltée
Trans-Québec Tire Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Fernando Rodrigue, propriétaire de transport, 202, 27e rue, Robert Lessard, notaire, et Raymond Renaud, comptable agréé, tous trois de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des garages et faire le commerce de pneus et pièces d'automobiles de tous genres, sous le nom de « Les Pneus Trans-Québec ltée — Trans-Québec Tire Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4645-69

Les Pneus Trans-Québec ltée
Trans-Québec Tire Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernando Rodrigue, transportation proprietor, 202, 27th Street, Robert Lessard, notary, and Raymond Renaud, chartered accountant, all three of Saint-Georges, for the following purposes:

To operate and manage garages and to deal in tires and automobile pieces of all kinds, under the name of "Les Pneus Trans-Québec ltée — Trans-Québec Tire Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, county of Beauce, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4645-69

Polyplan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jean-Louis Déchêne, contremaître, 3865, Bergevin, Jean Turgeon, industriel, 3866, Nicole, tous deux de Laval, et Richard Chassé, technicien, 5450, Salaberry, app. 2, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Polyplan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $20 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4522-69

Polyplan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Déchêne, foreman, 3865 Bergevin, Jean Turgeon, industrialist, 3866 Nicole, both of Laval, and Richard Chassé, technician, 5450 Salaberry, app. 2, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, construction and holding company, under the name of "Polyplan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $20 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4522-69

Prize Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1969, constituant en corporation: Geza Maklary, fils, constructeur, 894, Dollard, app. 4, Longueuil, Geza Maklary, père, gentilhomme, 7750, che-

Prize Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Geza Maklary junior, builder, 894 Dollard, Apt. 4, Longueuil, Geza Maklary senior, gentleman, 7750 Chambly Road, Saint-

min Chambly, Saint-Hubert, et Frances Callahan, secrétaire, fille majeure, 3328, avenue Troie, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Prize Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4247-69

Productive Land Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Monique Morin, 101, 6e rue, Laval, Jacqueline Neaman, 4825, Édouard Montpetit, toutes deux secrétaires, célibataires, et Davis Robinson, notaire, 2300 St-Mathew, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et d'améliorations, sous le nom de « Productive Land Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 3737-69

Produits G-Mo ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gaston Morin, boucher, 201, DuPont est, Charles-Auguste Parent, entrepreneur général, 137, DuPont, et Laurent Lacroutz, hôtelier, 153, St-Augustin, tous trois de Saint-Lambert-de-Lauzon, pour les objets suivants:

Commerce et industrie de charcuterie et de boucherie, sous le nom de « Produits G-Mo ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 201, DuPont est, Saint-Lambert-de-Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4762-69

Promatec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Georges Dubé, 1105, Belvédère, app. 419, André Desmeules, 915, Cardinal Rouleau, tous deux avocats, Claude Fournier, étudiant, 165, Grande-Allée est, tous trois de Québec, et Hubert Walters, avocat, 3025, La Retraite, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Hubert, and Frances Callahan, secretary, full age of majority, 3328 Troie Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Prize Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4247-69

Productive Land Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Monique Morin, 101, 6th Street, Laval, Jacqueline Neaman, 4825 Édouard Montpetit, both secretaries, spinsters, and David Robinson, notary, 2300 St. Mathew, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate, construction and improvement company, under the name of "Productive Land Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 3737-69

Produits G-Mo ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Morin, butcher, 201 DuPont east, Charles-Auguste Parent, general contractor, 157 DuPont, and Laurent Lacroutz, hotel-keeper, 153 St-Augustin, all three of Saint-Lambert-de-Lauzon, for the following purposes:

The business and industry of pork-butchery and butchery, under the name of "Produits G-Mo ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 201 DuPont east, Saint-Lambert-de-Lauzon, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4762-69

Promatec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Dubé, 1105 Belvédère, Apt. 419, André Desmeules, 915 Cardinal Rouleau, both advocates, Claude Fournier, student, 165 Grande-Allée East, all three of Québec, and Hubert Walters, advocate, 3025 La Retraite, St. Foy, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce du béton de toute nature et de ses produits ainsi que la machinerie, équipement et tous appareils servant à la fabrication, sous le nom de « Promatec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4565-69

Proulx & Coulombe Auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Henri Proulx, commerçant, 1863, Denault, Jean-Louis Coulombe, vendeur, 500, La Sapinière, et Florent Gagnon, administrateur, 1935, Denault, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules de toutes sortes ainsi que tous produits, articles, appareils, machinerie et équipement, sous le nom de « Proulx & Coulombe Auto inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4613-69

Provincial Box Containers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Jeffrey Brull, 5500, Snowdon, Montréal, Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, et Asher Kahn, 489, Dufferin, ces deux derniers de Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de sacs, boîtes et récipients de toutes sortes et de toutes descriptions de jute, toile, coton, textile, papier, plastique et polyéthylène, sous le nom de « Provincial Box Containers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4547-69

Québec Skeet Shooting Federation
Fédération de Tir au Pigeon d'Argile du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Herbert Achibald James Cumming, 780, Lakeshore Drive, Dorval, Robson Gordon Head, 22, Place Harrow, Beaconsfield, Malcolm Edmund Morrison, 544, rue Dulwich, Saint-Lambert, tous

To manufacture and deal in concrete of any kind and its products as well as the machinery, equipment and all appliances used for its manufacturing, under the name of "Promatec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4565-69

Proulx & Coulombe Auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Proulx, trader, 1863 Denault, Jean-Louis Coulombe, salesman, 500 La Sapinière, and Florent Gagnon, administrator, 1935 Denault, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in motor vehicles of all kinds as well as their products, articles, appliances, machinery and equipment, under the name of "Proulx & Coulombe Auto inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4613-69

Provincial Box Containers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jeffrey Brull, 5500 Snowdon, Montreal, Arthur Yanofsky, 5872 Fercroft, and Asher Kahn, 489 Dufferin, the latter two of Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in jute, burlap, cotton, textile, paper, plastic and polyethylene bags, boxes and containers of every size and description, under the name of "Provincial Box Containers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4547-69

Québec Skeet Shooting Federation
Fédération de Tir au Pigeon d'Argile du Québec

Notice is given that under Part III of the companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Herbert Archibalk James Cummin, 780 Lakeshore Drive, Dorval, Robson Gordon Head, 22 Harrow Place, Beaconsfield, Malcolm Edmund Morrison, 544 Dulwich Street, Saint-Lambert,

trois administrateurs, Philip Andrew Graydon, ingénieur, 301 nord, avenue Ballantyne, Montréal-Ouest, et Robert Isaac Hendershot, courtier en assurance, 365, 43e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Former des personnes à se servir des fusils de chasse avec prudence et efficacité; encourager la compétition de tir à cible, plus spécialement le genre de tir qu'on appelle généralement tir au pigeon d'argile, sous le nom de « Québec Skeet Shooting Federation — Fédération de Tir au Pigeon d'Argile du Québec ».

Le montant auquel se limite la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et détenir la corporation est de $250,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 1225-69

Québec Transportation Brokers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Gisèle Tourville, 3261, Forest Hill, Gilberte Baron, 5154, Jeanne-Mance, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, et Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Québec Transportation Brokers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1480, Marlborough, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3360-69

Résidence Funéraire Maurice Savaria inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation: André Soumis, avocat, 302, Montée Oudart, Blainville, Jean-Pierre Rurocher, notaire, 35, Montsec, Lorraine, et Yvette Fortin, secrétaire, fille majeure, 120, Rang Équerre, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres et faire tous les ouvrages et choses se rapportant aux funérailles et enterrements, sous le nom de « Résidence Funéraire Maurice Savaria inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4530-69

Restaurant Au Bon Goût inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'août 1969, cons-

all three executives, Philip Andrew Graydon, engineer, 301 Ballantyne Avenue North, Montreal West, and Robert Isaac Hendershot, insurance broker, 365, 43rd Avenue, Lachine, for the following purposes:

To educate persons in the safe and efficient handling of shotguns; to encourage competition in shotgun target shooting, particularly that type of shooting generally known as skeet shooting, under the name of "Québec Skeet Shooting Federation — Fédération de Tir au Pigeon d'Argile du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is $250,000.

The head office of the corporation is at Saint-Janvier, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 1225-69

Québec Transportation Brokers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gisèle Tourville, 3261 Forest Hill, Gilberte Baron, 5154 Jeanne-Mance, both secretaries, spinsters of the age of majority, of Montreal, and Adrien-R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a conveyance company, under the name of "Québec Transportation Brokers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1480 Marlborough, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3360-69

Résidence Funéraire Maurice Savaria inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Soumis, advocate, 302 Montée Oudart, Blainville, Jean-Pierre Durocher, notary, 35 Montsec, Lorraine and Yvette Fortin, secretary, spinster of the full age of majority, 120 Rang Équerre, Laval, for the following purposes:

To carry on business as undertakers and carry on all operations concerning funerals and burials, under the name of "Residence Funéraire Maurice Savaria inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Blainville, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4530-69

Restaurant Au Bon Goût inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

tituant en corporation: Artemis Chanoitakis, restaurateur, 2975, Goyer, app. 10, Andreas Marinakis, boulanger, 4693, Saint-Urbain, et Julius Rosenblum, avocat, 1010 ouest, Sainte-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir restaurant, sous le nom de « Restaurant Au Bon Goût inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4039-69

Rochon Couvreur incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Roger Rochon, couvreur, Denise Lacombe, secrétaire, épouse dudit Roger Rochon, tous deux de Granada, et Paul Rochon, rentier, de Rouyn, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur en toiture et couverture, sous le nom de « Rochon Couvreur incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granada, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4137-69

Rosmor Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1969, constituant en corporation: Ezra Leithman, Victor Glazer, tous deux avocats, et Dorothy Herman, secrétaire, veuve de Nathan Herman, tous trois de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, aliments et produits alimentaires, articles et effets de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Rosmor Sales Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4096-69

S.T. Tik inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Roger Dufour, vendeur, Thérèse Lamontagne, ménagère, épouse dudit Roger Dufour, tous deux de 94, 42e avenue, Montréal, Alphonse Marois, industriel, 53, Labrie, Pierre Lavallée, agent de recherches, 119, des Milles-Iles, tous deux de Saint-Eustache, et Richard Trottier, médecin, 9, St-Marc, Montréal-Est, pour les objets suivants:

porating: Artemis Chaniotakis, restaurant owner, 2975 Goyer, Apt. 10, Andreas Marinakis, baker, 4693 St. Urbain, and Julius Rosenblum, advocate, 1010 St. Catherine West, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Restaurant Au Bon Goût inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of $5 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4039-69

Rochon Couvreur incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Rochon, roofer, Denise Lacombe, secretary, wife of said Roger Rochon, both of Granada, and Paul Rochon, annuitant of Rouyn, for the following purposes:

To act as roofing and covering contractors, under the name of "Rochon Couvreur incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Granada, judicial district of Rouyn-Noranda.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4137-69

Rosmor Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ezra Leithman, Victor Glazer, both advocates, and Dorothy Herman, secretary, widow of Nathan Herman, all three of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds and descriptions of goods, food and food products, wares and merchandise, under the name of "Rosmor Sales Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4096-69

S.T. Tik inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Dufour, salesman, Thérèse Lamontagne, housewife, wife of the said Roger Dufour, both of 94, 42nd Ave., Montreal, Alphonse Marois, industrialist, 53 Labrie, Pierre Lavallée, research agent, 119 des Milles-Iles, both of Saint-Eustache, and Richard Trottier, physician, 9 St-Marc, Montreal East, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « S.T. Tik inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4623-69

Guy St-Antoine et Associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Guy St-Antoine, assureur-vie, 200, boulevard Laval, tous deux de Laval, et Denise Valiquette, secrétaire, veuve de Georges Dagenais, 1681, Sauvé est, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers en assurances, sous le nom de « Guy St-Antoine et Associés inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 200, boulevard Laval, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4574-69

André St-Arnaud & Associés inc.
André St-Arnaud & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Yvan Poliquin, avocat, 31, Applegrove, Dollard-des-Ormeaux, Gilles St-Arnaud, comptable, 617, des Prairies, Cap-de-la-Madeleine, et André St-Arnaud, administrateur, 757, 8e avenue, Laval, pour les objets suivants:

Production, présentation, gérance et mise en valeur d'expositions, de spectacles de foire, de conventions et autres événements de même nature, sous le nom de « André St-Arnaud & Associés inc.— André St-Arnaud & Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 507, Place d'Armes, suite 1800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4090-69

Les Salaisons Milton, ltée
Milton Packers, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1969, constituant en corporation: Rita Beauvais, fille majeure, Monique Duval, épouse de Denis Rocheleau, toutes deux secrétaires, François-G. Lévesque, tous trois de Bedford, et Daniel Bédard de Granby, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

To make and deal in soap and its products, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "S.T. Tik inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4623-69

Guy St-Antoine et Associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Guy St-Antoine, life insurer, 200 Laval Blvd., both of Laval, and Denise Valiquette, secretary, widow of Georges Dagenais, 1681 Sauvé East, Montreal, for the following purposes:

To act as insurance agents and brokers, under the name of "Guy St-Antoine et Associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 200 Laval Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4574-69

André St-Arnaud & Associés inc.
André St-Arnaud & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Poliquin, advocate, 31 Applegrove, Dollard-des-Ormeaux, Gilles St-Arnaud, accountant, 617 des Prairies, Cap-de-la-Madeleine, and André St-Arnaud, administrator, 757, 8th Avenue, Laval, for the following purposes:

The production, presentation, management and planning of exhibitions, fairs, conventions and other events of the same kind, under the name of "André St-Arnaud & Associés inc.— André St-Arnaud & Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 507 Place d'Armes, Suite 1800, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4090-69

Les Salaisons Milton, ltée
Milton Packers, Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rita Beauvais, spinster of the full age of majority, Monique Duval, wife of Denis Rocheleau, both secretaries, François-G. Lévesque, all three of Bedford, and Daniel Bédard, of Granby, the latter two advocates, for the following purposes:

Faire le commerce des viandes, de produits alimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Les Salaisons Milton, ltée — Milton Packers, Ltd. », avec un capital total de $80,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 7,600 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Cécile-de-Milton, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3914-69

To deal in meats and food products of all kinds, under the name of "Les Salaisons Milton, ltée — Milton Packers, Ltd.", with a total capital stock of $80,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $1 each, 7,600 preferred class "A" shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Sainte-Cécile-de-Milton, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3914-69

Sani-Marc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1969, constituant en corporation: René Laroche, commerçant, Claude Pinard, avocat, et Ginette Rousseau, secrétaire, épouse de Yvon Labelle, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire le commerce en gros et au détail des produits et des équipements de toutes sortes pour l'entretien de tout genre d'édifices publics ou privés, sous le nom de « Sani-Marc inc. », avec un capital total de $120,000, divisé en 5,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 5,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 110,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4474-69

Sani-Marc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Laroche, trader, Claude Pinard, advocate, and Ginette Rousseau, secretary, wife of Yvon Labelle, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in products and equipment of all kinds for the maintenance of all kinds of public or private buildings, under the name of "Sani-Marc inc.", with a total capital stock of $120,000, divided into 5,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 5,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and into 110,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4474-69

Sea N' Sun Vacations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Giacomo Giorgio Sand, 211, avenue Dresden, Mont-Royal, Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, et Seymour Luterman, 26, Roxton Crescent, Montréal-ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de voyage, sous le nom de « Sea N' Sun Vacations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 375, avenue Victoria, bureau 204, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4774-69

Sea N' Sun Vacations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giacomo Giorgio Sand, 211 Dresden Avenue, Mount Royal, Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, and Seymour Luterman, 26 Roxton Crescent, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To act as a Travel Agency, under the name of "Sea N' Sun Vacations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 375 Victoria Avenue, suite 204, Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4774-69

Shermount Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Michael P. Maloney, 445, avenue Lepage, app. 102, Dorval, John Hamilton, fils, 5820, de Louisbourg, app. 26,

Shermount Holdings Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael P. Maloney, 445 Lepage Avenue, Apt. 102, Dorval, John Hamilton junior, 5820 de Louisbourg, Apt. 26, Ruby A. Oxner,

Ruby A. Oxner, 3555, Côte des Neiges, app. 401, tous trois commis en Loi, Jocelyne McLaren, célibataire, 2070, de Maisonneuve, app. 42, tous trois de Montréal, et Shirley A. Henthorn, épouse divorcée de William P. Henthorn, 8575, rue Hélène, LaSalle, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Shermount Holdings Corporation », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 1367, avenue Greene, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4227-69

J. Ovide Sinclair inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Ghislain Sinclair, Louis Sinclair, Jean-Yves Sinclair et Reynald Sinclair, tous quatre hommes d'affaires, d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « J. Ovide Sinclair inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 8,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4396-69

Skiroule (Ontario) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Raymond Royer, avocat, 888, St-Joseph, app. 10, Drummondville, Réjean Houle, industriel, 7e rang Wickham, et Fernand Béland, administrateur, 2409, Mercure, Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Fabriquer, réparer et faire le commerce de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Skiroule (Ontario) inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Wickham, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4481-69

Société d'Analyse et Planning Financiers (Internationale) inc.
Corporation of Financial Planning and Analysis (International) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1969, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, Westmount, Westmount, Lise Quesnel, 5138, Montclair, et Céline Trudeau, 2132, Bosquet, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

3555 Côte des Neiges, Apt. 401, all three law clerks, Jocelyne McLaren, spinster, 2070 de Maisonneuve, Apt. 42, all three of Montreal, and Shirley A. Henthorn, divorced wife of William P. Henthorn, 8575 Helene Street, LaSalle, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Shermount Holdings Corporation", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at 1367 Greene Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4227-69

J. Ovide Sinclair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ghislain Sinclair, Louis Sinclair, Jean-Yves Sinclair, and Reynald Sinclair, all four businessmen, of Amqui, for the following purposes:

To carry on business as general merchant, under the name of "J. Ovide Sinclair inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 8,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Amqui, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4396-69

Skiroule (Ontario) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Royer, advocate, 888 Saint-Joseph, Apt. 10, Drummondville, Réjean Houle, industrialist, 7th range, Wickham, and Fernand Béland, executive, 2409 Mercure, Drummondville South, for the following purposes:

To manufacture, repair and deal in vehicles of all kinds, under the name of "Skiroule (Ontario) inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Wickham, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4481-69

Société d'Analyse et Planning Financiers (Internationale) inc.
Corporation of Financial Planning and Analysis (International) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount, Westmount, Lise Quesnel, 5138 Montclair, and Céline Trudeau, 2132 Bosquet, the latter two secretaries, spinsters of the age of majority, of Montreal, for the following purposes:

S'enquérir et faire rapport de la situation financière de personnes, marchands, firmes et corporations, sous le nom de « Société d'Analyse et Planning Financiers (Internationale) inc.— Corporation of Financial Planning and Analysis (International) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, Place Victoria, suite 3312, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4269-69

To investigate and report on the financial situation of persons, merchants, firms and corporations, under the name of "Société d'Analyse et Planning Financiers (Internationale,) inc.— Corporation of Financial Planning and Analysis (International) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Place, suite 3312, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4269-69

Société de Communications Appliquées (SOCAP), limitée
Applied Communications Corporation (SOCAP), Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Raymond Crevier, 70, Vivian, Mont-Royal, Jean-A. Savard, 218, Berlioz, Montréal, tous deux avocats, et André Guertin, commis, 222, LaCharité, LaSalle, pour les objets suivants:

Fournir tous les services intégrés de communications, sous le nom de « Société de Communications Appliquées (SOCAP), limitée — Applied Communications Corporation (SOCAP), Limited », avec un capital divisé en 60,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4291-69

Société de Communications Appliquées (SOCAP), limitée
Applied Communications Corporation (SOCAP), Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Crevier, 70 Vivian, Mount Royal, Jean-A. Savard, 218 Berlioz, Montreal, both advocates, and André Guertin, clerk, 222 LaCharité, LaSalle, for the following purposes:

To furnish all integrated communication services, under the name of "Société de Communications Appliquées (SOCAP), limitée — Applied Communications Corporation (SOCAP), Limited", with a capital stock divided into 60,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4291-69

Styro-Plastic ltée
Styro-Plastic Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Raymond Roy, 130, St-Vincent, L'Ancienne-Lorette, André Plamondon, 790, Des Pins est, Québec, et Sylvio Roy, 8550, Trudelle, Charlesbourg, tous trois entrepreneurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; manufacturer et faire le commerce de produits d'isolation, produits de construction et plus particulièrement des produits et sous-produits de plastique et autres matériaux analogues, sous le nom de « Styro-Plastic ltée — Styro-Plastic Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4769-69

Styro-Plastic ltée
Styro-Plastic Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Roy, 130 St-Vincent, Ancienne-Lorette, André Plamondon, 790 Des Pins East, Québec, and Sylvio Roy, 8550 Trudelle, Charlesbourg, all three contractors, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors; to manufacture and deal in insulation products, construction products and more particularly plastic products and by-products and other analogous material, under the name of "Styro-Plastic ltée — Styro-Plastic Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4769-69

Sunrey Boats Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation: Georges-Henri Goulet, administrateur, Huguette Leblanc, ménagère, épouse dudit Georges-Henri Goulet, tous deux de 8425, St-Laurent, app. 203, Montréal, Gaston Tardif, comptable, Louise Leclerc, ménagère, épouse dudit Gaston Tardif, tous deux de 2, Belleau, Louise Lussier, avocat, fille majeure, 48, Girouard, tous trois d'Arthabaska, Pierre Béliveau, comptable, 32A, rue Alice, Victoriaville, et Suzanne Labelle, secrétaire, fille majeure, 23, Kirouac, Warwick, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bateaux, embarcations, chaloupes, canaux, voiliers, canots-automobiles, pédalots, bateaux à voile, « sea-doo », skis nautiques et tous autres bâtiments, sous le nom de « Sunrey Boats Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 3758-69

Sunrey Boats Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-Henri Goulet, administrator, Huguette Leblanc, housewife, wife of said Georges-Henri Goulet, both of 8425 St-Laurent, app. 203, Montreal, Gaston Tardif, accountant, Louise Leclerc, housewife, wife of said Gaston Tardif, both of 2 Belleau, Louise Lussier, advocate, spinster of the age of majority, 48 Girouard, all three of Arthabaska, Pierre Béliveau, accountant, 32A Alice Street, Victoriaville, and Suzanne Labelle, secretary, spinster of the age of majority, 23 Kirouac, Warwick, for the following purposes:

To manufacture and deal in boats, crafts, shallops, canoes, sailers, motor-boats, "pédalots", sailing boats, "sea doo", nautical skis, and all other vessels, under the name of "Sunrey Boats Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 3758-69

L. P. Tanguay ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Louis-Philippe Tanguay, 314, Simoneau, Yvan Tanguay, 1154, St-Louis, tous deux industriels, et Pierre Roberge, administrateur agréé, 537, Carette, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'eau de javel, savons, détergents, et autres produits semblables ainsi que de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « L. P. Tanguay ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 314, Simoneau, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4726-69

L. P. Tanguay ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Philippe Tanguay, 314 Simoneau, Yvan Tanguay, 1154 St-Louis, both industrialists, and Pierre Roberge, chartered administrator, 537 Carette, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To manufacture and deal in javel water, soaps, detergents, and other similar products as well as all kinds of articles and merchandise generally found in a grocery business, under the name of "L. P. Tanguay ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common hares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 314 Simoneau, Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4726-69

Terrajet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Raymond Royer, avocat, 888, St-Joseph, app. 10, René Verrier, comptable agréé, 7, Carré Celanese, et Edgar Blanchette, industriel, 1500, St-Aimé, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits, biens ou marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Terrajet inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Terrajet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Royer, advocate, 888 St-Joseph, Apt. 10, René Verrier, chartered accountant, 7 Celanese Square, and Edgar Blanchette, industrialist, 1500 St-Aimé, all three of Drummondville, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, movables or merchandise of all kinds, under the name of "Terrajet inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal value and into 1,000 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Nicéphore, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4482-69

Tiffany Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Raymond Barakett 8521, LaSalle, LaSalle, Stephen Clerk, 50, Osias Leduc, Mont-Saint-Hilaire, tous deux avocats, et Micheline Desmarteaux, secrétaire, fille majeure, 908, Marie-Victorin, Boucherville, pour les objets suivants:

Confectionner des sous-vêtements, lingerie et vêtements sport pour dames et enfants, en faire le commerce, sous le nom de « Tiffany Mills Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7275, rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal,

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4315-69

Tiffin Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Horace Friedman, 7497, chemin Briar, Barry A. Cappel, 5981, Centennial, tous deux de Côte Saint-Luc, et Boris J. Berbrier, 4851, rue Fulton, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Tiffin Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 3536-69

Triumph Chemical Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gerald Y. Green, 9, Lindwood Crescent, Alexander I. Popliger, 1455 ouest, rue Sherbrooke, et William I. Miller, 2235, Sunset, tous trois avocats de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de susbstances chimiques, minéraux et leurs produits, sous-produits et dérivés, en faire le commerce, sous le nom de «Triumph Chemical Inc.», avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4575-69

The head office of the company is at Saint-Nicéphore, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4482-69

Tiffany Mills Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Barakett, 8521 LaSalle, LaSalle, Stephen Clerk, 50 Osias Leduc, Mont-Saint-Hilaire, both lawyers, and Micheline Desmarteaux, secretary, fille majeure, 908 Marie-Victorin, Boucherville, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies and children's underwear, lingerie and sportancer, under the name of "Tiffany Mills Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 7275 St-Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4315-69

Tiffin Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Horace Friedman, 7497 Briar Road, Barry A. Cappel, 5981 Centennial, both of Côte Saint-Luc, and Boris J. Berbrier, 4851 Fulton Street, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Tiffin Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 3536-69

Triumph Chemical Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald Y. Green, 9 Linwood Crescent, Alexander I. Popliger, 1455 Sherbrooke West, and William I. Miller, 2235 Sunset, all three attorneys, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals of all kinds and minerals and the products, by-products and derivatives, under the name of "Triumph Chemical Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4575-69

Trugan Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Réal Dion, Robert Lanctot, tous deux avocats, et Ghislaine Galarneau, secrétaire, fille majeure, tous trois de 15, Lévesque, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier de mécanique et plus particulièrement de mécanique de haute précision, sous le nom de « Trugan Industries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 445, boulevard Guimond, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4495-69

Trugan Industries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Dion, Robert Lanctot, both advocates, and Ghislaine Galarneau, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 15 Lévesque, Laval, for the following purposes:

To operate a mechanics workshop, particularly precision mechanics, under the name of "Trugan Industries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 445 Guimond Blvd., Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4495-69

Twentieth Century Explorations Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Ernest John Szabo, 666, rue Ontario, app. 214, Zita Olga Bury, célibataire, 181, South Kingsway, Lee Arthur Cairns, 28, Killdeer Crescent, tous trois avocats, John Russell Campbell, 110 chemin Dunvegan, tous quatre de Toronto, et Ian MacFee Rogers, 2, place Addington, Willowdale, ces deux derniers avocats et solliciteurs, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations afin de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Twentieth Century Explorations Limited », avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 3827-69

Twentieth Century Explorations Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest John Szabo, 666 Ontario Street, Apt. 214, Zita Olga Bury, spinster, 181 South Kingsway, Lee Arthur Cairns, 28 Killdeer Crescent, all three solicitors, John Russell Campbell, 110 Dunvegan Road, all four of Toronto, and Ian McFee Rogers, 2 Addington Place, Willowdale, the latter two barristers and solicitors, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Twentieth Century Explorations Limited", with a capital stock divided into 5,000,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 3827-69

Urbitec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de septembre 1969, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, 6508, chemin Fern, Sheldon Finkelstein, 5720, Cavendish, tous deux de Côte Saint-Luc, Hilliard Ginsberg, 3650, Mountain, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, tous deux de Montréal, Bernard Gardner, 412, Northcote, Rosemère, tous les cinq avocats, et Theresa S. Bunn, secrétaire, épouse de Gaëtan Boivin, 5, Calipeau, Chambly, pour les objets suivants:

S'établir constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Urbitec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4823 ouest, rue Sherbrooke, chambre 108, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4197-69

Urbitec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Greenblatt, 6508 Fern Road, Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish, both of Côte Saint-Luc, Hilliard Ginsberg, 3650 Mountain, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, both of Montreal, Bernard Gardner, 412 Northcote, Rosemère, all five advocates, and Theresa S. Bunn, secretary, wife of Gaëtan Boivin, 5 Galipeau, Chambly, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Urbitec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4823 Sherbrooke Street West, suite 108, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4197-69

Val d'Or Gas Bar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Gérald Thibodeau, propriétaire de poste de distribution, 411, Centrale, Donald Sigouin, comptable, 1219, 3e Rue, et Hubert Gauthier, comptable agréé, 640, 1ère Avenue, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Exploiter des stations d'essence et d'huile, sous le nom de « Val d'Or Gas Bar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4668-69

Val d'Or Gas Bar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérald Thibodeau, proprietor of a distribution station, 411 Centrale, Donald Sigouin, accountant, 1219, 3rd Street, and Hubert Gauthier, chartered accountant, 640, 1st Avenue, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To operate fuel and oil stations, under the name of "Val d'Or Gas Bar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4668-69

J. Jacques Valois inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'octobre 1969, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, tous deux de Saint-Laurent, et Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers d'assurances, sous le nom de « J. Jacques Valois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 20,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 711, rue Ladouceur, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4339-69

J. Jacques Valois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, both of Saint-Laurent, and Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as insurance agents and brokers, under the name of "J. Jacques Valois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each, 20,000 preferred class "A" shares of $1 each and into 1,000 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company is at 711 Ladouceur Street, Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 4339-69

Westernrad Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'août 1969, constituant en corporation: Robert G. Fraser, 343, Carlyle Avenue, Frank A. Grainger, 164, avenue Simcoe, Jean-H. Gagnon, 37, avenue Highfield, F. Robert MacDonald, 276, avenue Morrison, tous quatre de Mont-Royal, Burt B. Hale, 70, chemin Stratford, Hampstead, et Rolla E. Wilson, épouse de Peter Freygood, 687 ouest, avenue des Pins, Montréal, tous les six médecins, pour les objets suivants:

Apporter des services de gestion, surveillance ou autres services à toute compagnie, corporation, firme ou commerce, sous le nom de « Westernrad Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 180,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, carré Westmount, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4117-69

Westernrad Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert G. Fraser, 343 Carlyle Avenue, Frank A. Grainger, 164 Simcoe Avenue, Jean-H. Gagnon, 37 Highfield Avenue, F. Robert MacDonald, 276 Morrison Avenue, all four of Mount Royal, Burt B. Hale, 70 Stratford Road, Hampstead, and Rolla E. Wilson, wife of Peter Freygood, 687 Pine Avenue West, Montreal, all six medecins, for the following purposes:

To render managerial, supervisory or other services to any company, corporation, firm or business, under the name of "Westernrad Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 180,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1 Westmount Square, Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943-o 4117-69

Lettres patentes supplémentaires

Adams Realty Inc.
Les Immeubles Adams inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1969 à la compagnie « Les Immeubles Adams inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de décembre 1962, changeant son nom en celui de « Adams Realty Inc.— Les Immeubles Adams inc. ».

Le sous-ministre adjoint des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 15068-62 — 1502/102

Agence Provinciale de Perception inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Delage & Parent inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de mars 1968, changeant son nom en celui de « Agence Provinciale de Perception inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 1248-68 — 1512/94

Air Saguenay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de juillet 1969, à la compagnie « Service Aérien Saguenay Air Service Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de septembre 1954, changeant son nom en celui de « Air Saguenay inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 12321-54 — 1508/30

Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de septembre 1969, à l'« Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean–Roberval inc. », constituée en corporation par lettres patentse du 8e jour d'avril 1957, changeant son nom en celui de l'« Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 10845-57 — 1508/4

Auto-Neige Toundra inc.
Tundra Snowmobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour d'août 1969, à la compagnie « Auto-Neige Toundra inc.— Tundra Snowmobile Inc. », changeant ses 8,000 actions ordinaires d'une valeur au pair

Supplementary Letters Patent

Adams Realty Inc.
Les Immeubles Adams inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1969, have been lssued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Immeubles Adams inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of December, 1962, changing its name to that of "Adams Realty Inc.— Les Immeubles Adams inc.".

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 15068-62 — 1505/102

Agence Provinciale de Perception inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Delage & Parent inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of March, 1968, changing its name to that of "Agence Provinciale de Perception inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 1248-68 — 1512/94

Air Saguenay inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service Aérien Saguenay Air Service Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of September, 1954, changing its name to that of "Air Saguenay inc.".

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 12321-54 — 1508/30

Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean–Roberval inc.", incorporated by letters patent dated 8th day of April, 1957, changing its name to that of "Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean inc.".

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 10845-57 — 1508/4

Auto-Neige Toundra inc.
Tundra Snowmobile Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Auto-Neige Toundra inc.— Tundra Snowmobile Inc.", changing its 8,000 common shares of a par value of $10 each into

de $10 chacune en 8,000 actions ordinaires sans valeur au pair, pouvant être émises pour une considération totale maximum de $20,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 1038-69 — 1503/22

Beauce Distribution TV. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Beauce Distribution TV. inc. », subdivisant ses 30 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 10629-55 — 1512/96

Bedford Poultry Industries Limited
Les Industries Avicoles de Bedford limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de septembre 1969, à la compagnie « Cedarcrest Farms Limited », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de septembre 1959, changeant son nom en celui de « Bedford Poultry Industries Limited — Les Industries Avicoles de Bedford limitée ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 14764-59 — 1507/45

J.-J. Breault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de septembre 1969, à la compagnie « Pierre Gariépy inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de février 1964, changeant son nom en celui de « J.-J. Breault inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 739-64 — 1507/48

Carrefour Musical inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de septembre 1969, à la compagnie « Ste Catherine Musique inc. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de septembre 1965, changeant son nom en celui de « Carrefour Musical inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 4329-65 — 1507/51

Centre de Rénovation Domiciliaire inc.
Home Renovation Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de

8,000 common shares of no par value, which may be issued for a maximum total amount of $20,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 1038-69 — 1503/22

Beauce Distribution TV. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Beauce Distribution TV. inc.", subdividing its 30 common shares of a par value of $100 each into 3,000 common shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 10629-55 — 1512/96

Bedford Poultry Industries Limited
Les Industries Avicoles de Bedford limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Cedarcrest Farms Limited", incorporated by letters patent dated the 4th day of September, 1959, changing its name to that of "Bedford Poultry Industries Limited — Les Industries Avicoles de Bedford limitée".

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 14764-59 — 1507/45

J.-J. Breault inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Pierre Gariépy inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of February, 1964, changing its name to that of "J.-J. Breault inc.".

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 739-64 — 1507/48

Carrefour Musical inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Ste Catherine Musique inc.", incorporated by letters patent dated the 30th day of September, 1965, changing its name to that of "Carrefour Musical inc.".

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4329-65 — 1507/51

Centre de Rénovation Domiciliaire inc.
Home Renovation Center Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of

septembre 1969, à la compagnie « Fontaine & Lavoie inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de juillet 1952, changeant son nom en celui de « Centre de Rénovation Domiciliaire inc.— Home Renovation Center Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 9842-52 — 1510/73

Centron Venture Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de juillet 1969, à la compagnie « J. Steinberg Investments Limited », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de juillet 1963, 1° changeant son nom en celui de « Centron Venture Corp. »; 2° diminuant son capital de $1,000,000 à $100,000, le capital-actions annulé étant divisé en 1,100 actions privilégiées émises catégorie « A » de $10 chacune et 88,900 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune; 3° changeant 9,100 actions privilégiées catégorie « B » non émises d'une valeur au pair de $10 chacune en 9,100 actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 3162-63 — 1504/52

Charcuterie Maskoutaine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour d'août 1969, à la compagnie « Charcuterie Maskoutaine inc. », 1° subdivisant 100 actions ordinaires de $10 chacune en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune; 2° refondant et convertissant 3,900 actions ordinaires de $10 chacune en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 2521-68 — 1502/103

Clinique d'Anesthésie et de Réanimation d'Arthabaska inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de septembre 1969, à la compagnie « Guy Gagné inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour d'octobre 1968, changeant son nom ne celui de « Clinique d'Anesthésie et de Réanimation d'Arthabaska inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 4371-68 — 1508/35

Clinique Gynécologique Victoria inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1969, à la compagnie « Paul-Émile Patry

the Province to "Fontaine & Lavoie inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of July, 1952, changing its name to that of "Centre de Rénovation Domiciliaire inc.— Home Renovation Center Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 9842-52 — 1510/73

Centron Venture Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. Steinberg Investments Limited", incorporated by letters patent date the 31st day of July, 1963, 1. changing its name to that of "Centron Venture Corp."; 2° reducing its capital from $1,000,000 to $100,000, the capital stock annulled being divided into 1,100 issued class "A" preferred shares of $10 each and 88,900 class "B" preferred shares of $10 each; 3. changing 9,100 unissued class "B" preferred shares of the par value of $10 each into 9,100 preferred shares of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 3162-63 — 1504/52

Charcuterie Maskoutaine inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Charcuterie Maskoutaine inc.", 1. subdividing 100 common shares of $10 each into 1,000 common shares of $1 each; 2. revising and converting 3,900 common shares of $10 each into 390 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 2521-68 — 1502/103

Clinique d'Anesthésie et de Réanimation d'Arthabaska inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Guy Gagné inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of October, 1968, changing its name to that of "Clinique d'Anesthésie et de Réanimation d'Arthabaska inc.".

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4371-68 — 1508/35

Clinique Gynécologique Victoria inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Paul-Émile Patry inc.",

inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour d'octobre 1968, changeant son nom en celui de « Clinique Gynécologique Victoria inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4376-68 — 1502/104

Club de Golf Les Arpents Verts inc.
Green Acres Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour de juillet 1969, à la compagnie « Club de Golf Les Arpents Verts inc. — Green Acres Golf Club Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $240,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de $500 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 2231-69 — 1504/67

Club Italo-Canadien de Ville St-Michel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juillet 1969, à la compagnie « Club Italo-Canadien de Ville St-Michel inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 214-68 — 1503/46

La Compagnie I.C. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de juin 1969, « La Companie I.C. limitée », 1° réduisant son capital de $150,000 à $51,000 par l'annulation de 9,900 actions ordinaires de $10 chacune; 2° Subdivisant ses 1,000 actions ordinaires de $100 chacune en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 2717-68 — 1508/36

Corps de Sécurité du Québec inc.
Security Corps of Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de juillet 1969, à la compagnie « Corps de Sécurité du Québec inc. — Security Corps of Québec Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre adjoint des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 5516-65 — 1504/96

Couture Aluminium inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour

incorporated by letters patent dated the 2nd day of October, 1968, changing its name to that of "Clinique Gynécologique Victoria inc.".

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4376-68 — 1502/104

Club de Golf Les Arpents Verts inc.
Green Acres Golf Club Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Club de Golf Les Arpents Verts inc. — Green Acres Golf Club Inc.", increasing its capital from $40,000 to $240,000, the additional capital shares being divided into 400 preferred shares of $500 each.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 2231-69 — 1504/67

Club Italo-Canadien de Ville St-Michel inc.

Notice is given that, under the provisions of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to "Club Italo-Canadien de Ville St-Michel inc.", modifying its powers.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 214-68 — 1503/46

La Compagnie I.C. limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Compagnie I.C. limitée", 1. reducing its capital stock from $150,000 to $51,000 by the cancellation of 9,900 common shares of $10 each; 2. subdividing its 1,000 common shares of $100 each into 10,000 common shares of $10 each.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
ALBERT JESSOP.

31943 2717-68 — 1508/36

Corps de Sécurité du Québec inc.
Security Corps of Québec Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Corps de Sécurité du Québec inc. — Security Corps of Québec Inc.", increasing its capital from $40,000 to $140,000, the additional capital shares being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,
ALBERT JESSOP.

31943 5516-65 — 1504/96

Couture Aluminium inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

de juillet 1969, à la compagnie « Beauce Rénovation inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de mars 1969, changeant son nom en celui de « Couture Aluminium inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 997-69 — 1502/108

Édifice Montcalm inc.
Montcalm Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de juin 1969, à la compagnie « Édifice Montcalm inc. — Montcalm Building Inc. », 1° subdivisant ses 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune; 2° convertissant 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° convertissant 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 5,000 actions classe « A » et en 5,000 actions classe « B » sans valeur au pair; 4° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 407-63 — 1506/2

Les Entreprises Jean-R. Denoncourt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de juillet 1969, à la compagnie « Les Entreprises Jean-R. Denoncourt inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 5275-67 — 1503/47

Les Entreprises Thomas inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'août 1969, à la compagnie « Les Entreprises Thomas inc. », augmentant son capital de $40,000 à $70,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 572-65 — 1503/4

Express Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de septembre 1969, à la compagnie « Express Services Inc. », augmentant son capital de $1,001,590 à $1,021,590, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 11838-58 — 1508/37

Province to "Beauce Rénovation inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of March, 1969, changing its name to that of "Couture Aluminium inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 997-69 — 1502/108

Édifice Montcalm inc.
Montcalm Building Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Édifice Montcalm inc. — Montcalm Building Inc.", 1. subdividing its 5,000 common shares of a par value of $10 each into 10,000 common shares of a par value of $5 each; 2. converting 10,000 common shares of a par value of $5 each into 10,000 common shares without par value; 3. converting 10,000 common shares without par value into 5,000 class "A" shares and into 5,000 class "B" shares without par value; 4. amending the provisions of its letters patent.

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 407-63 — 1506/2

Les Entreprises Jean-R. Denoncourt inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Entreprises Jean-R. Denoncourt inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 5275-67 — 1503/47

Les Entreprises Thomas inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Entreprises Thomas inc.", increasing its capital from $40,000 to $70,000, the additional capital shares being divided into 300 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 572-65 — 1503/4

Express Services Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Express Services Inc.", increasing its capital from $1,001,590 to $1,021,590, the additional capital stock being divided into 10,000 class "A" shares of the par value of $1 each and 10,000 common shares of the par value of $1 each.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 13662-58 — 1503/102

J. Gérard Fortin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, supplémentaires en date du 31e jour de juillet 1969, à la compagnie « J. Gérard Fortin inc. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $210,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 17,000 actions privilégiées de $10 chacune; 2° modifiant les droits afférents aux actions privilégiées.

Le sous-ministre adjoint des institutions, financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 13662-48 — 1504/102

J. Gérard Fortin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "J. Gérard Fortin inc.", 1. increasing its capital from $40,000 to $210,000, the additional capital shares being divided into 17,000 preferred shares of $10 each; 2. amending the rights relating to the preferred shares.

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 13662-58 — 1504/102

Foyer de Kingsey Falls inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour d'août 1969, à la corporation « Foyer de Kingsey Falls inc. », étendant ses pouvoirs par l'augmentation du montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation, de $300,000 à $700,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 5261-66 — 1503/48

Foyer de Kingsey Falls inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Foyer de Kingsey Falls inc.", extending its powers by increasing the amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the said corporation from $300,000 to $700,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD.
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 5261-66 — 1503/48

Franchises Ad-Val inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'août 1969, à la compagnie « Franchises Ad-Val inc. », 1° convertissant ses 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° subdivisant ses 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 200,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° augmentant son capital par le création de 800,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 2671-68 — 1504/58

Franchises Ad-Val inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Franchises Ad-Val inc.", 1. converting its 100,000 common shares of a par value of $1 each into 100,000 common shares of no par value; 2. subdividing its 100,000 common shares of no par value into 200,000 common shares of no par value; 3. increasing its capital stock by the creation of 800,000 common shares of no par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 2671-68 — 1504/58

Les Galeries d'Anjou Merchants' Corporation
La Corporation des Marchands des Galeries d'Anjou

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour d'août 1969, à la compagnie « Les Galeries d'Anjou Merchants' Corporation — La Corporation des Marchands des Galeries d'Anjou », 1° convertissant 250 actions ordinaires non émises de $1 chacune en 250 actions privilégiées, catégorie « A », de $1 chacune; 2° convertissant 250 actions ordinaires non émises de $1 chacune en 250 actions privilégiées, catégorie « B » de $1 chacune; 3° convertissant 1,500 actions ordinaires non émises de $1 chacune en 1,500 actions privilégiées, catégorie « C », de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 5450-68 — 1504/18

Les Galeries d'Anjou Merchants' Corporation
La Corporation des Marchands des Galeries d'Anjou

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Galeries d'Anjou Merchants' Corporation — La Corporation des Marchands des Galeries d'Anjou", 1. converting 250 unissued common shares of $1 each into 250 class "A" preferred shares of $1 each; 2. converting 250 unissued common shares of $1 each into 250 class "B" preferred shares of $1 each; 3. converting 1,500 unissued common shares of $1 each into 1,500 class "C" preferred shares of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 5450-68 — 1504/18

Garderie L'Ange Gardien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de juillet 1969, à la corporation « Garderie L'Ange Gardien inc. », étendant ses pouvoirs, par l'augmentation du montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $300,000 à $1,500,000.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 703-66 — 1507/5

Garderie L'Ange Gardien inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Garderie L'Ange Gardien inc.", extending its powers, by increasing the amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the said corporation from $300,000 to $1,500,000.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 703-66 — 1507/5

Genstar Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour d'août 1969, à la compagnie « Sogemines Holdings Limited », constituée par lettres patentes en date du 21e jour d'octobre 1963, changeant son nom en celui de « Genstar Holdings Limited ».

Le sous-ministre adjoint des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 4069-63 — 1504/103

Genstar Holdings Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sogemines Holdings Limited", incorporated by letters patent dated the 21st day of October, 1963, changing its name to that of "Genstar Holdings Limited".

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4069-63 — 1504/103

Genstar Investment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour d'août 1969, à la compagnie « Sogemines Investment Limited », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de janvier 1963, changeant son nom en celui de « Genstar Investment Limited ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 146-63 — 1503/95

Genstar Investment Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Sogemines Investment Limited", incorporated by letters patent dated the 9th day of January, 1963, changing its name to that of "Genstar Investment Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 146-63 — 1503/95

Gestion Flambeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour d'août 1969, à la compagnie « Avencour (Agence de Vente par Courrier) inc. — Avencour (Postal Sales Agency) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de février 1967, 1° changeant son nom en celui de « Gestion Flambeau inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 774-67 — 1505/63

Gestion Flambeau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Avencour (Agence de Vente par Courrier) inc. — Avencour (Postal Sales Agency) Inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of February, 1967, 1. changing its name to that of "Gestion Flambeau inc."; 2. amending its powers.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 774-67 — 1505/63

C. J. Hodgson & Co. Inc.
C. J. Hodgson & Cie. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de septembre 1969, à la compagnie « C. J. Hodgson & Co. Inc.— C. J. Hodgson & Cie. inc. », 1° subdivisant et convertissant ses 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune en 500,000 actions ordinaires sans valeur nominal ou valeur au pair; 2° subdivisant ses 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune

C. J. Hodgson & Co. Inc.
C. J. Hodgson & Cie. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "C. J. Hodgson & Co. Inc. — C. J. Hodgson & Cie. inc.", 1. subdividing and converting its 5,000 common shares of the par value of $1 each into 500,000 common shares without nominal or par value; 2. subdividing its 3,500 preferred shares of the par value of $10 each into 35,000 preferred shares of the par value

en 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 3° modifiant les privilèges et les restrictions attachées à ses actions privilégiées.

Le sous-ministre adjoint des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 1563-64 — 1506/31

Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'août 1969, à la corporation « Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 5043-67 — 1505/36

Insulation Manufacturers & Processors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'août 1969, à la compagnie « Insulation Manufacturers & Processors Ltd. », 1° augmentant son capital de $50,000 à $110,000 par la création de 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° redésignant ses actions existantes comme des actions ordinaires.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 10630-57 — 1507/65

A. Janin & Compagnie limitée
A. Janin & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1969, à la « A. Janin & Compagnie limitée — A. Janin & Company Limited », augmentant son capital de $2,506,000 à $3,006,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 6025-49 — 1504/17

Laiterie Ste-Croix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de juillet 1969, à la compagnie « Laiterie Ste-Croix inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4380-66 — 1512/106

Lange Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de septembre 1969, à la compagnie « Lange-

of $1 each; 3. modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 1563-64 — 1506/31

Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Hôpital de la Baie des Ha! Ha! inc.", extending its powers.

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 5043-67 — 1505/36

Insulation Manufacturers & Processors Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Insulation Manufacturers & Processors Ltd.", 1. increasing its capital from $50,000 to $110,000 by the creation of 600 preferred shares of the par value of $100 each; 2. redesignating its existing shares as common shares.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 10630-57 — 1507/65

A. Janin & Compagnie limitée
A. Janin & Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "A. Janin & Compagnie limitée — A. Janin & Company Limited", increasing its capital from $2,506,000 to $3,006,000, the additional capital shares being divided into 5,000 common shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 6025-49 — 1504/17

Laiterie Ste-Croix inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the province to "Laiterie Ste-Croix inc.", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4380-66 — 1512/106

Lange Canada Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lange-Jacobs Inc.", incor-

Jacobs Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour d'octobre 1966, changeant son nom en celui de « Lange Canada Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4197-66 — 1510/85

Laurel Industries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de juillet 1969, à la compagnie « Laurel Industries Limited », 1° diminuant son capital par l'annulation de 4,000 actions privilégiées émises d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital par la création de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 16834-59 — 1504/68

Lingerie Deux Belles ltée
Lingerie Two Belles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'août 1969, à la compagnie « Super Style Mfg. Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de juin 1953, changeant son nom en celui de « Lingerie Deux Belles ltée — Lingerie Two Belles Ltd. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 11970-53 — 1506/9

Mac Donald Car Wash Ltd.
Lave-Auto Mac Donald ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour d'octobre 1969, à la compagnie « Charles C. Moussette ltée — Charles C. Moussette Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de décembre 1965, changeant son nom en celui de « Mac Donald Car Wash Ltd. — Lave-Auto Mac Donald ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 5739-65 — 1513/1

La Maison (Rouyn-Noranda) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de septembre 1969, à la corporation « La Maison (Rouyn-Noranda) inc. », étendant ses pouvoirs, par l'augmentation du montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $350,000 à $2,000,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 1233-67 — 1508/91

Matériels Panzini incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

porated by letters patent dated the 17th day of October, 1966, changing its name to that of "Lange Canada Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4197-66 — 1510/85

Laurel Industries Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Laurel Industries Limited", 1. reducing its capital by the cancellation of 4,000 issued preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital by the creation of 5,000 preferred shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 16834-59 — 1504/68

Lingerie Deux Belles ltée
Lingerie Two Belles Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Super Style Mfg. Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of June, 1953, changing its name to that of "Lingerie Deux Belles ltée — Lingerie Two Belles Ltd.".

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 11970-53 — 1506/9

Mac Donald Car Wash Ltd.
Lave-Auto Mac Donald ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Charles C. Moussette ltée — Charles C. Moussette Ltd.", incorporated by letters patent dated the 28th day of December, 1965, changing its name to that of "Mac Donald Car Wash Ltd. — Lave-Auto Mac Donald ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 5739-65 — 1513/1

La Maison (Rouyn-Noranda) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Maison (Rouyn-Noranda) inc.", extending its powers by increasing the amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired andowned by the said corporation from $350,000 to $2,000,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 1233-67 — 1508/91

Matériels Panzini incorporée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent,

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de juillet 1969, à la compagnie « Matériels Panzini incorporée », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 12432-60 — 1510/94

Olympic Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'août 1969, à la compagnie « Québec Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de mai 1969, changeant son nom en celui de « Olympic Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd. ».

Le sous-ministre adjoint des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 2413-69 — 1504/109

Omega Motors (1960) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour d'août 1969, à la compagnie « Omega Motors (1960) Ltd. », augmentant son capital actions de $40,000 à $240,000, par la création de 200,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre adjoint des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 14569-60 — 1506/33

Les Placements Boulanger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de septembre 1969, à la compagnie « Les Placements Boulanger inc. », convertissant 389,400 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune en 389,400 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions, financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 5434-66 — 1507/72

Les Placements Thomar ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'août 1969, à la compagnie « Les Placements Thomar ltée », augmentant son capital de $1,001,000 à $1,002,000 par la création de 1,000 actions privilégiées classe « A » additionnelles d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 15078-59 — 1503/41

bearing date the 8th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Matériels Panzini incorporée", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 12432-60 — 1510/94

Olympic Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Québec Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd.", incorporated by letters patent dated the 20th day of May, 1969, changing its name to that of "Olympic Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd.".

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 2413-69 — 1504/109

Omega Motors (1969) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Omega Motors (1960) Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $240,000, by the creation of 200,000 preferred shares of the par value of $1 each.

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 14569-60 — 1506/33

Les Placements Boulanger inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements Boulanger inc.", converting 389,400 preferred class "B" shares of a par value of $1 each into 389,400 preferred class "A" shares of a par value of $1 each.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 5434-66 — 1507/72

Les Placements Thomar ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Placements Thomar ltée", increasing its capital from $1,001,000 to $1,002,000 by the creation of 1,000 preferred additional class "A" shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 15078-59 — 1503/41

Le Renfort inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour d'août 1969, à la corporation « Le Renfort inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $600,000 à $2,000,000.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 620-67 — 1505/66

Résidence Ste-Marie

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de septembre 1969, à la corporation « Résidence Ste-Marie », étendant ses pouvoirs par l'augmentation du montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $400,000 à $800,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4235-66 — 1510/107

Donatien Roy et Fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de mai 1969, à la compagnie « Donatien Roy et Fils ltée », 1° subdivisant ses 200 actions privilégiées non émises de $100 chacune en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 1650-66 — 1507/19

Roy & Frères Joliette ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de septembre 1969, à la compagnie « Roy & Frères Joliette ltée », subdivisant ses 250 actions ordinaires de $100 chacune en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 10787-55 — 1507/75

Sanscartier & Frères inc.
Sanscartier & Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de septembre 1969, à la compagnie « Gatineau Trucking Limited », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de septembre 1952, changeant son nom en celui de « Sanscartier & Frères inc. — Sanscartier & Bros. Inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 13457-52 — 1507/76

Le Renfort inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Le Renfort inc.", increasing the amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the said corporation from $600,000 to $2,000,000.

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 620-67 — 1505/66

Résidence Ste-Marie

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Résidence Ste-Marie", extending its powers by increasing the amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the said corporation from $400,000 to $800,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4235-66 — 1510/107

Donatien Roy et Fils ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Donatien Roy et Fils ltée", 1° subdividing its 200 unissued preferred shares of $100 each into 20,000 preferred shares of $1 each; 2. amending the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 1650-66 — 1507/19

Roy & Frères Joliette ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Roy & Frères Joliette ltée", subdivising its 250 common shares of $100 each into 2,500 common shares of $10 each.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 10787-55 — 1507/75

Sanscartier & Frères inc.
Sanscartier & Bros. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Gatineau Trucking Limited", incorporated by letters patent dated the 22nd day of September, 1952, changing its name to that of "Sanscartier & Frères inc. — Sanscartier & Bros. Inc.".

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 13457-52 — 1507/76

Scierie Morin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de juillet 1969, à la compagnie « Scierie Morin inc. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $205,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,650 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 3° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 4148-66 — 1504/64

Service de Pneus Fortin (Kénogami) ltée (Kénogami) Fortin Tire Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de juillet 1969, à la compagnie « Service de Pneus Fortin (Roberval) ltée — (Roberval) Fortin Tire Service Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 1er jour d'août 1967, changeant son nom en celui de « Service de Pneus Fortin (Kénogami) ltée — (Kénogami) Fortin Tire Service Ltd. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 3298-67 — 1507/77

Service Toilette Richelieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de septembre 1969, à la compagnie « Service Toilette Richelieu inc. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $240,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200,000 actions privilégiées classe « C » de $1 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées classe « A » et classe « B ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 5915-68 — 1510/110

Shelbern Electronics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'août 1969, à la compagnie « Shelbern Electronics Ltd. », augmentant son capital de $90,000 à $130,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 14900-61 — 1504/15

Slack Brothers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Scierie Morin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Scierie Morin inc.", 1. increasing its capital from $40,000 to $205,000, the additional capital stock being divided into 1,650 preferred shares of the par value of $100 each; 2. modifying the provisions of its letters patent; 3. modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 4148-66 — 1504/64

Service de Pneus Fortin (Kénogami) ltée (Kénogami) Fortin Tire Service Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service de Pneus Fortin (Roberval) ltée — (Roberval) Fortin Tire Service Ltd.", incorporated by letters patent dated the 1st day of August, 1967, changing its name to that of "Service de Pneus Fortin (Kénogami) ltée — (Kénogami) Fortin Tire Service Ltd.".

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 3298-67 — 1507/77

Service Toilette Richelieu inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service Toilette Richelieu inc.", 1. increasing its capital stock from $40,000 to $240,000, the additional share capital being divided into 200,000 preferred class "C" shares of $1 each; 2. amending the privileges and restrictions attached to preferred class "A" and class "B" shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 5915-68 — 1510/110

Shelbern Electronics Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Shelbern Electronics Ltd.", increasing its capital from $90,000 to $130,000, the additional capital stock being divided into 3,000 preferred shares of the par value of $10 each and into 10,000 common shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 14900-61 — 1504/15

Slack Brothers Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1969, have

patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1969, à la compagnie « Slack Brothers Limited », augmentant son capital de $60,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 18,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 12079-54 — 1504/16

La Société VS limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour d'octobre 1969, à la compagnie « La Société VS limitée », modifiant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 5540-49 — 1513/5

Teen Haven

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de septembre 1969, à la compagnie « Teen Haven », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 5021-68 — 1505/69

Valiant Shoe Import Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de juillet 1969, à la compagnie « Inesco Intercontinental Electronics School Canada Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de février 1963, 1° changeant son nom en celui de « Valiant Shoe Import Corp. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de $4,000 à $5,000, par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943 594-63 — 1508/45

Henri Vallières inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de septembre 1969, à la compagnie « Henri Vallières inc. », 1° réduisant son capital de $399,000 à $199,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $199,000 à $499,000, par la création de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 3° modifiant les droits afférents aux actions privilégiées.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 8656-46 — 1505/70

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Slack Brothers Limited", increasing its capital from $60,000 to $150,000, the additional capital stock being divided into 18,000 preferred shares of the par value of $5 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 12079-54 — 1504/16

La Société VS limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of October, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Société VS limitée", modifying its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 5540-49 — 1513/5

Teen Haven

Notice is hereby given that under the Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated the 2nd day of September, 1969, to "Teen Haven", modifying the provisions of its letters patent.

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 5021-68 — 1505/69

Valiant Shoe Import Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Inesco Intercontinental Electronics School Canada Ltd.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of February, 1963, 1. changing its name to that of "Valiant Shoe Import Corp."; 2. extending its powers; 3. increasing its capital from $4,000 to $5,000, by the creation of 1,000 preferred shares of the par vaue of $1 each.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 594-63 — 1508/45

Henri Vallières inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Henri Vallières inc.", 1. reducing its capital from $399,000 to $199,000, the annulled capital shares being divided into 2,000 preferred class "A" shares of a par value of $100 each; 2. increasing its capital from $199,000 to $499,000, by the creation of 30,000 preferred shares of a par value of $10 each; 3. amending the rights relating to the preferred shares.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 8656-46 — 1505/70

Villa Manrèse

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de septembre 1969, à la corporation « Villa Manrèse », 1° modifiant ses pouvoirs; 2° augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $20,000 à $20,000,000.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31943-o 1619-47 — 1508/46

Villa Manrèse

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of September, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Villa Manrèse", 1. amending its powers; 2. increasing the amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the said corporation from $20,000 to $20,000,000.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 1619-46 — 1508/46

Waddington Fine Arts Ltd.
Beaux-Arts Waddington ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour d'août 1969, à la compagnie « Waddington Fine Arts Ltd.— Beaux-Arts Waddington ltée », 1° diminuant le nombre de ses administrateurs de 5 à 3; 2° diminuant son capital de $40,000 à $10,000 par l'annulation de 30,000 actions privilégiées émises d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 1040-69 — 1503/17

Waddington Fine Arts Ltd.
Beaux-Arts Waddington ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Waddington Fine Arts Ltd. — Beaux-Arts Waddington ltée", 1. reducing the number of its directors from 5 to 3; 2. reducing its capital from $40,000 to $10,000 by the cancellation of 30,000 issued preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 1040-68 — 1503/17

Compagnies dissoutes

Le Conseil d'Orientation Économique du Bas Saint-Laurent

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Le Conseil d'Orientation Économique du Bas Saint-Laurent », constituée en corporation le 4 mars 1957, à compter du 20 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 10015-57

Cote St. Luc & Silverson Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Cote St. Luc & Silverson Holdings Inc. », constituée en corporation le 7 juin 1961, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 12650-61

Delino (1961) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Delino (1961) inc. », constituée en corporation le 13 octobre 1961, à compter du 21 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 15383-61

Companies Dissolved

Le Conseil d'Orientation Économique du Bas Saint-Laurent

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Le Conseil d'Orientation Économique du Bas Saint-Laurent", incorporated on March 4, 1957, on and from November 20, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 10015-57

Cote St. Luc & Silverson Holdings Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Cote St. Luc & Silverson Holdings Inc.", incorporated on June 7, 1961, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 12650-61

Delino (1961) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Delino (1961) inc.", incorporated on October 13, 1961, on and from November 21, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 15383-61

Dornaom Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Dornaom Realty Corp. », constituée en corporation le 18 septembre 1961, à compter du 24 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 14464-61

Dornaom Realty Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Dornaom Realty Corp.", incorporated on September 18, 1961, on and from November 24, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 14464-61

Ferr-Bilt Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Ferr-Bilt Holdings Inc. », constituée en corporation le 17 juin 1963, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 2603-63

Ferr-Bilt Holdings Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been plaesed to accept the surrender of the charter of "Ferr-Bilt Holdings Inc.". incorporated on June 17, 1963, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 2603-63

General Telecommunications Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « General Telecommunications Corporation », constituée en corporation le 28 janvier 1964, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 331-64

General Telecommunications Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "General Telecommunications Corporation", incorporated on January 28, 1964, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 331-64

Hampstead Terrace Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Hampstead Terrace Ltd. », constituée en corporation le 27 août 1962, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 13546-62

Hampstead Terrace Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hampstead Terrace Ltd.", incorporated on August 27, 1962, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 13546-62

Hotel Moose Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de "Hotel Moose Inc.", constituée en corporation le 2 avril 1959, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 10975-59

Hotel Moose Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Hotel Moose Inc.", incorporated on April 2, 1959, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 10975-59

Les Immeubles Elzéar Fortier, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Immeubles Elzéar Fortier, limitée », constituée en corporation le 29 mai 1948, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 4034-48

Les Immeubles Elzéar Fortier, limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Immeubles Elzéar Fortier, limitée", incorporated on May 29, 1948, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943 4034-48

Investment & Development Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et oopératives d'accepter l'abandon de charte de « Investment & Development Company Ltd.», constituée en corporation le 4 juillet 1957, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 12048-57

Linwood Crescent Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Linwood Crescent Corporation », constituée en corporation le 7 janvier 1959, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 10944-59

Morada Fabrics (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Morada Fabrics (Canada) Ltd. », constituée en corporation le 12 janvier 1950, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 9403-49

Paramount Caterers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Paramount Caterers Inc. », constituée en corporation le 19 mars 1963, à compter du 17 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943-o 1232-63

Investment & Development Company Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Investment & Development Company Ltd.", incorporated on July 4, 1957, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 12048-57

Linwood Crescent Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Linwood Crescent Corporation", incorporated on January 7, 1959, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 10944-59

Morada Fabrics (Canada) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Morada Fabrics (Canada) Ltd.", incorporated on January 12, 1950, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 9403-49

Paramount Caterers Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Paramount Caterers Inc.", incorporated on March 19, 1963, on and from November 17, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

31943 1232-63

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification
Robe — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la robe dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° L'article II sera remplacé par le suivant:

« II. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application du présent décret comprend tout le Québec qui est, aux fins du présent décret, divisé en deux (2) zones:

Zone I: L'Ile de Montréal et tout le territoire compris dans un périmètre de quarante (40) milles de ses limites.

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment
Dress Industry — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Dress Industry in Québec (made binding by Decree number 3519 of September 24, 1940, as amended) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1. Section II will be replaced by the following:

"II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises all of Québec which, for the purpose of this decree is divided into two (2) zones:

Zone I: The Island of Montreal and all the territory within a perimeter of forty (40) miles from its limits.

Zone II: Le reste du Québec.

Toutes les dispositions du présent décret s'appliquent à tout le champ d'application territorial défini aux présentes. Toutefois, à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement et par la suite, les taux minimaux de salaires apparaissant aux articles VIII et X, seront, dans la zone II, inférieurs de 5% à ceux fixés pour la zone I. »

2° L'article VI sera remplacé par le suivant:

« VI. *Durée du travail:*

a) Semaine normale de travail jusqu'au 31 juillet 1971: La semaine normale de travail est de trente-sept heures et demie (37½) réparties sur cinq (5) jours de travail, du lundi au vendredi inclusivement, entre 8 h et 16 h 30, avec une interruption d'une (1) heure entre midi et 13 h pour le repas du midi.

La majoration pour les heures supplémentaires s'applique après trente-sept heures et demie (37½) de travail pour tous les salariés, sous réserve des dispositions relatives au travail supplémentaire.

b) Semaine normale de travail à compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972: À compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972, la semaine normale de travail sera de trente-six (36) heures réparties sur cinq (5) jour de travail, comme suit:

i. lundi et mardi: de 8 h à 16 h 30.

ii. mercredi, jeudi et vendredi: de 8 h à 16 h, avec une interruption d'une (1) heure entre midi et 13 h pour le repas du midi.

Les salariés rémunérés sur une base de temps recevront la même rémunération pour 36 heures de travail que s'ils avaient travaillé trente-sept heures et demie (37½).

La majoration pour les heures supplémentaires s'applique après trente-sept heures et demie (37½) de travail pour tous les salariés, sous réserve des dispositions relatives au travail supplémentaire.

c) Semaine normale de travail à compter du 1er juin 1972: À compter du 1er juin 1972 et par la suite, la semaine normale de travail sera de trente-cinq (35) heures réparties sur cinq (5) jours de travail, entre 8 h et 16 h, avec une interruption d'une (1) heure entre midi et 13 h pour le repas du midi.

Les salariés rémunérés sur une base de temps recevront la même rémunération pour 35 heures de travail que s'ils avaient travaillé 36 heures.

La majoration pour les heures supplémentaires s'applique après trente-cinq (35) heures de travail pour tous les salariés, sous réserve des dispositions relatives au travail supplémentaire.

Période de repos: Le matin et l'après-midi, tout salarié régi par le présent décret doit cesser de travailler pour une période de dix minutes de repos, sans perte de salaires. Lesdites périodes de repos doivent être prises à un moment convenable au milieu de la matinée et de l'après-midi.

À compter du 1er août 1971, tout salarié régi par le présent décret doit cesser de travailler le matin et l'après-midi, sans perte de salaires, comme suit:

i. le lundi et le mardi: pour une période de repos de dix minutes le matin et l'après-midi;

ii. le mercredi, le jeudi et le vendredi; pour une période de repos de quinze minutes le matin seulement. Cette période de repos sera prise à un moment convenable au milieu de la matinée.

À compter du 1er juin 1972 et par la suite, le matin et l'après-midi, tout salarié régi par le présent décret doit cesser de travailler pour une période de quinze minutes de repos, sans perte

Zone II: The remainder of Québec.

All the provisions of the present decree apply to the entire territorial jurisdiction, as defined herein. However, from the coming into force of the present amendment and thereafter the minimum wage rates stipulated in Section VIII and X shall be for Zone II, 5% less than those established for Zone I."

2. Section VI will be replaced by the following:

"VI. *Working hours:*

(*a*) *Standard workweek until July 31, 1971:* A standard week's work shall consist of 37½ hours divided into five (5) working days, Monday through Friday, from 8:00 a.m. to 4:30 p.m. with an interval of one (1) hour for lunch from 12:00 o'clock (noon) until 1:00 p.m.

Overtime rates for all employees shall begin after 37½ hours of work, subject to the provisions herein contained relating to overtime.

(*b*) *Standard workweek from August 1, 1971 until May 31, 1972:* From August 1, 1971 until May 31, 1972, a regular week's work shall consist of 36 hours divided into five (5) working days, as follows:

i. Monday and Tuesday 8:00 a.m. to 4:30 p.m.

ii. Wednesday, Thursday and Friday 8:00 a.m. to 4:00 p.m. with an interval of one (1) hours for lunch from 12:00 o'clock (noon) until 1:00 p.m.

Time workers shall receive for 36 hours' work the same remuneration as was previously received for 37½ hours' work.

Overtime rates for all employees shall begin after 36 hours of work, subject to the provisions herein contained relating to overtime.

(*c*) *Standard work week beginning June 1, 1972:* From June 1, 1972 and thereafter a week's work shall consist of 35 hours divided into five (5) working days, from 8:00 a.m. to 4:00 p.m. with an interval of one (1) hour for lunch from 12:00 o'clock (noon) until 1:00 p.m.

Time workers shall receive for 35 hours' work the same remuneration as was previously received for 36 hours' work.

Overtime rates for all employees shall begin after 35 hours of work, subject to the provisions herein contained relating to overtime.

Rest period: During each morning and each afternoon all work in the factory by employees governed by the present decree shall cease without pay deduction for a ten-minute rest period. Such rest periods shall be fixed at a suitable time during the middle of the morning and afternoon.

From August 1, 1971 until May 31, 1972 during each morning and each afternoon all work in the factory by employees governed by the present decree shall cease without pay deduction as follows:

i. Monday and Tuesday — for a ten-minute rest period in the morning and afternoon.

ii. Wednesday, Thursday and Friday — for a fifteen minute rest period in the morning only. Such rest period shall be fixed at a suitable time during the middle of the morning.

From June 1, 1972 and thereafter during each morning, all work in the factory by employees governed by the present decree shall cease without pay deduction for a fifteen-minute rest period,

de salaires. Ladite période de repos doit être prise à un moment convenable au milieu de la matinée.

Disposition générale: Dans tous les cas, tout travail exécuté en dehors des heures normales énumérées ci-haut est réputé être du travail supplémentaire.

d) Travail à la pièce: Le travail à la pièce dont il est question aux présentes comprend tout travail exécuté à un taux unitaire ou à un prix à la pièce pour une ou plusieurs des opérations faites sur des produits assujettis aux dispositions du présent décret.

La « rémunération intégrale » qui doit être versée à chaque salarié travaillant à la pièce — appelé aux présentes « travailleur à la pièce » — comprend:

i. le taux unitaire ou le prix à la pièce pour chaque opération, multiplié par le nombre d'unités ou de pièces terminées, auquel doit s'ajouter:

ii. le boni de vie chère pour chaque heure normale de travail, ou partie d'icelle, auquel doit s'ajouter:

iii. la majoration de temps supplémentaire, définie ci-après, auquel doit s'ajouter:

iv. le boni de vie chère pour toute heure de travail supplémentaire ou partie d'icelle, majoré de 50%.

Prime pour travail supplémentaire: La prime pour travail supplémentaire des travailleurs à la pièce se détermine comme suit:

Pendant une semaine donnée, le taux par unité ou le prix à la pièce doit être multiplié par le nombre d'unités ou de pièces terminées, pour être ensuite divisé par le nombre total d'heures de travail afin de déterminer une moyenne horaire. La prime pour travail supplémentaire pour chaque heure de temps supplémentaire doit être de 50% de ladite moyenne.

e) Heures supplémentaires: Un maximum de huit (8) heures de travail supplémentaire est permis chaque semaine pendant les quatre (4) premiers jours en autant que ce travail supplémentaire n'excède pas deux (2) heures par jour de travail.

Travail supplémentaire en sus de la semaine normale: Jusqu'au 31 juillet 1971 tout travail supplémentaire exécuté entre 16h 30 et 17h 30 en plus de 37½ heures par semaine, compte tenu des autres dispositions du présent article, doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de 50%.

À compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972 tout travail supplémentaire exécuté le lundi et le mardi entre 16h 30 et 17h 30 et le mercredi et le jeudi entre 16h et 17h en plus de 36 heures par semaine, compte tenu des autres dispositions du présent article, doit être rémunéré au taux de salaire normal majoré de 50%.

À compter du 1er juin 1972 et par la suite, tout travail supplémentaire exécuté entre 16h et 17h en plus de 35 heures par semaine, compte tenu des autres dispositions du présent article, doit être rémunéré au taux normal de salaire majoré de 50%.

Calcul du travail supplémentaire non affecté par les licenciements et les jours fériés: Tout temps perdu par le salarié à cause de licenciements ou de jours fériés déterminés aux présentes doit être ajouté aux heures de travail afin d'établir la semaine normale de travail.

Salaire normal majoré de 50% pour la deuxième heure consécutive: Nonobstant toute autre disposition aux présentes:

to be fixed at a suitable time during the middle of the morning.

General: In all cases, all work performed outside the aforesaid hours shall be considered as overtime.

(d) Piece-work: Piece-work as herein referred to shall include all work performed at a unit rate or piece-work price for one or more operations on products falling under the provisions of the present decree.

The "total remuneration" which shall be paid to each worker on piece-work, who is herein referred to as a "piece-worker", shall consist of:

i. the unit rate or piece-work price for each operation multiplied by the number of units or pieces of work performed, to which shall be added:

ii. the cost of living bonus for each regular hour or part thereof worked, to which shall be added:

iii. the overtime premium as hereinafter defined; to which shall be added:

iv. the cost of living bonus for each overtime hour or part thereof worked, increased by 50%.

Overtime premium: The overtime premium for piece-workers shall be determined as follows:

During the relevant current week, the unit rate or piece-work price shall be multiplied by the number of units or pieces of work performed, and thereupon shall be divided by the total hours worked to arrive at an hourly average. The overtime premium for each hour of overtime worked shall consist of 50% of the aforesaid average.

(e) Overtime hours: A total not exceeding eight (8) hours of overtime shall be permitted in each week during the first four (4) working days thereof, provided that such overtime be limited to two (2) hours in any one working day.

Overtime in excess of the standard workweek: Until July 31, 1971 all overtime worked between 4:30 p.m. and 5:30 p.m. in excess of 37½ hours a week, save as herein provided, shall be paid for at the rate of time and one half.

From August 1, 1971 until May 31, 1972 all overtime worked on Monday and Tuesday between 4:30 p.m. and 5:30 p.m. and on Wednesday and Thursday between 4:00 p.m. and 5:00 p.m., in excess of 36 hours per week, save as herein provided, shall be paid for at the rate of time and one half.

From June 1, 1972 and thereafter, all overtime worked between 4:00 p.m. and 5:00 p.m. in excess of 35 hours per week, save as herein provided, shall be paid for at the rate of time and one half.

Computation of overtime not affected by lay-off and general holidays: All time lost by employees because of lay-off or resulting from the general holidays as provided in this decree shall be added to time worked in order to compute the regular work week.

Time and one half pay mandatory for second consecutive hour: Notwithstanding any other provision herein contained:

i. Jusqu'au 31 juillet 1971 tout travail exécuté après 17h 30 devra être rémunéré au taux normal de salaire majoré de 50%.

ii. À compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972 tout travail supplémentaire exécuté après 17h 30 le lundi et le mardi et après 17h le mercredi et le jeudi doit être rémunéré au taux normal de salaire majoré de 50%.

iii. À compter du 1er juin 1972 et par la suite tout travail supplémentaire exécuté après 17h doit être rémunéré au taux normal de salaire majoré de 50%.

iv. Sauf pendant la période comprise entre le 1er avril et le 15 juin, les employeurs pourront déduire du temps supplémentaire des travailleurs à la pièce, tout temps perdu à cause de retard au travail ou d'absence dont le salarié est responsable.

Rémunération pour travail supplémentaire: Le travail supplémentaire sera rémunéré à raison du salaire normal ou majoré de 50% et doit être calculé comme suit:

Travailleur rémunéré sur une base de temps: Le total des heures de travail supplémentaires exécutées majoré de 50% et multiplié par le taux unihoraire de salaire.

Travailleur à la pièce: Les travailleurs à la pièce qui exécutent du temps supplémentaire seront rémunérés selon le mode de « rémunération intégrale » tel que défini ci-haut.

f) Travail interdit:

1. Tout travail est interdit le dimanche.
2. Tout travail est interdit le samedi.
3. Aucun travail ne doit être exécuté avant 8 heures.
4. Cependant,

Jusqu'au 31 juillet 1971, tout travail, y com-pris le temps supplémentaire est interdit comme suit:

Après 18h 30 le lundi, le mardi, le mercredi et le jeudi;

Après 16h 30 le vendredi.

5. De plus, aucun travail ne doit être exécuté pendant l'interruption d'une heure pour le repas du midi, soit entre midi et 13h chaque jour ouvrable.

À compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972, tout travail, y compris le temps supplémentaire, est interdit comme suit:

1. Après 18h 30 le lundi et le mardi.
2. Après 18h le mercredi et le jeudi.
3. Après 16h le vendredi.
4. De plus, aucun travail ne doit être exécuté pendant l'interruption d'une heure pour le repas du midi, soit entre midi et 13h chaque jour ouvrable.

À compter du 1er juin 1972 et par la suite tout travail, y compris le temps supplémentaire, est interdit comme suit:

1. Après 18h le lundi, le mardi, le mercredi et le jeudi.
2. Après 16h le vendredi.
3. De plus, aucun travail ne doit être exécuté pendant l'interruption d'une heure pour le repas du midi soit entre midi et 13h chaque jour ouvrable.

g) Lorsqu'on le lui demande, aucun salarié n'a droit de refuser d'exécuter du temps supplémentaire dont il est fait mention au paragraphe précédent ».

3° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« Article VIII. *Taux minimaux de salaires honoraires ou à la pièce:* Les taux minimaux de salaires unihoraires suivants, qui comprennent le boni de vie chère versé aux travailleurs à la pièce, doivent être payés aux salariés énumérés ci-dessous:

i. Until July 31, 1971 all overtime worked after 5:30 p.m. shall be paid for at the rate of time and one half.

ii. From August 1, 1971 until May 31, 1972 all overtime worked after 5:30 p.m. on Monday and Tuesday and after 5:00 p.m. on Wednesday and Thursday shall be paid for at the rate of time and one half.

iii. From June 1, 1972 and thereafter all overtime worked after 5:00 after 5:00 p.m. shall be paid for at the rate of time and one half.

iv. Save during the months from April 1 to June 15, employers shall have the right to deduct from overtime of piece-workers, all time lost through tardiness or wilful absenteeism.

Payment for overtime: Overtime work shall be for at the rate of time and one half and shall be computed as follows:

For time workers: The total number of overtime hours worked increased by 50% and multiplied by the regular hourly rate.

For piece-workers: Piece-workers who work overtime shall be paid in accordance with the "total remuneration" as hereinabove defined.

(f) Prohibition to work:

1. All work on Sunday is prohibited.
2. All work on Saturday is prohibited.
3. No work shall be done before 8:00 a.m.

4. Notwithstanding anything to the contrary herein provided:

Until July 31, 1971, all work, including overtime, is prohibited as follows:

After 6:30 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday;

After 4:30 p.m. on Friday.

5. Work is also prohibited during the lunch hour interval which is between twelve (12:00) noon and 1:00 p.m. on each working day.

From August 1, 1971 until May 31, 1972 all work including overtime is prohibited as follows:

1. After 6:30 p.m. on Monday and Tuesday.
2. After 6:00 p.m. on Wednesday and Thursday
3. After 4:00 p.m. on Friday.
4. Work is also prohibited during the lunch hour interval which is between twelve (12:00) noon and 1:00 p.m. on each working day.

From June 1, 1972 and thereafter all work including overtime is prohibited as follows:

1. Agter 6:00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.
2. After 4:00 p.m. on Friday.
3. Work is also prohibited during the lunch hour interval which is between twelve (12:00) noon and 1:00 p.m. of each working day.

(g) When required to do so, the employee cannot refuse of his own accord to perform overtime work as hereinabove referred to."

3. Section VIII will be superseded by the following:

"Section VIII. *Minimum scale of wages per hour or for piece-work:* The following minimum hourly rates, which include the cost of living bonus to piece-workers, shall apply to the employees hereinafter mentioned:

Métiers — Crafts:	*À compter de l'entrée en vigueur de cet amendement jusqu'au 31 décembre 1969 From this amendment's effective date until December 31, 1969*		*À compter du 1er janvier 1970 au 31 juillet 1970 From January 1, 1970 until July 31, 1970*		*À compter du 1er août 1970 au 31 juillet 1971 From August 1, 1970 to July 31, 1971*		*À compter du 1er août 1971 From August 1, 1971*	
	Zones		*Zones*		*Zones*		*Zones*	
	I	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*
Couseur à la machine, y compris le travail de section — Operator including section work	$1.44	$1.368	$1.60	$1.52	$1.67	$1.593	$1.762	$1.674
Faiseur d'échantillon — Sample maker	1.44	1.368	1.60	1.52	1.677	1.593	1.762	1.674
Drapeur — Draper	1.395	1.326	1.553	1.475	1.629	1.547	1.715	1.629
Finisseur — Finisher	1.35	1.283	1.505	1.43	1.581	1.502	1.658	1.575
Examinateur — Examiner	1.35	1.283	1.505	1.43	1.581	1.502	1.658	1.575
Plieur — Folder	1.26	1.197	1.353	1.285	1.419	1.348	1.486	1.412
Ouvrier général — General hand	1.26	1.197	1.353	1.285	1.419	1.348	1.486	1.412
Presseur — Presser Male	2.34	2.223	2.591	2.461	2.705	2.57	2.819	2.678
Presseuse — Presser Female	2.03	1.929	2.258	2.145	2.372	2.253	2.486	2.362
Aide-presseur ou aide-presseuse — Assistant Presser	1.395	1.326	1.553	1.475	1.629	1.547	1.715	1.629
Coupeur qualifié classe I — Cutter, Grade I	3.10	2.945	3.10	2.945	3.258	3.095	3.419	3.249
Coupeur semi-qualifié, class II — Cutter, Grade II, semi-skilled	2.85	2.708	2.85	2.708	2.991	2.841	3.143	2.986
Étaleur — Spreader	2.05	1.948	2.20	2.09	2.34	2.223	2.46	2.337
Conducteur (opérateur) de machines spéciales — Special Machine Operator	1.35	1.283	1.505	1.43	1.581	1.502	1.658	1.575

« Il est interdit d'établir des prix à la pièce qui ne donneront pas l'équivalent des taux minimaux déterminés ci-haut. »
"No piece-work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum rates above-mentioned."

4° L'article IX-A (1 et 2) sera remplacé par le suivant:

« IX-A-1: À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement, tous salarié assujetti au présent décret doit recevoir une augmentation sur son salaire horaire s'il est rémunéré à l'heure ou sur son salaire à la pièce s'il est rémunéré à la pièce. Cette augmentation s'établit comme suit:

Salariés rémunérés sur une base de temps:

a) Coupeurs qualifiés, classe I et coupeurs semi-qualifiés classe II y compris les étaleurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.75 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement, qui leur sera accordée de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.35 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils recevront une augmentation additionnelle de $0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils recevront une augmentation additionnelle de $0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1971.

b) Apprentis coupeurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.30 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, il leur sera versé une autre augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils recevront une augmentation additionnelle de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils recevront une augmentation additionnelle de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1971.

c) Conducteurs (opérateurs): Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.36 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle

4. Section IX-A (1 and 2) will be replaced by the following:

"IX-A-1: *Increases in actual wages and in cost of living bonus:* From the effective date of this amendment, every employee governed by the provisions of this decree shall be paid an increase in addition to and over and above his actual hourly rate if he works on a time work basis, or in addition to and over and above his actual piece-work earnings, if he works on a piece-work basis, the whole as follows:

Time workers:

(a) Grade I skilled cutters and Grade II semi-skilled cutters including spreaders: Shall be paid an increase of $0.75 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

From this amendment effective date until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.35 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment and,

From August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.20 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970, and,

From August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.20 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(b) Apprentice Cutters: Shall be paid an increase of $0.30 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from this amendment's effective date until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(c) Operators: Shall be paid an increase of $0.36 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.15 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per ho

de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

d) Couseurs à la machine (opérateurs), travail de section: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.32 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

e) Faiseurs d'échantillons: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.36 l'heure en plus du taux payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

f) Drapeurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.35 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.14 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

g) Finisseurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.33 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent

in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(d) Operators, section work: Shall be paid an increase of $0.32 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(e) Sample makers: Shall be paid an increase of $0.36 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.15 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and.

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(f) Drapers: Shall be paid an increase of $0.35 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.14 perhour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.12 per hour in addition to the jourly rate payable to each employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each employee immediately prior to August 1, 1971.

(g) Finishers: Shall be paid an increase of $0.33 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase

recevoir une augmentation de $0.14 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

h) Examinateurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.31 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement, le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

i) Plieurs et ouvriers généraux: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.28 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

j) Presseurs, presseuses, y compris les aides-presseurs et les aides-presseuses: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.55 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre aug-

of $0.14 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(h) Examiners: Shall be paid an increase of $0.31 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(i) Folders and general hands: Shall be paid an increase of $0.28 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(j) All Pressers (male and female), including assistant-pressers: Shall be paid an increase of $0.55 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.20 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.20

mentation de $0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

k) Conducteurs (opérateurs) de machines spéciales: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.32 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

l) Tous les autres apprentis: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.25 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.08 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.08 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

Compensation pour réduction des heures de travail: En outre des augmentations prévues ci-dessus, tous les salariés doivent recevoir une compensation pour suppléer à la réduction d'heures de travail prévues aux présentes, comme suit:

Salariés rémunérés sur une base de temps:

m) À compter du 1er août 1971, tous les salariés payés à l'heure devront recevoir une augmentation de 4.2% en plus de leurs taux de salaires, calculée sur les taux en vigueur au 1er août 1971, jusqu'au 31 mai 1972, à titre de compensation pour la réduction de la semaine de travail qui entrera en vigueur le 1er août 1971.

À compter du 1er juin 1972, date à laquelle la semaine de 35 heures entrera en vigueur, la réduction d'une heure de la semaine de travail sera compensée en payant aux salariés rémunérés à l'heure une augmentation additionnelle de 2.86% calculée sur le taux horaire de salaire de chaque salarié en vigueur au 1er juin 1972.

per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.15 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(k) Special Machine Operators: Shall be paid an increase of $0.32 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(l) All other apprentices: Shall be paid an increase of $0.25 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.08 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.08 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

Compensation for reduction in working hours: In addition to the foregoing increases, all employees shall be compensated for the reduction in working hours as herein provided, as follows:

Time workers:

(m) Effective August 1, 1971, all employees on an hourly basis shall be paid an increase of 4.2% over and above and calculated upon the increased individual hourly rates in effect for all employees on August 1, 1971, until May 31, 1972 in order to compensate for the reduction of the workweek commencing August 1, 1971.

Beginning June 1, 1972 when the 35-hour week becomes effective, the reduction of the workweek by one hour shall be compensated by paying all employees on an hourly basis an additional increase of 2.86%% overand above and calculated upon the individual increased hourly rates in effect for all employees on June 1, 1972.

Travailleurs à la pièce:

n) Tous les salariés, y compris les apprentis, qui travaillent à la pièce doivent recevoir les augmentations suivantes qui seront ajoutées au boni de vie chère qui est versé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement, tel qu'indiqué ci-dessous. Ceci comprend l'augmentation de 4.2% en vigueur au 1er août 1971 et le 2.86% en vigueur au 1er juin 1972, et sera versé à titre de compensation pour la réduction de la semaine de travail, tel que mentionné ci-dessus.

Piece-workers:

(*n*) All employees including apprentices working on a piece-work basis shall be paid the following increases to be added to the cost of living bonus paid to each one of them immediately prior to the coming into force of the present amendment in the following manner, which includes the 4.2% increase effective August 1, 1971 and the 2.86% increase effective June 1, 1972, to compensate for the reduction of the workweek as hereinabove set forth.

Métiers — Crafts:	*Augmentation à être ajoutée à l'entrée en vigueur du présent amendement Increase to be added from the coming into force of the present amendment* L'heure Per hour	*Augmentation à être ajoutée à compter du 1er août 1970 Increase to be added on Aug. 1, 1970* L'heure Per hour	*Augmentation à être ajoutée à compter du 1er août 1971 Increase to be added on Aug. 1, 1971* L'heure Per hour	*Augmentation à être ajoutée à compter du 1er juin 1972 Increase to be added on June 1, 1972* L'heure Per hour
Tous les conducteurs (opérateurs), y compris le travail de section; les apprentis- conducteur, y compris le travail de section rémunérés à la pièce — All operators including section work and apprentice operators including section work paid on a piece-work basis	$0.15	$0.14	$0.208	$0.062
Tous les finisseurs rémunérés à la pièce — All finishers paid on a piece-work basis	0.14	0.10	0.178	0.062
Tous les examinateurs rémunérés à la pièce — All examiners paid on a piece-work basis	0.12	0.10	0.163	0.052
Tous les plieurs et les ouvriers généraux rémunérés à la pièce — All folders and general hands paid on a piece-work basis	0.10	0.09	0.157	0.048
Tous les presseurs rémunérés à la pièce — All male pressers paid on a piece-work basis.	0.20	0.20	0.295	0.104
Toutes les presseuses rémunérées à la pièce — All female pressers paid on a piece-work basis	0.20	0.20	0.267	0.083
Tous les aides-presseurs et aides-presseuses rémunérés à la pièce — All assistant-pressers paid on a piece-work basis	0.20	0.20	0.243	0.066
Tous les conducteurs (opérateurs) de machines spéciales rémunérés à la pièce — All special machine operators paid on a piece-work basis	0.12	0.10	0.178	0.054
Tous les autres apprentis rémunérés à la pièce — All other apprentices paid on a piece-work basis	0.09	0.08	0.147	0.047

o) Donc, tous les salariés (y compris les apprentis) travaillant à la pièce doivent recevoir un boni de vie chère en outre de leurs taux unitaires ou de leurs salarires à la pièce, comme suit:

(o) Consequently, all employees (including apprentices) working on a piece-work basis shall be paid a cost of living bonus in addition to and above their actual unit rates or piece-work earnings as follows:

Métiers — Crafts:	*Boni de vie chère payable avant l'entrée en vigueur du présent amendement* *Cost of living bonus payable prior to the coming into force of the present amendment* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970* *Cost of living bonus payable from the coming into force of the present amendment until July 31, 1970* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1970 au 31 juillet 1971* *Cost of living bonus payable from August 1, 1970 until July 31, 1971* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1971* *Cost of living bonus payable from August 1, 1971* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à compter du 1er juin 1972* *Cost of living bonus payable from June 1, 1972* *L'heure* *Per hour*
Tous les conducteurs (opérateurs), y compris le travail de section; les apprentis-conducteurs, y compris le travail de section rémunérés à la pièce — All operators including section work and apprentice operators including section work paid on a piece-work basis	$0.773	$0.923	$1.063	$1.271	$1.333
Tous les finisseurs rémunérés à la pièce — All finishers paid on a piece-work basis	0.773	0.913	1.013	1.191	1.253
Tous les examinateurs rémunérés à la pièce — All examiners paid on a piece-work basis	0.773	0.893	0.993	1.156	1.208
Tous les plieurs et les ouvriers généraux rémunérés à la pièce — All folders and general hands paid on a piece-work basis	0.773	0.873	0.963	1.120	1.168
Tous les presseurs rémunérés à la pièce — All male pressers paid on a piece-work basis	0.878	1.078	1.278	1.573	1.677
Toutes les presseuses rémunérées à la pièce — All female pressers on a piece-work basis	0.813	1.013	1.213	1.480	1.563
Tous les aides-presseurs et aides-presseuses rémunérés à la pièce — All assistant pressers paid on a piece-work basis	0.773	0.973	1.173	1.416	1.482
Tous les conducteurs (opérateurs) de machines spéciales rémunérés à la pièce — All special machine operators paid on a piece-work basis	0.773	0.893	0.993	1.171	1.225
Tous les autres apprentis rémunérés à la pièce — All other apprentices paid on a piece-work basis	0.773	0.863	0.943	1.090	1.137

p) Les employeurs ne peuvent pas réduire les taux à la pièce par unité ou par opération pour tout travail identique ou semblable en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent amendement. Non seulement doivent-ils continuer à les verser mais ils sont de plus tenus de donner suite aux augmentations prévues aux présentes.

Toutes les augmentations de salaires et de boni de vie chère déjà en vigueur demeureront obligatoires quant au travail exécuté avant l'entrée en vigueur des augmentations de salaires et de boni de vie chère prévues aux présentes à l'égard de toute rémunération afférente à tout travail exécuté.

q) Quant aux augmentations prévues au présent amendement, tout employeur qui, entre le 1er août 1969 et l'entrée en vigueur du présent amendement, a accordé une augmentation générale à ses salariés est réputé avoir satisfait aux dispositions du présent article du présent amendement qui traitent des augmentations de salaires, jusqu'à concurrence des augmentations de salaires effectivement versées.

Travailleurs à domicile:

r) Le boni de vie chère déjà payable aux travailleurs à domicile à raison de 85% de leur rémunération est maintenant porté à 97½% de ladite rémunération.

À compter du 1er août 1970, le boni de vie chère déjà payable aux travailleurs à domicile à raison de 97½% de leur rémunération sera porté à 109½% de ladite rémunération.

À compter du 1er août 1971, le boni de vie chère déjà payable aux travailleurs à domicile à raison de 109½% de leur rémunération sera porté à 128½% de ladite rémunération.

À compter du 1er juin 1972, le boni de vie chère déjà payable aux travailleurs à domicile à raison de 128½% de leur rémunération sera porté à 135½% de ladite rémunération.

IX-A-2: *Vêtements pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement:*

a) Cependant, les salariés d'un manufacturier de vêtements pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement et de vêtements non visés par le présent décret et qui représentent 90% ou plus de sa production, recevront, en plus de leur salaire effectif, (soit à l'heure, soit à la pièce), les augmentations suivantes. Ce pourcentage de production devra être calculé à chaque mois.

Salariés rémunérés sur une base de temps:

b) *Coupeurs qualifiés, classe I et coupeurs semi-qualifiés, classe II, y compris les étaleurs:* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.75 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement, le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.35 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, il doivent recevoir une autre augmentation de $0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle

(*p*) Employers are prohibited from reducing and must maintain piece-work prices per unit or per operation for the same or similar styles of work in effect prior to the effective date of this amendment and must further give effect to the increases herein provided.

All increases in wages and in the cost of living bonus which formerly applied shall remain binding with respect to all work done prior to the coming into effect of the foregoing increases in wages and in the cost of living bonus with respect to all remuneration due for all work done.

(*q*) With respect to the increases provided by the present amendment only, any employer who, between August 1, 1969 and the effective date of the present amendment, has paid a general increase to his employees, shall be deemed to have complied with the provisions of this section concerning the increases indicated in the present amendment to the extent of the actual amount of such increases.

Homeworkers:

(*r*) The cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 85% of their remuneration is hereby increased to 97½% of such remuneration.

From August 1, 1970, the cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 97½% of their renumeration shall be increased to 109½% of such remuneration.

From August 1, 1971, the cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 109½% of their remuneration shall henceforth be increased to 128½% of their remuneration.

From June 1, 1972, the cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 128½% of their remuneration shall henceforth be increased to 135½% of their remuneration.

IX-A-2: Girls' Clothing 7 to 14 years inclusively:

(*a*) However, employees of a manufacturer who manufactures clothes for girls of 7 to 14 years of age inclusively and clothes not subject to the present decree, in a proportion of 90% or more of his production, shall be paid, over and above their actual wages, the following increases, both for time-work and piece-work. The percentage of production referred to herein shall be computed every month.

Time Workers:

(*b*) *Grade I skilled cutters and Grade II semi-skilled cutters including spreaders:* Shall be paid an increase of $0.75 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.35 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until August 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.20 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.20 per

de $0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

c) *Apprentis-coupeurs:* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.30 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

d) *Conducteurs (opérateurs):* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.36 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

e) *Conducteurs (opérateurs), travail de section:* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.32 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation, de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

f) *Faiseurs d'échantillons:* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.36 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(c) *Apprentice Cutters:* Shall be paid an increase of $0.30 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(d) *Operators:* Shall be paid an increase of $0.36 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.15 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(e) *Operators, section work:* Shall be paid an increase of $0.32 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(f) *Sample makers:* Shall be paid an increase of $0.36 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

g) Drapeurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.35 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.14 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

h) Finisseurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.33 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.14 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

i) Examinateurs: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.31 l'heure en plus du taux horaire à payer à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement, le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement;

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.15 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(g) Drapers: Shall be paid an increase of $0.35 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.14 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(h) Finishers: Shall be paid an increase of $0.33 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall paid an increase of $0.14 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(i) Examiners: Shall be paid an increase of $0.31 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

j) Plieurs et ouvriers généraux: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.28 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

k) Presseurs, presseuses, y compris les aides-presseurs et les aides-presseuses: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.55 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

A compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.15 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

l) Conducteurs (opérateurs) de machines spéciales: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.32 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.10 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(*j*) *Folders and general hands:* Shall be paid an increase of $0.28 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(*k*) *All Pressers male and female, including assistant-pressers:* Shall be paid an increase of $0.55 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.20 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.20 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.15 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

(*l*) *Special Machine Operators:* Shall be paid an increase of $0.32 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.12 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.10 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

m) Tous les autres apprentis: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de $0.25 l'heure en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; le tout leur sera accordé de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970, ils doivent recevoir une augmentation de $0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement; et

À compter du 1er août 1970 et jusqu'au 31 juillet 1971, ils doivent recevoir une autre augmentation de $0.08 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1970; et

À compter du 1er août 1971 et par la suite, ils doivent recevoir une augmentation additionnelle de $0.08 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux immédiatement avant le 1er août 1971.

Compensation pour réduction des heures de travail: En outre des augmentations prévues ci-dessus, tous les salariés doivent recevoir une compensation pour suppléer à la réduction d'heures de travail prévues aux présentes, comme suit:

Salariés rémunérés sur une base de temps:

n) À compter du 1er août 1971, tous les salariés payés à l'heure devront recevoir une augmentation de 4.2% en plus de leurs taux de salaires, calculée sur les taux en vigueur au 1er août 1971, jusqu'au 31 mai 1972, à titre de compensation pour la réduction de la semaine de travail qui doit entrer en vigueur le 1er août 1971.

À compter du 1er juin 1972, date à laquelle la semaine de 35 heures entrera en vigueur, la réduction d'une heure de la semaine de travail sera compensée en payant aux salariés rémunérés à l'heure une augmentation additionnelle de 2.86% calculée sur le taux horaire de salaire de chaque salarié en vigueur au 1er juin 1972.

Travailleurs à la pièce:

o) Tous les salariés, y compris les apprentis, qui travaillent à la pièce doivent recevoir les augmentations suivantes qui seront ajoutées au boni de vie chère qui est versé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent amendement, tel qu'indiqué ci-dessous. Ceci comprend l'augmentation de 4.2% en vigueur au 1er août 1971 et le 2.86% en vigueur au 1er juin 1972, et sera versé à titre de compensation pour la réduction de la semaine de travail, tel que mentionné ci-dessus.

(m) All other apprentices: Shall be paid an increase of $0.25 per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

from the coming into force of this amendment until July 31, 1970 they shall be paid an increase of $0.09 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment; and,

from August 1, 1970 until July 31, 1971 they shall be paid an additional increase of $0.08 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1970; and,

from August 1, 1971 and thereafter they shall be paid an additional increase of $0.08 per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1971.

Compensation for reduction in working hours: In addition to the foregoing increases, all employees shall be compensated for the reduction in working hours as herein provided, as follows:

Time Workers:

(n) Effective August 1, 1971, all employees on an hourly basis shall be paid an increase of 4.2% over and above and calculated upon the increased individual hourly rates in effect for all employees on August 1, 1971, until May 31, 1972 in order to compensate for the reduction of the work week commencing August 1, 1971.

Effective June 1, 1972 when the 35-hour week becomes effective, the reduction of the work week by one hour shall be compensated by paying all employees on an hourly basis an additional increase of 2.86% over and above and calculated upon the individual increased hourly rates in effect for all employees on June 1, 1972.

Piece-workers:

(o) All employees including apprentices working on a piece-work basis contemplated in subsection "*a*" above shall be paid the following increases to be added to the cost of living bonus paid to each one of them immediately prior to the coming into force of the present amendment in the following manner, which includes the 4.2% increase effective August 1, 1971 and the 2.86% increase effective June 1, 1972, to compensate for the reduction of the work week as hereinabove set out:

	Augmentation à être ajoutée à l'entrée en vigueur du présent amendement *Increase to be added from the coming into force of the present amendment*	*Augmentation à être ajoutée à compter du 1er août 1970* *Increase to be added on Aug. 1, 1970*	*Augmentation à être ajoutée à compter du 1er août 1971* *Increase to be added on Aug. 1, 1971*	*Augmentation à être ajoutée à compter du 1er juin 1972* *Increase to be added on June 1, 1972*
Métiers — Crafts:	*L'heure* *Per hour*	*L'heure* *Per hour*	*L'heure* *Per hour*	*L'heure* *Per hour*
Tous les conducteurs (opérateurs), y compris le travail de section, et tous les apprentis conducteurs (opérateurs), y compris le travail de section, rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « *a* » ci-dessus — All operators including section work and apprentice operators including section work paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "*a*"	$0.15	$0.14	$0.208	$0.062
Tous les finisseurs rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « *a* » ci-dessus — All finishers paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "*a*"	0.14	0.10	0.178	0.062
Tous les examinateurs rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « *a* » ci-dessus — All examiners paid on a piece-work basis subject to the foregoing subsection "*a*"	0.12	0.10	0.163	0.052
Tous les plieurs et les ouvriers généraux rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « *a* » ci-dessus — All folders and general hands paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.10	0.09	0.157	0.048
Tous les presseurs rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « *a* » ci-dessus — All male pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.20	0.20	0.295	0.104
Toutes les presseuses rémunérées à la pièce, sous réserve du paragraphe « *a* » ci-dessus — All female pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-sect on "*a*"	0.20	0.20	0.267	0.083
Tous les aides-presseurs et les aides-presseuses rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « *a* » ci-dessus — All assistant pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.20	0.20	0.243	0.066
Tous les conducteurs (opérateurs) de machines spéciales rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « *a* » ci-dessus — All special machine operators paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.12	0.10	0.178	0.054
Tus les autres apprentis rémunérés à la pièce, sous réserve du paragraphe « *a* » ci-dessus — All other apprentices paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.09	0.08	0.147	0.047

p) Donc, tous les salariés (y compris les apprentis assujettis au paragraphe « *a* » ci-dessus) travaillant à la pièce doivent recevoir un boni de vie chère en outre de leurs taux unitaires ou de leurs salaires à la pièce, comme suit:

(*p*) Consequently, all employees paid on a piece-work basis, including the apprentices subject to the foregoing subsection (*a*) shall receive a cost of living bonus in addition to their unit rates or piece-work rates, in the following manner:

Métiers — Crafts:	*Boni de vie chère payable avant l'entrée en vigueur du présent amendement* *Cost of living bonus payable prior to this amendment's effective date* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970* *Cost of living bonus payable from this amendment's effective date until July 31, 1970* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971* *Cost of living bonus payable from August 1, 1970 to July 31, 1971* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972* *Cost of living bonus payable from August 1, 1971 to May 31, 1972* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à compter du 1er juin 1972* *Cost of living bonus payable from June 1, 1972* *L'heure* *Per hour*
Tous les conducteurs (opérateurs), y compris le travail de section, et les apprentis-conducteurs, y compris le travail de section, rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « *a* » ci-dessus — All operators including section work and apprentice operators including section work paid on a piece work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"....	$0.738	$0.888	$1.028	$1.236	$1.298
Tus les finisseurs rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « *a* » ci-dessus — All finishers paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"....	0.738	0.878	0.978	1.156	1.218
Tous les examinateurs rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « *a* » ci-dessus — All examiners paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.738	0.858	0.958	1.121	1.173
Tous les plieurs et les ouvriers généraux rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « *a* » ci-dessus — All folders and general hands paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*".....	0.738	0.838	0.928	1.085	1.133
Tous les presseurs rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « *a* » ci-dessus — All male pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.843	1.043	1.243	1.538	1.642

Métiers — Crafts:	*Boni de vie chère payable avant l'entrée en vigueur du présent amendement* *Cost of living bonus payable prior to this amendment's effective date* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 juillet 1970* *Cost of living bonus payable from this amendment's effective date until July 31, 1970* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971* *Cost of living bonus payable from August 1, 1970 to July 31, 1971* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à compter du 1er août 1971 jusqu'au 31 mai 1972* *Cost of living bonus payable from August 1, 1971 to May 31, 1972* *L'heure* *Per hour*	*Boni de vie chère payable à compter du 1er juin 1972* *Cost of living bonus payable from June 1, 1972* *L'heure* *Per hour*
Toutes les presseuses rémunérées à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « *a* » ci-dessus — All female pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.778	1.978	1.178	1.445	1.528
Tous les aides-presseurs et les aides-presseuses rémunérées à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « *a* » ci-dessus — All assistant pressers paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.738	0.938	1.138	1.381	1.447
Tous les conducteurs (opérateurs de machines spéciales rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « *a* » ci-dessus — All special machine operators paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.738	0.858	0.958	1.136	1.190
Tous les autres apprentis rémunérés à la pièce, sous réserve des dispositions du paragraphe « *a* » ci-dessus — All other apprentices paid on a piece-work basis subject to the foregoing sub-section "*a*"	0.738	0.828	0.908	1.055	1.102

IX-A-3. *Dispositions générales:*

a) Les majorations prévues aux présentes pour le travail rémunéré sur une base de temps ou à la pièce s'appliquent uniformément dans tout le champ d'application territorial.

b) Tout employeur assujetti au présent décret doit, le ou avant le 10e jour de chaque mois, indiquer séparément sur les rapports mensuels réguliers de liste de paie pour le mois précédent qu'il doit soumettre aux bureaux de la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la Province de Québec, en plus de tout autre renseignement exigé, le montant, pour la période de paie, des bonis de vie chère versés à tout salarié travaillant à la pièce et assujetti au présent décret; le tout devant être fait tel que prescrit par la Commission conjointe et sur des formules spéciales à cet effet.

c) Cependant, le montant global du salaire ne doit jamais être inférieur aux taux minimaux prévus aux articles VIII et X du présent décret et aux taux minimaux fixés par toute ordonnance de la Commission du salaire minimum, en vertu de la Loi du salaire minimum (SRQ 1964, ch. 144). »

5° L'article X sera remplacé par l'article X-1 et X-2 suivant:

« X-1. *Stagiaire:* Un stagiaire est un nouveau venu dans l'industrie. Pendant ses deux premiers mois de travail dans l'industrie, il devra toucher un salaire qui n'est pas moindre que les taux minimaux de salaires fixés en vertu de la Loi du salaire minimum (SRQ 1964, ch. 144) ou toute modification apportée à ceux-ci par la Commission du salaire minimum. Les taux dont jouissent les stagiaires, à l'heure actuelle, dans les zones I et II du présent décret, sont les suivants:

deux premiers mois:	Zone I.....	$1.25
	Zone II.....	1.188

Après un stage de deux mois, le stagiaire devient apprenti et les dispositions et les taux prévus à l'article X-2 s'appliquent selon le métier pour lequel le stagiaire a opté.

X-2. *Apprentis:* Un (1) apprenti pourra travailler dans tout atelier ayant sept coupeurs qualifiés et semi-qualifiés ou plus y travaillant.

À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement, les apprentis coupeurs seront rémunérés selon l'échelle de taux suivante; ces taux comprennent le boni de vie chère des salariés à la pièce une fois la période de formation terminée:

IX-A-3. *General:*

(*a*) The increases herein provided, whether for time work or piece-work, shall apply uniformly to the entire territorial jurisdiction.

(*b*) Each and every employer governed by this decree shall on or before the tenth of each month, on the regular monthly payroll reports for the preceding month, which he is obliged to forward to and file at the offices of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec, in addition to all other information, report separately for the pay period prescribed the payment of the aforementioned cost of living bonuses, paid to each employee governed by this decree working on a piece-work basis, in the manner and on forms approved by the Joint Commission.

(*c*) Notwithstanding anything herein contained, in no case shall the total wages paid be lower than the minimum rates specified in sections VIII and X of this decree, and those rates fixed by any ordinance of the Minimum Wage Commission pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1964, c. 144)."

5° Section X shall be replaced by Section X-1 and X-2 as follows:

"X-1. *Trainee:* A trainee is a newcomer who works in this Industry and who during his first two months of employment in the Industry shall be paid not less than the minimum wage rates under the Minimum Wage Act (R.S.Q. 1964, c. 144) or any change in the minimum wage rates as decided by the Minimum Wage Commission. The rates to be paid at present to all trainees, in Zones I and II of this Decree, are as follows:

1st two months	Zone I.....	$1.25
	Zone II.....	$1.188

After the two-month training period, the trainee becomes an apprentice and the provisions and rates of Section X-2 become applicable in accordance with his craft.

X-2. *Apprentices:* Any shop employing seven or more skilled and semi-skilled cutters shall be entitled to employ one apprentice.

From the coming into force of the present amendment, apprentice cutters shall work under the following schedule which includes the cost of living bonus to piece-workers after the trainee period:

Métiers — Crafts:	*À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 décembre 1969 From the coming into force of the present amendment until December 31, 1969*		*À compter du 1er janvier 1970 jusqu'au 31 juillet 1970 From January 1, 1970 until July 31, 1970*		*À compter du 1er août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971 From August 1, 1970 until July 31, 1971*		*À compter du 1er août 1971 From August 1, 1971*	
	Zones		*Zones*		*Zones*		*Zones*	
	I	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*	*I*	*II*
Apprenti-coupeur — Apprentice Cutter:								
1er trimestre — 1st three months	$1.25	$1.188	$1.286	$1.222	$1.372	$1.303	$1.372	$1.303
2e trimestre — 2nd three months	1.496	1.422	1.610	1.530	1.696	1.611	1.734	1.647
3e trimestre — 3rd three months	1.80	1.71	1.924	1.828	2.019	1.918	2.086	1.982
4e trimestre — 4th three months	2.105	2.00	2.238	2.127	2.343	2.226	2.438	2.317
5e trimestre — 5th three months	2.41	2.289	2.543	2.416	2.667	2.534	2.791	2.651

Et par la suite, selon le taux fixé pour les coupeurs semi-qualifiés.

Le nombre des apprentis des autres métiers dans tout atelier ne doit pas dépasser vingt pour cent (20%) du nombre des salariés d'un tel atelier.

Les métiers suivants ne comportent pas d'apprentissage mais les taux de salaire minimaux établis dans le présent décret s'y appliquent: étaleur, faiseur d'échantillons, drapeur.

Est reputé être débutant, tout apprenti-couseur (opérateur, travail de section; finisseur, presseur, presseuse, aide-presseur, aide-presseuse, examinateur, conducteur (opérateur) de machines spéciales, ouvrier général et plieur. Ces débutants doivent être rémunérés selon l'échelle de salaires suivante qui comprend le boni de vie chère des travailleurs à la pièce, qu'ils soient au service d'un ou de plusieurs employeurs et, ce à compter de l'entrée en vigueur du présent amendement:

And thereafter, in accordance with the rate for semi-skilled cutters.

The numbers of apprentices in all other crafts in any shop shall not exceed twenty per cent (20%) of the employees of such shop.

There is no apprenticeship for the crafts of spreader, sample maker and draper to which the minimum scale of wages herein set forth shall apply.

An apprentice operator, apprentice operator section work, male presser, female presser, assistant-presser, examiner, special machine operator, finisher, general hand and folder is a beginner and shall work, whether for one or more employers, under the following schedule of wages which includes the cost of living bonus to piece-workers, from the coming into force of this amendment as follows:

Apprenti-presseur — Apprentice Male Presser:								
1er trimestre — 1st three months	$1.25	$1.188	$1.286	$1.222	$1.372	$1.303	$1.372	$1.303
2e trimestre — 2nd three months	1.515	1.439	1.620	1.538	1.705	1.620	1.734	1.647
3e trimestre — 3rd three months	1.838	1.747	1.943	1.846	2.038	1.937	2.096	1.991
4e trimestre — 4th three months	2.162	2.054	2.267	2.154	2.372	2.253	2.458	2.335
Apprenti-presseuse — Apprentice Female Presser:								
1er trimestre — 1st three months	1.25	1.188	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months	1.429	1.357	1.534	1.457	1.629	1.547	1.658	1.575
3e trimestre — 3rd three months	1.667	1.584	1.781	1.692	1.877	1.713	1.934	1.837
4e trimestre — 4th three months	1.905	1.810	1.924	1.828	2.124	2.018	2.210	2.099

Métiers — Crafts:	À compter de l'entrée en vigueur du présent amendement jusqu'au 31 décembre 1969 From the coming into force of the present amendment until December 31, 1969		À compter du 1er janvier 1970 jusqu'au 31 juillet 1970 From January 1, 1970 until July 31, 1970		À compter du 1er août 1970 jusqu'au 31 juillet 1971 From August 1, 1970 until July 31, 1971		À compter du 1er août 1971 From August 1, 1971	
	Zones I	II	Zones I	II	Zones I	II	Zones I	II
Apprenti-conducteur (opérateur) — Apprentice Operator:								
1er trimestre — 1st three months	$1.25	$1.188	$1.286	1.222	1.372	$1.303	$1.372	$1.303
2e trimestre — 2nd three months	1.277	1.213	1.372	1.303	1.448	1.376	1.477	1.403
3e trimestre — 3rd three months	1.362	1.294	1.448	1.376	1.524	1.448	1.572	1.493
4e trimestre — 4th three months	1.448	1.376	1.524	1.448	1.60	1.52	1.667	1.584
Apprenti-conducteur (opérateur), travail de section — Apprentice Operator Section Work:								
1er trimestre — 1st three months	1.25	1.188	1.286	$1.222	$1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months	1.305	1.240	1.391	1.321	1.477	1.403	1.505	1.430
3e trimestre — 3rd three months	1.419	1.348	1.496	1.421	1.581	1.502	1.638	1.557
Apprenti-examinateur — Apprentice Examiner:								
1er trimestre — 1st three months	1.25	1.188	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months	1.334	1.267	1.40	1.33	1.477	1.403	1.515	1.439
Apprenti-plieur — Apprentice Folder:								
1er trimestre — 1st three months	1.25	1.188	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
Apprenti ouvrier général — Apprentice General Hand:								
1er trimestre — 1st three months	1.25	1.188	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
Apprenti aide presseur(euse) — Apprentice Assistant Presser:								
1er trimestre — 1st three months	1.25	1.188	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months	1.334	1.267	1.420	1.348	1.505	1.43	1.543	1.466
Apprenti conducteur de machines spéciales — Apprentice Special Machine Operator:								
1er trimestre — 1st three months	1.25	1.188	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months	1.277	1.213	1.362	1.294	1.448	1.376	1.467	1.394
3e trimestre — 3rd three months	1.353	1.285	1.438	1.367	1.515	1.439	1.562	1.484
Apprenti finisseur — Apprentice Finisher:								
1er trimestre — 1st three months	1.25	1.188	1.286	1.222	1.372	1.303	1.372	1.303
2e trimestre — 2nd three months	1.277	1.213	1.362	1.294	1.448	1.376	1.467	1.394
3e trimestre — 3rd three months	1.353	1.285	1.438	1.367	1.515	1.439	1.562	1.484

Et par la suite, selon le taux établi pour leur métier respectif. »

6° L'article XV (*Jours fériés*) sera modifié en ajoutant les mots « le jour de Victoria (jour choisi par proclamation) après les mots « le vendredi saint ».

7° L'article XV-A (*Jours fériés payés*) sera modifié de la façon suivante: à la quatrième ligne, remplacer « sept (7) » par « huit (8) »; après les mots « le vendredi saint », ajouter les mots « le jour de Victoria (jour choisi par proclamation) ».

8° La première phrase de l'article XXIII sera remplacée par la suivante:

« XXIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1972. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 29 novembre 1969. 31944-o

And thereafter, in accordance with rate in their respective craft."

6. Section XV (*General holidays*) will be amended by adding after the words "Good Friday" the words "Victoria Day (as declared by proclamation)".

7. Section XV-A (*General holidays with pay*) will be amended by replacing in the fourth and fifth lines the word "seven" and the number "(7)" with the word "eight" and the number "(8)" and adding after the words "Good Friday" the words "Victoria Day (as declared by proclamation)".

8. Replace the first sentence of Section XXIII by the following:

"XXIII. *Term of the decree:* The present decree shall remain in force until July 31, 1972."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 29, 1969. 31944-o

Avis

Convention collective de travail relatif à l'alimentation au détail région Saguenay-Lac St-Jean

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière, Kénogami et Arvida Inc.;

L'Association des Détaillants des produits alimentaires de Chicoutimi et de la Baie;

Lamontagne Limitée;

d'une part, et

L'Association professionnelle des Maîtres-bouchers, Bouchers et Apprentis-bouchers du comté de Jonquière-Kénogami;

Le Syndicat national des Employés de Commerce et du bureau du comté Lapointe;

Le Syndicat national des Employés de magasins de Chicoutimi;

Le Syndicat national des Employés de commerce de la Baie des Ha! Ha!

d'autre part

pour les employeurs, les artisans et les salariés de l'industrie et des occupations visées, suivant les conditions ci-après décrites:

Article I. Définition: Pour les fins du décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme « établissement commercial » désigne tout établissement tel que, mais sans les limiter: épicerie, boucherie, épicerie-boucherie, épicerie-licenciée, restaurant-épicerie, où se vend au détail tout produit d'alimentation, tel que viande cuite ou crue, charcuterie, poisson, épi-

Notice

Collective labour agreement respecting the Retail Food Trade in the Saguenay-Lac St. Jean region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties listed hereunder have petitioned him to make binding the collective labour agreement between:

L'Association des Détaillants en Alimentation de Jonquière, Kénogami et Arvida Inc.;

L'Association des Détaillants des produits alimentaires de Chicoutimi et de la Baie;

Lamontagne Limitée;

AND

L'Association professionnelle des Maîtres-bouchers, Bouchers et Apprentis-bouchers du comté de Jonquière-Kénogami;

Le Syndicat national des Employés de Commerce et de Bureau du comté Lapointe;

Le Syndicat national des Employés de magasins de Chicoutimi;

Le Syndicat national des Employés de commerce de la Baie des Ha! Ha!

for the employers, artisans and employees of the industry and in the occupations concerned, according to the conditions stipulated hereafter:

Section I. Definition: In this agreement:

(*a*) "Commercial establishment" means, but is not restricted to: any grocery store, butcher shop, grocery-butcher shop, licensed grocery store, restaurant-grocery, where any food product such as raw or cooked meat, delicatessen products, fish, groceries, vegetables, candy, fruit, soft

cerie, légumes, bonbons, fruits, liqueurs, bières et tout autre produit communément vendu dans les établissements de même nature et ce, dans la juridiction territoriale du présent décret.

b) Le terme « chef de département ou premier commis » désigne toute personne qui a la charge et la responsabilité d'un ou plusieur départements et au moins deux employés réguliers sous ses charges.

c) Le terme « teneur de livres » désigne le salarié qui a le contrôle et la surveillance de la comptabilité de l'établissement.

d) Le terme « assistant-teneur de livres » désigne celui qui aide le teneur de livres dans son travail.

e) Le terme « employé(e) de bureau » désigne toute personne habituellement préposée au travail de bureau, à la correspondance, à la tenue des livres, etc. et dont l'occupation n'est pas autrement définie dans le présent décret.

f) Le terme « caisser ou caissière » désigne tout salarié dont la fonction principale est d'enregistrer les argents journaliers, et de tenir les livres de sa caisse. Cet employé ne sera pas tenu responsable des argents qui peuvent manquer ou qui sont en trop s'il n'a pas le contrôle absolu de sa caisse, c'est-à-dire s'il n'est pas en mesure de contrôler complètement les entrées et les sorties de cette caisse.

g) Le terme « commis » désigne tout salarié dont le travail principal consiste à prendre les commandes, à faire les étalages, à répondre au public et exécuter tous les autres travaux en général dans l'établissement.

h) Le terme « livreur » désigne tout salarié qui s'occupe principalement de la livraison des marchandises au moyen de voiture automobile ou de camion. Il ne pourra être tenu responsable de ce qui est hors de son contrôle.

i) Le terme « aide-livreur » désigne tout salarié qui assiste le livreur dans ses fonctions.

j) Le mot « messager » désigne tout salarié dont la tâche principale consiste à livrer les marchandises, soit à pied, soit à bicyclette.

k) Le terme « maître-boucher » désigne tout salarié, qui après avoir réussi les examens requis devant le bureau des examinateurs du Comité Paritaire, dirige et administre un rayon de boucherie, fait les achats, détermine les prix de vente au détail, établit le pourcentage brut des bénéfices, selon les exigences du patron, fait la coupe, le dépeçage des viandes, la charcuterie nécessaire à l'établissement, etc. soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant de l'établissement.

l) Le mot « boucher » désigne tout salarié qui a quatre (4) années d'expérience en boucherie sous la surveillance d'un boucher qualifié et qui a subi avec succès les examens requis devant le bureau des examinateurs du Comité paritaire.

m) Le terme « apprenti-boucher » désigne tout salarié qui travaille habituellement dans un rayon de boucherie, sous la surveillance d'un boucher qualifié mais qui n'a pas complété quatre (4) années d'apprentissage.

n) Le terme « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société, un travail régi par le présent décret. Le fonctionnement du Commerce doit être assuré du début à la fin d'une journée par un effectif total de moins de quatre (4) personnes composé d'au moins deux (2) membres de la famille.

o) Le mot « fruitier » désigne tout salarié qui dirige et administre un rayon de fruits et

drinks, beer and any other product usually sold in such places are in fact sold; such establishments are within the territorial jurisdiction of this decree.

(*b*) "Department head" or "head clerk" means anyone who is in charge of and responsible for one or more departments; is in charge of at least two regular employees.

(*c*) "Bookkeeper" means any employee who controls and supervises the establishment's accounting.

(*d*) "Assistant bookkeeper" means anyone who helps a bookkeeper carry out his duties.

(*e*) "Office employee (female)" means anyone who usually does office work; takes care of correspondence; does bookkeeping, and so on, and whose occupation is not otherwise defined in this decree.

(*f*) "Cashier (male or female)" means any employee whose duties consist mainly in register the daily receipts (money) and in keeping the books pertaining to his cash register. Such employee cannot be held responsible for cash overages and shortages if he does not have sole control of his cash register, i.e., if there is no way of his controlling the amounts paid into and out of the cash register.

(*g*) "Clerk" means any employee whose duties consist mainly in taking orders, making displays, waiting on customers and performing all other gneral work in the establishment:

(*h*) "Deliveryman" means any employee whose duties consist mainly in delivering goods by means of an automobile or truck. Such employee may not be held responsible for anything that happens to be beyond his control.

(*i*) "Deliveryman's helper" means any employee whose duties consist mainly in helping the deliveryman to carry out his duties.

(*j*) "Messenger" means any employee whose duties consist mainly in delivering goods either by bicycle or on foot.

(*k*) "Master butcher" means any employee who, after having passed the exam set by the Parity Committee's Board of Examiners, supervises and runs a meat department; makes purchases; sets retail sale prices; determines the gross percentage of profits in line with his employer's instructions; cuts and carves meat; prepares the establishment's meat products, and so on, either alone or with the employer or manager of the establishment.

(*l*) "Butcher" means any employee who has four (4) years' experience in the butchering trade under the supervision of a qualified butcher; has successfully passed the exam set by the Parity Committee's Board of Examiners.

(*m*) "Apprentice-butcher" means any employee who usually works in a meat department under the supervision of a qualified butcher but has not completed four (4) years' apprenticeship.

(*n*) "Artisan" means anyone who, alone or in partnership, performs any of the work covered by this decree.

(*o*) "Produce clerk" means any employee who supervises and runs a produce department; makes

légumes, fait les achats fixe les prix de vente au détail, établit le pourcentage brut des bénéfices selon les exigences du patron et fait l'inventaire soit seul, soit conjointement avec l'employeur ou le gérant de l'établissement.

p) Le terme « aide-fruitier » désigne tout salarié qui travaille habituellement dans un rayon de fruits et légumes sous la direction ou la surveillance d'un fruitier.

q) Le terme « produit alimentaire » désigne tout produit d'alimentation, tels que: viande cuite ou crue, charcuterie, poissons, épicerie, légumes, bonbons, fruits, eaux gazeuses, bière et tout autre produit communément vendu dans les établissements assujettis au décret; cette nomenclature n'est pas limitative.

Article II. Juridiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend les cités d'Arvida, Bagotville, Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, Rivière-du-Moulin et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

Article III. Champ d'application professionnel: Le présent décret régit tous les employeurs, salariés et artisans du commerce de détail des produits alimentaires. Tout commerce de gros et de détail est considéré comme commerce de détail si le commerce de gros n'est qu'accessoire.

Le terme « commerce en gros ou demi-gros » désigne le commerce des personnes dont c'est l'occupation — de distribuer à d'autres commerçants en gros ou en demi-gros, aux détaillants, aux restaurants, aux hôtels et aux communautés religieuses, des marchandises et des produits ultérieurement destinés aux consommateurs.

Le commerce de détail visé par le présent décret comprend le colportage et toute vente ou livraison dans le champ d'application territorial faite par une personne qui n'y a pas s'établissement commercial.

Le présent décret ne s'applique pas aux hôtels, restaurants, tavernes ou autres établissements qui ne vendent pas de produits alimentaires pour consommation à l'extérieur.

Lorsque, dans un établissement commercial, on fait en même temps le commerce de produits alimentaires et d'autres produits, le commerce de produits alimentaires qu'on y fait est assujetti au présent décret s'il est exercé dans une section distincte de l'établissement par un ou des salariés préposés à cette fonction, de telle sorte que l'employeur puisse être identifié, dans ce secteur particulier de son établissement, comme offrant en vente des produits alimentaires dont le commerce est assujetti au présent décret et que son ou ses salariés puissent, dans ce secteur particulier de l'établissement, exécuter à plein temps ou à temps partiel un travail pour lequel une classification d'emploi et un salaire sont prévus au présent décret.

Article IV. Durée du travail:

a) La semaine normale de travail des salariés dans les établissements assujettis au présent décret est de quarante (40) heures. Tous les employeurs assujettis au présent décret observeront vis-à-vis toutes les catégories de salariés qui sont énumérées, les heures ci-dessous indiquées:

Mardi, mercredi, jeudi, samedi: de 8.30 heures a.m. à 5.30 heures p.m.;

Vendredi: de 8.30 heures a.m. à 9 heures p.m.

b) Tout travail accompli par les employés au-delà des heures mentionnées au paragraphe « *a* », ou en dehors des heures d'ouverture et/ou

purchases; sets retail sale prices; determines the gross percentage of profits in line with his employer's instructions; takes stock, eister alone or with the employer or manager of the establishment.

(*p*) "Produce clerk's helper" means any employee who usually works in a produce department under the direction or supervision of a produce clerk.

(*q*) "Food products" means any food product such as: raw or cooked meat, delicatessen products, fish, groceries, vegetables, candy, fruit, soft drinks, beer and any other product usually sold in the establishments governed by this decree. The foregoing enumeration is non-restrictive.

Section II. Territorial jusdiction: The territorial jurisdiction of this decree includes the cities and towns of Arvida, Bagotville, Chicoutimi, Chicoutimi-Nord, Jonquière, Kénogami, Port Alfred, Rivière du Moulin and the territory within a 10-mile radius of their limits.

Section III. Professional jurisdiction: This decree covers all employers, employees and artisans engaged in the retail food products business. Any wholesale-retail business is considered as a retail outlet if the wholesale operation is only an accessory to the retail business.

"Wholesale or semi-wholesale business" means any business mainly concerned with distributing to other wholesale or semi-wholesale firms, retailers, restaurants, hotels or religious congregations, goods and products which are subsequently passed on the consumers.

The retail business hereby covered includes any peddling and all sales and deliveries in the territorial jurisdiction by anyone who does not have a commercial establishment in the territorial jurisdiction.

This decree does not cover hotels, restaurants, taverns or other establishments that do not sell food products for outside consumption.

When, in a commercial establishment, food products are sold along with other products, the sale of food products is governed by this decree if: it is carried out in a separate section of the establishment by one or more employees assigned thereto so that the employer may be identified in such a separate section of his establishment as selling food products and his business as being governed by this decree; his employee(s) may, in such separate section of the establishment, carry out work for which this decree provides a job classification and wage rate.

Section IV. Hours of work:

(*a*) Standard hours of work for employees in establishments covered by this decree shall not exceed forty (40) a week. All employers governed by this decree shall have the following schedule apply to all the categories of employees listed in this decree.

Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday: 8:30 a.m. to 5:30 p.m.;

Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

(*b*) All work performed by employees over and above the standard hours stipulated in subsection "*a*" above or outside the store's

de fermeture du magasin, est considéré comme surtemps et doit être rémunéré au taux d'une fois et demi (1 ½) le taux horaire régulier de l'employé.

c) Toute heure supplémentaire doit être rémunérée sur une base journalière ou hebdomadaire.

1° Le travail commencé trente (30) minutes avant l'heure normale de fermeture peut être prolongée de quinze (15) minutes, sans rémunération additionnelle.

2° De même, les salariés doivent servir les clients entrés avant la fin du travail régulier prévu au paragraphe « *a* » et ce sans temps supplémentaire.

d) Tout travail autorisé exécuté le dimanche et les jours fériés chômés, entraîne une majoration de 100% du taux normal de salaire, excepté dans les cas prévus au paragraphe « *b* » du présent article et aux paragraphes « *d* » et « *e* » de l'article V.

e) Tout salarié a droit à 1 ½ heure pour son repas du midi, et les soirs où il doit travailler, il a droit à une (1) heure pour son repas du soir. Ce temps pour les repas compte de la cessation à la reprise du travail.

f) Par dérogation aux dispositions précédentes, l'employeur peut, dans le cas suivant, faire travailler ses salariés à la vente jusqu'à 9 heures du soir, sans que ce travail supplémentaire n'entraîne une prime pour les heures supplémentaires:

1° La veille des jours fériés chômés, à l'exception de Noël, du Premier Jour de l'An et de l'Épiphanie.

2° Les deux jours ouvrables qui précèdent la veille de Noël.

g) Toutefois, le travail de nettoyage, de balayage et de lavage nécessaire et justifiés, effectué le samedi, pourra être continué jusqu'à 6.30 heures p.m. sans temps supplémentaire.

h) Cependant, les établissements ne devront être fermés, plus de soixante-douze (72) heures consécutives en aucun cas.

i) En dehors des heures mentionnées ci-haut et durant les jours chômés et payés, excepté ce qui est prévu au paragraphe « *f* », tout salarié assujetti au présent décret ne peut jamais travailler à la vente des produits alimentaires directement ou indirectement, au comptoir, à la caisse, à l'emballage ou au téléphone, ni faire la livraison, ladite énumération n'étant pas limitative et un employeur ou un employeur professionnel ne peut jamais faire travailler tout salarié assujetti au présent décret à la vente des produits alimentaires, directement ou indirectement, à la caisse, au comptoir, à l'emballage, au téléphone ou à la livraison, ladite énumération n'étant pas limitative dans les cas prévus au paragraphe.

L'employeur ou l'employeur professionnel ne peut exécuter lui-même le travail qui est interdit à ses salariés dans le présent cas.

Article V. Fêtes chomées et payées:

a) Il n'y a pas de travail le dimanche et le lundi.

b) Les jours de fêtes suivants doivent être chômés et payés:

Le Premier de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le lundi de Pâques, l'Ascension, l'Immaculée Conception, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Fête de l'Action de Grâces, la Toussaint, le jour de Noël, le lendemain de Noël.

business hours is considered as overtime and must be paid at the rate of time and one half the employee's regular wage rate.

(*c*) Every overtime hour worked shall be paid on a daily or weekly basis.

1. Work that was begun thirty (30) minutes prior to closing time may be extended for fifteen (15) minutes without extra pay.

2. Likewise, employees shall wait on customers who came in before the end of the working hours stipulated in subsection "*a*" above and no extra pay may be claimed for this.

(*d*) Except for the provisions of subsection "*b*" of this section and those of subsections "*d*" and "*e*" of section V, double time shall be paid for all authorized work performed on Sundays and general holidays.

(*e*) Every employee is entitled to 1½ hours for the noon meal and to one (1) hour for the evening meal whenever he has to work evenings. Such time counts from the time work was stopped until it is resumed.

(*f*) However, in the following instances, the employer may have his employees do sales work until 9:00 p.m., without having to pay them overtime rates:

1. the eves of general holidays, except Christmas Day, New Year's Day and Epiphany Day;

2. the two working days before Christmas Eve.

(*g*) However, all cleaning, sweeping and washing deemed necessary and justified and carried out on Saturdays may be extended until 6:30 p.m., at straight time.

(*h*) However, establishments may never be closed for more than seventy-two (72) hours straight.

(*i*) Save for the exceptions listed in subsection "*f*" above, no employee hereby governed may perform, and no employer or professional employer may have performed, outside the standard working hours stipulated above, any direct or indirect food products sales, such sales involving counter work, cashier's work, packing, taking telephone orders or delivering goods. The foregoing enumeration is non-restrictive.

The employer or professional employer may not himself perform any of the work that his employee(s) are forbidden to do, as outlined above.

Section V. General holidays with pay:

(*a*) No work is to be performed on Sundays and Mondays.

(*b*) The following are general holidays with pay:

New Year's Day, January 2nd, Epiphany Day, Easter Monday, Ascension Day, Immaculate Conception Day, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints' Day, Christmas Day and December 26th.

c) L'employé régulier concerné ne doit subir aucune perte de salaire à cause d'une fête chômée pendant la semaine.

d) Les magasins doivent être fermés les jours de fêtes chômés et payés. Cependant, si l'Épiphanie, l'Ascension, l'Action de Grâces, la St-Jean Baptiste et l'Immaculée Conception tombent un mardi, mercredi, jeudi hu un vendredi, les salariés travaillent le jour férié et le travail débute à 8.30 heures du matin les jours fériés et il se termine à 5.30 heures p.m. lorsqu'il tombe un mardi, mercredi ou un jeudi et à 9 heures du soir s'il tombe un vendredi. Dans ces cas, l'observance du jour férié chômé et payé est reporté au mardi suivant.

e) Toutefois, lorsque la fête de Noël et du premier de l'An tombent, soit un vendredi ou un lundi, il est loisible à l'employeur de faire travailler ses salariés le lendemain de ces fêtes, mais ce congé payé reste dû et doit être chômé un autre jour après entente entre les intéressés.

f) Il est bien tentendu cependant, que les salariés seront payés pour les fêtes chômées mentionnées au paragraphe « *b* » du présent article, à la condition qu'ils soient au travail pour la journée entière ouvrable qui précède et pour la journée entière ouvrable qui suit ladite fête chômée, et pourvu que de plus ces congés ne tombent pas un dimanche ou un lundi, sauf en cas d'accident, maladie congé prévu au décret et permission d'absence.

Article VI. Congés payés annuels:

a) La période de référence donnant droit au congé payé annuel s'étend de la date d'embauchage au 30 avril de l'année suivante.

b) Le salarié qui ne justifie pas d'un (1) an de service continu chez le même employeur ou dans le même établissement, a droit à autant de journées de congés continus et payés que justifie l'indemnité afférente audit congé égale à 4% du salaire total gagné par ledit salarié pendant la période de référence.

c) Le salarié qui justifie d'un (1) an de service continu chez un même employeur a droit à un congé annuel d'une durée de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% du salaire total gagné par le salarié pendant la période de référence. Ces deux (2) semaines de congés annuels peuvent être prises consécutivement si l'employé en manifeste le désir.

d) Le salarié qui justifie de huit (8) ans de service continu chez un même employeur, a droit à un congé annuel d'une durée de trois (3) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 6% du salaire total gagné par le salarié pendant la période de référence.

e) Le salarié qui justifie de treize (13) ans de service continu chez un même employeur, a droit à un congé annuel d'une durée de quatre (4) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à 8% du salaire total gagné par le salarié durant sa période de référence.

f) Après entente entre les intéressés, les troisième et quatrième semaines de congé peuvent être prises dans les douze (12) mois qui suivent la fin de la période de référence, mais en dehors de la période des congés payés annuels apparaissant au paragraphe « *h* ».

g) Si un jour férié chômé et payé tombe durant la période de congé annuel d'un salarié, ce dernier

(c) When a general holiday falls on a week day, the wages of the employee concerned shall not be reduced.

(d) Stores shall be closed on general holidays with pay. However, if Epiphany Day, Ascension Day, Thanksgiving Day, St. John the Baptist Day and Immaculate Conception Day fall on a Tuesday, a Wednesday, a Thursday or a Friday, employees shall work on the general holiday. In such instances work shall begin at 8:30 a.m. and end at 5:30 p.m. if it falls on a Tuesday, a Wednesday or a Thursday. However, work shall end at 9:00 p.m. if the general holiday falls on a Friday. In all such instances, the general holiday with pay shall be observed on the following Tuesday.

(e) However, whenever Christmas Day and New Year's Day fall either on a Friday or a Monday, the employer may have his employees work on December 26th and January 2nd but the latter general holidays are still due to the employees and must be observed on another day after agreement between the parties concerned.

(f) It is understood that employees shall be paid for the general holidays listed in subsection "*b*" hereof, provided: they have been at work the full day preceding and following each such general holiday and their absence from work is not due to an accident, sick leave or authorized leave; such general holidays do not fall on a Sunday or a Monday.

Section VI. Annual vacation with pay:

(a) The qualifying period that entitles an employee to the annual vacation with pay runs from the hiring date to April 30th of the following year.

(b) Every employee who does not have one (1) year continuous service with the same employer or in the same establishment is entitled to as many days vacation with pay as is warranted by the vacation pay equal to 4% of his total earnings during the qualifying period.

(c) Every employee who has one (1) year's continuous service with the same employer is entitled to two (2) weeks' annual vacation. Vacation pay equals 4% of total wages earned by the employee during the qualifying period. Should the employee so wish, such two (2) weeks' vacation may be taken at one time.

(d) Every employee who has eight (8) years' continuous service with the same employer is entitled to three (3) weeks' annual vacation. Vacation pay equals 6% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(e) Every employee who has thirteen (13) years' continuous service with the same employer is entitled to four (4) weeks' annual vacation. Vacation pay equal 8% of total wages earned by the employee during the qualifying period.

(f)) After agreement between employer and employees, the third and fourth weeks' vacation may be taken during the twelve (12) months that follow the end of the qualifying period but not during the annual vacation with pay period stipulated in subsection "*h*" below.

(g) If a general holiday with pay falls during his annual vacation period, the employee is

a droit à titre de compensation, soit à une journée additionnelle de congé soit à une indemnité égale au taux normal d'une journée normale de travail majoré de 100%.

h) Période de prise de congé: La période de prise de congé annuel payé s'étend du 1er mai au 30 octobre de la même année.

i) Le choix de la période de prise de congé annuel payé doit se faire en tenant compte de l'ancienneté de chaque salarié.

j) L'indemnité de congé annuel payé, doit être remise au salarié avant son départ en congé. S'il y a résiliation de contrat ou si le salarié quitte volontairement son emploi, ce dernier doit recevoir l'indemnité compensatrice de congés payés au moment de son départ.

k) Pour une raison légitime et personnelle, après entente et du consentement de l'employeur, un salarié pourra s'absenter de son travail, sans solde.

l) De plus, en cas de départ, par abandon ou à la suite d'un congédiement, au cours d'une année non complétée, tout salarié doit recevoir une indemnité compensatrice calculée de la façon suivante:

1° À raison de 4% du salaire total gagné par ledit salarié pendant la période de référence, s'il a moins de huit (8) ans de service continu.

2° À raison de 6% du salaire total gagné par ledit salarié pendant la période de référence, s'il a au moins huit (8) ans de service continu et moins de treize (13) ans.

3° À raison de 8% du salaire total gagné s'il a au moins treize (13) ans de service continu.

Article VII. Congés-maladie: À compter du 1er juillet 1969, les salariés réguliers pourront accumuler des congés-maladie jusqu'à concurrence de six (6) jours à raison d'une demi-journée (½) par mois pendant la durée du présent décret.

Dans le cas d'absence par maladie, le salarié recevra la différence entre le montant payable par l'assurance et son taux de salaire régulier, jusqu'à l'épuisement des jours ainsi accumulés aux conditions suivantes:

a) Qu'il avertisse l'employeur le plus tôt possible;

b) Qu'il fournisse un certificat médical attestant qu'il est malade ou a été malade dans le cas seulement ou l'absence pour maladie est de deux (2) jours ou plus.

c) Qu'il se soumette à l'examen médical fait par le médecin choisi et payé par l'employeur dans le cas où l'employeur demanderait cet examen médical. Advenant le cas où les salariés ne seraient pas absents pour maladie, les congés accumulés seront monnayables jusqu'à concurrence de cinquante pour cent (50%) mais seulement dans le cas de cessation d'emploi pour quelque cause que ce soit.

Article VIII. Congés sociaux: L'employeur accordera des congés d'absence sans perte de salaire dans les cas suivants et pour le nombre de jours indiqués:

a) Naissance ou baptême de son enfant, une journée;

b) Décès de son père, de sa mère, de son frère, de sa soeur, de son conjoint, de son enfant, de son beau-père, de sa belle-mère, trois jours;

c) Décès de son grand-père, de sa grand-mère, de son beau-frère, de sa belle-soeur, de son gendre, de sa bru, la journée des funérailles;

d) L'employeur accordera trois jours de congés payés à tout salarié qui se marie ou à l'occasion de son mariage;

e) L'employeur accordera un jour de congé payé à tout salarié pour le mariage d'un proche

entitled to either an additional day's vacation or to an additional day's pay.

(h) Annual vacation period: The annual vacation period runs from May 1st through October 30th of the same year.

(i) Annual vacation dates shall be chosen according to seniority.

(j) Every employee shall be given his annual vacation pay before leaving on vacation. Should the work contract be cancelled or should he quit his job, the employee shall be given his due vacation pay on the separation date.

(k) After agreement with his employer, any employee may be on leave without pay for a personal and valid reason.

(l) Moreover, should an employee quit his job or be laid off during an uncompleted qualifying period, he shall be given a compensating indemnity calculated as follows:

1. 4% of total wages earned by the employee during the qualifying period, if he has less than eight (8) years' continuous service;
2. 6% of total wages earned by the employee during the qualifying period, if he has at least eight (8) years' continuous service but less than thirteen (13);
3. 8% of total wages earned if he has at least thirteen (13) years' continuous service.

Section VII. Sick leave: Beginning July 1, 1969, all regular employees may accumulate one-half (½) day's sick leave per month worked, up to a maximum of six (6) days, during the term of this decree.

When on sick leave, the employee shall be paid the difference between his regular salary and the benefits paid by the insurance until depletion of the accumulated sick leave, subject to the following conditions:

(a) he must advise his employer as soon as possible;

(b) he must supply a medical certificate stating that he was or is sick whenever he is off sick for two (2) days or more;

(c) he must accept to undergo a physical examination performed by a physician chosen and paid by the employer, should the employer so request. Should an employee not use up his sick leave, he may receive a monetary compensation up to 50% of their value. This only applies if there is severance for any reason whatever.

Section VIII. Special leave: Employers shall grant their employees the following leave without loss in pay and for the periods listed below:

(a) one (1) day: birth or christening of his child;

(b) three (3) days: death of his father, mother, brother, sister, spouse, child, father-in-law, mother-in-law;

(c) the funeral day: death of his grandfather, grandmother, brother-in-law, sister-in-law, son-in-law, daughter-in-law;

(d) three (3) days: his own wedding;

(e) one (1) day (the wedding day): wedding in the immediate family such as brother, sister,

parent tel que: frère, soeur, mère, père, enfant: le jour du mariage. Le salarié devra cependant avertir le gérant ou son employeur sept (7) jours à l'avance;

f) En cas d'hospitalisation d'urgence, d'un enfant ou du conjoint du salarié, une journée;

g) En cas d'opération chirurgicale d'un enfant ou du conjoint qui nécessite un gardien, une journée.

Article IX. Frais de déplacement:

a) Les frais de déplacement des salariés requis par l'employeur de travailler temporairement en dehors de la localité où ils résident, sont à la charge de l'employeur.

b) Tout uniforme exigé par l'employeur, ce qui comprend des boucles, cravates et insignes doit être payé par celui-ci. L'entretien de ces mêmes uniformes est à la charge de l'employeur, sauf dans le cas des caissières qui doivent entretenir leur uniforme. Si le salarié veut faire remplacer une partie de l'uniforme nécessaire à son travail, il devra remettre celle qui est détériorée.

Article X. Salaires supérieures:

a) Tous les salaires actuellement payés aux salariés régis par le décret, s'ils sont supérieurs au minimum fixé par le décret, demeurent des salaires légaux.

b) Tout salarié qui est appelé à remplir une fonction supérieure à la sienne pendant au moins une semaine, doit recevoir le salaire de cette fonction supérieure.

Article XI: Les salaires sont payé en espèces ou en chèques et normalement remis le jeudi mais pourront l'être au plus tard le vendredi. Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe ou sur un bulletin de paie distinct:

non et prénom du salarié;
le nom de sa classification;
la période de paie;
le nombre d'heure normales;
le nombre d'heures supplémentaires;
le montant du salaire brut;
le montant et la nature des déductions;
le montant du salaire net.

Article XII: Le présent décret a préséance sur tout contrat individuel de travail et il est prohibé de stipuler, dans un tel contrat individuel, des salaires et conditions de travail inférieures à ceux prévus au présent décret.

Article XIII. Salaires: Le terme « salaire » désigne toute rémunération payée au salarié sous quelque forme que ce soit pour du travail régi par le présent décret.

a) Les mots « salarié » ou « salariés », partout où ils se rencontrent dans le présent décret, signifieront un salarié ou tous les salariés de l'employeur, sauf si le contexte le stipule autrement.

b) Les mots « salariés réguliers » signifient les salariés dont la semaine normale de travail consiste dans le nombre d'heures mentionnées au chapitre concernant « les heures de travail » et dont la méthode de rémunération est un salaire hebdomadaire.

c) Les mots « salariés à temps partiel » signifient les salariés qui travaillent occasionnellement ou font moins de trente (30) heures de travail par semaine. Un salarié devient régulier s'il a travaillé au moins soixante (60) jours, un minimum de trente (30) heures par semaine.

d) Le terme « salarié non classé » désigne tout salarié qui, soit à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement assujetti au décret, accomplit un travail non défini dans le présent décret.

mother, father, child. However, the employee shall advise his manager or employer seven (7) days beforehand;

(*f*) one (1) day: emergency hospital admission of his child or spouse;

(*g*) one (1) day: surgery to his spouse of child requiring semeone in attendance.

Section IX. Travelling expenses:

(*a*) When an employer requests that employees work temporarily outside their home town, he shall pay their travelling expenses.

(*b*) The purchase and upkeep of any uniform (including bow-ties, ties and insignia) shall be paid by the employer who requests same. However, cashiers shall look after the upkeep of their uniforms. If the employee wishes to replace part of his work uniform, he shall turn in the worn or defective part.

Section X. Higher wages:

(*a*) All wages actually being paid to employees hereby governed which might be higher than the minimum stipulated herein shall remain the legal wages of the employees concerned.

(*b*) Every employee who is assigned to a better-paying occupation for at least a week shall be paid the wage rate of such occupation.

Section XI. Payment of wages: Wages shall be paid in cash or by cheque on Thursday or by Friday, at the latest. The following particulars shall be listed on the pay envelope or on a separate earnings statement:

employee's given and family name(s);
employee's occupation;
pay period;
number of standard hours worked;
number of overtime hours worked;
amount of gross earnings;
type and amount of deductions made;
take-home pay.

Section XII: This decree takes precedence of any private work contract. No private work contract may stipulate wages and working conditions that are inferior to those provided for herein.

Section XIII. Wages: "Wages" means any type of remuneration paid to the employee for work governed by this decree.

(*a*) "Employee(s)" means the employee(s) of any employer, wherever such word is quoted in this decree, except if the context requires otherside.

(*b*) "Regular employee" means any weekly-paid employee whose standard working hours are those specified in section IV hereof.

(*c*) "Part-time employee" means any employee who works from time to time or works less than thirty (30) hours in a week. An employee becomes a "regular employee" when he has worked at least sixty (60) days and at least thirty (30) hours a week.

(*d*) "Unclassified employee" means any employee who", either outside or inside an establishment governed by this decree, performs work that is not defined herein.

Article XIV. Dispotions spéciales:

a) Les salariés assujettis au décret dont les conditions de travail et d'apprentissage ne sont pas spécifiquement dans les dispositions précédentes sont régis par les dispositions de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum. À ces fins, toutes et chacune des dispositions de ladite ordonnance, relative aux taux de salaires, à la durée de travail, aux conditions de travail et à l'apprentissage, ont leur application et effet dans le décret et en font partie comme si elles y étaient reproduites textuellement.

b) *Apprentissage:* Pour être admis apprenti-boucher, toute personne doit avoir 16 ans révolu et posséder un certificat d'étude de 9ième année, et se procurer un livret d'apprentissage émis par le Comité Paritaire, dans lequel son employeur, et ses employeurs successifs doivent inscrire le temps que le salarié a travaillé dans son établissement.

c) *Crédit d'apprentissage:* L'apprenti qui a fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et aux résultats de ses examens.

d) Pour tout salarié assujetti dont certaines des conditions de travail ne seraient pas spécifiquement déterminées dans le présent décret, celles décrétées par l'ordonnance No 4 de la Commission du salaire minimum s'appliquent comme si elles étaient reproduites.

Article XV. Salaires payables à l'embauchage pour les futurs salariés:

Caissière, commis, apprenti-fruitiers et apprenti-bouchers	$ 50
Bouchers	75
Maître-bouchers	105
Livreurs	60
Fruitiers	70
Chef de département ou 1er commis	70

Tous les salariés assujettis au présent décret, qui n'ont pas reçu une augmentation de $10 au 1er juillet 1969, (exception pour les maître-bouchers dont l'augmentation est de $6) recevront à la mise en vigueur du présent décret une augmentation de $10 sur leur salaire réel et effectivement payé à cette date, ou de $6 selon le cas.

	l'heure
Salarié à temps partiel, salarié non classé	$1.15

Article XVI. Durée du décret: Le présent décret sera valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1970. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant l'expiration du terme original de tout terme subséquent. Un tel avis doit également être adressé au Ministère du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du*

Section XIV. Special provisions:

(*a*) Employees governed by this decree whose working conditions and apprenticeship do not meet the foregoing provisions on such matters are governed by the Minimum Wage Commission's Ordinance No. 4. For such purposes, all the provisions of the said Ordinance (re: wage rates, hours of work, working conditions, apprenticeship) shall apply and be effective in the decree and are considered as part hereof just as though they were quoted herein in their entirety.

(*b*) *Apprenticeship:* Anyone wishing to become apprentice butcher shall be at least sixteen (16) years old and have a Grade IX leaving certificate. Such person must also obtain an apprenticeship record book issued by the Parity Committee in which his employer and all subsequent employers shall record the time spent in their respective establishments.

(*c*) *Apprenticeship credits:* Any apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act shall be granted credits proportionate to the length of his studies and to his examination results.

(*d*) Whenever certain working conditions are not specifically stipulated in this decree, those contained in the Minimum Wage Commission's Ordinance No. 4 shall apply just as though they were quoted herein in their entirety.

Section XV. Hiring rates payable to future employees:

Cashier (female), clerk, apprentice produce clerk and apprentice butcher	$ 50
Butcher	75
Master-butcher	105
Deliveryman	60
Produce clerk	70
Department head or head clerk	70

Every employee governed by this decree who has not received a $10 raise on July 1, 1969 (except master-butchers whose increase amounts to $6) shall receive a $10 (or $6, as the case may be) increase in wages from this decree's effective date.

	Per hour
Part-time employee and unclassified employee	$1.15

Section XVI. Term of the decree: This decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until June 30, 1970. It automatically renews itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to its original or any subsequent expiry date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette,* the

Québec, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 29 novembre 1969. 31944-o

Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, November 29, 1969. 31944-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3600

Québec, le 19 novembre 1969.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la Cité d'Alma et la Commission des loyers

ATTENDU QUE dans le but de se prévaloir des dispositions de l'article 6 de la Loi prolongeant et modifiant la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires, sanctionnée le 7 mars 1968, le Conseil de la Cité d'Alma a adopté le 20 octobre 1969, à la majorité absolue de ses membres, une résolution dont le texte est annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE cette résolution est parvenue à la Commission des loyers avant le 1er novembre 1969, ainsi que l'atteste le certificat du président de cette commission dont le texte est aussi annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE la Commission des loyers a transmis au secrétaire de la province une recommandation dont le texte est également annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Secrétaire de la province:

QUE la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires et ses amendements s'appliquent, à compter du 1er décembre 1969, sur la totalité du territoire de la Cité d'Alma, pour tout logement construit avant le 1er avril 1968 et dont le loyer légalement exigible n'excédait pas la somme de $100 par mois le 7 mars 1968.

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
31975-o D. TANGUAY.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3549

Québec, le 19 novembre 1969.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans la région de Cap Smith et de la Baie Wakeham, territoire du Nouveau-Québec.

ATTENDU que Hudson Strait Asbestos Limited détient le permis de recherche minière No 159, sur une étendue de terrain située dans le Nouveau-Québec entre le Cap Smith et la Baie Wakeham et ce, en vertu d'un transport autorisé par l'arrêté ministériel No 1062 du 25 juin 1963;

ATTENDU QUE la compagnie a effectué des travaux d'exploration considérable sur partie de

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3600

Québec, November 19, 1969.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the City of Alma and the Rental Commission

WHEREAS in order to take advantage of the provisions of section 6 of an Act to prolong and amend the Act to promote conciliation between lessees and property-owners, sanctioned on March 7, 1968, the Council of the City of Alma adopted on October 20, 1969, by the absolute majority of its members, a resolution the text of which is annexed to the recommendation on which the present order in council is based;

WHEREAS this resolution reached the Rental Commission before November 1, 1969, as attested by the certificate of the President of this Commission the text of which is also annexed to the recommendation on which the present order in council is based;

WHEREAS the Rental Commission transmitted to the Provincial Secretary a recommendation the text of which is equally annexed to the recommendation of which the present order in council is based.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Provincial Secretary:

THAT the Act to promote conciliation between lessees and property-owners applies, from and after December 1, 1969, to the whole of the territory of the City of Alma, for any apartments built before April 1, 1968 and whose legally exigible rent did not exceed the sum of $100 per month on March 7, 1968.

True copy.

D. TANGUAY,
31975 *Assistant Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3549

Québec, November 19, 1969.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the withdrawal from staking of certain lands situated in the region of Cap Smith and Wakeham Bay, territory of New Québec.

WHEREAS Hudson Strait Asbestos Limited holds prospecting permit No. 159, on an extent of land situated in New Québec, between Cape Smith and Wakeham Bay, and such, pursuant to a transfer authorized by Order in Council No. 1062, dated June 25, 1963;

WHEREAS the company has carried out considerable works of exploration on a part of the

l'étendue faisant l'objet du permis et qu'elle étudie des projets pour la mise en exploitation des terrains concernés;

ATTENDU QUE la compagnie prévoit la construction d'une voie d'accès reliant la Baie Déception aux terrains où elle effectue présentement ses travaux;

ATTENDU QU'il serait à propos d'assurer la sécurité des opérations prévues le long de ladite voie en réservant et soustrayant au jalonnement une lisière de terrain d'une largeur approximative de deux (2) milles devant être traversée par ladite voie d'accès;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 268, paragraphe 1) de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour réserver et soustraire au jalonnement tout terrain qui, dans son opinion, peut être nécessaire à l'établissement... de voies de transport...

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE le règlement suivant soit adopté:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement les terrains ci-après décrits:

Une étendue de terrain ayant pour périmètre des lignes droites joignant successivement les points d'intersection des latitudes et longitudes suivantes:

Latitude nord	et	*Longitude ouest*
62°08'20"		74°45'20"
62°04'50"		74°34'00"
62°05'05"		74°20'50"
62°03'40"		74°17'10"
62°03'50"		74°11'50"
62°02'40"		74°08'30"
61°53'55"		74°01'40"
62°51'35"		73°58'50"
61°48'30"		74°00'50"
61°47'10"		74°08'00"
61°45'40"		74°06'40"
61°47'15"		73°57'50"
61°51'50"		73°55'00"
61°54'30"		73°58'20"
62°03'45"		74°05'30"
62°05'40"		74°10'50"
62°05'25"		74°16'00"
62°06'50"		74°19'40"
62°06'35"		74°32'35"
62°09'50"		74°43'20"
62°08'20"		74°45'20"

Le tout tel qu'indiqué sur un croquis préparé le 4 juillet 1963 par Marshall, Macklin & Monaghan, ingénieurs-conseils, montrant la localisation de la voie d'accès projetée, lequel croquis est signé par le sous-ministre des Richesses naturelles, en date du 26 juillet 1963, et fait partie des archives du ministère des Richesses naturelles;

La superficie approximative de cette étendue est de quarante-six (46) milles carrés.

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et qu'il ait force de loi dès sa publication.

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exéculif,
D. TANGUAY.

31969-o

extent of land forming the object of the permit and it has studies projects respecting the putting into operation of the lands concerned;

WHEREAS the company foresees the construction of an access route joining Deception Bay to the lands on which it is presently carrying out its works;

WHEREAS it would be advisable to insure the security of the operations planned along the said road by restraining and withdrawing from staking a strip of land approximately two (2) miles in width to be crossed by the said access route;

WHEREAS pursuant to section 268, paragraph 1) of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34), the Lieutenant-Governor in Council may make by-laws to restrain and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be necessary for the establishment ... of transportation routes ...

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the following by-law be adopted:

THAT the lands hereafter described be restrained and withdrawn from staking:

An extent of land having, as perimeter, straight lines joining successively the points of intersection of the following latitudes and longitudes:

Latitude north	and	*longitude west*
62° 08' 20"		74° 45' 20"
62° 04' 50"		74° 34' 00"
62° 05' 05"		74° 20' 50"
62° 03' 40"		74° 17' 10"
62° 03' 50"		74° 11' 50"
62° 02' 40"		74° 08' 30"
61° 53' 55"		74° 01' 40"
61° 51' 35"		73° 58' 50"
61° 48' 30"		74° 00' 50"
61° 47' 10"		74° 08' 00"
61° 45' 40"		74° 06' 40"
61° 47' 15"		73° 57' 50"
61° 51' 50"		73° 55' 00"
61° 54' 30"		73° 58' 20"
62° 03' 45"		74° 05' 30"
62° 05' 40"		74° 10' 50"
62° 05' 25"		74° 16' 00"
62° 06' 50"		74° 19' 40"
62° 06' 35"		74° 32' 35"
62° 09' 50"		74° 43' 20"
62° 08' 20"		74° 45' 20"

The whole as indicated on a sketch prepared on July 4, 1963, by Marshall, Macklin & Monaghan, consulting engineers, showing the localisation of the planned access route, which sketch is signed by the Deputy Minister of Natural Resources, dated July 26, 1963, and forms part of the archives of the Department of Natural Resources;

The approximate area of this extent of land is forty-six (46) square miles.

THAT this by-law be published in the *Québec Official Gazette* and that it have force of law from and after its publication.

True copy.

D. TANGUAY,
Assistant Clerk of the Executive Council.

31969

Divers
Compagnies

Champflour Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A » de la compagnie « Trois-Rivières Chevrolet, limitée — Three Rivers Chevrolet, Limited », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de mai 1929, changeant son nom en celui de « Champflour Investments Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31945 931-29

Centre Communautaire des Employés syndiqués de bureaux et de métiers de l'Hydro-Québec

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 7 novembre 1969, approuvé le règlement numéro un (1) de la corporation « Centre Communautaire des Employés syndiqués de bureaux et de métiers de l'Hydro-Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31946-o 2058-69

Compagnie industrielle St-David limitée

Avis est donné que la « Compagnie industrielle St-David limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 5.

Le secrétaire,
L.-PAUL LAROUCHE.

31947-o 1882-68

Placements Delorimier inc. Delorimier Investments Inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Delorimier inc.— Delorimier Investments Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ARTHUR MORIN.

31948-o 468-69

Diapros Canada Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 22 de la compagnie « Canadian Rock Company Limited », constituée par lettres patentes en date du 16e jour de mai 1949, changeant son nom en celui de « Diapros Canada Limited ».

Le sous-mlnistre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31949 4394-49

Electrovic inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 7/69 de la compagnie « Carillon Electric, inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de juillet 1952, changeant son nom en celui de « Electrovic inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31950 10555-52

Miscellaneous
Companies

Champflour Investments Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law "A" of the company "Trois-Rivières, Chevrolet, limitée — Three Rivers Chevrolet, Limited", incorporated by letters patent dated the 10th day of May, 1929, changing its name into that of "Champflour Investments Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31945-o 931-29

Centre Communautaire des Employés syndiqués de bureaux et de métiers de l'Hydro-Québec

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on November 7, 1969, approved by-law number one (1) of "Centre Communautaire des Employés syndiqués de bureaux et de métiers de l'Hydro-Québec", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31946 2058-69

Compagnie industrielle St-David limitée

Notice is given that "Compagnie industrielle St-David limitée", has changed the number of its directors from 9 to 5.

L.-PAUL LAROUCHE,
Secretary.

31947 1882-68

Placements Delorimier inc. Delorimier Investments Inc.

Notice is hereby given that "Placements Delorimier inc.— Delorimier Investments Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

ARTHUR MORIN,
Secretary.

31948 468-69

Diapros Canada Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 22 of the company "Canadian Rock Company Limited", incorporated by letters patent dated the 16th day of May, 1949, changing its name into that of "Diapros Canada Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31949-o 4394-49

Electrovic inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 7/69 of the company "Carillon Electric, inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of July, 1952, changing its name into that of "Electrovic inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31950-o 10555-52

Les Entreprises Lecker ltée
Lecker Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 19, de la compagnie « Les Entreprises Léon ltée — Léon Enterprises Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de juillet 1969, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Lecker ltée — Lecker Enterprises Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31951 3673-69

Les Entreprises Lecker ltée
Lecker Enterprises Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 19 of the company "Les Entreprises Léon ltée — Léon Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated the 28th day of July, 1969, changing its name into that of "Les Entreprises Lecker ltée — Lecker Enterprises Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31951-o 3673-69

Entreprises Pi-Bi inc.

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Pi-Bi inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
J. YVAN LANGLOIS.

31952-o 4295-69

Entreprises Pi-Bi inc.

Notice is given that "Entreprises Pi-Bi inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

J. YVAN LANGLOIS,
Secretary.

31952 4295-69

Ezhil Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 22 de la compagnie "Trimont Building Supplies Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour d'août 1962, changeant son nom en celui de « Ezhil Investments Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31953-o 13589-62

Ezhil Investments Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 22 of the company "Trimont Building Supplies Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th day of August, 1962, changing its name into that of "Ezhil Investments Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31953-o 13589-62

Fondation Carol Brillant inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 11 novembre 1969, approuvé les règlements numéros 1 à 12 inclusivement de la corporation « Fondation Carol Brillant inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31954-o 3648-69

Fondation Carol Brillant inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on November 11, 1969, approved by-law Number 1 to 12 inclusively of "Fondation Carol Brillant inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31954 3648-69

Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 9.

Le secrétaire adjoint,
R. S. SHEPHERD.

31955 1233-28

Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd.

Notice is given that "Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 9.

R. S. SHEPHERD,
Assistant-Secretary.

31955-o 1233-28

Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 10.

Le secrétaire adjoint,
R. S. SHEPHERD.

31956 1233-28

Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd.

Notice is given that "Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd.", has changed the number of its directors from 9 to 10.

R. S. SHEPHERD,
Assistant-Secretary.

31956-o 1233-28

Home Specialties (1962) Inc.

Avis est donné que « Home Specialties (1962) Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
SAM J. DAVIDSON.

31957 14757-62

Home Specialties (1962) Inc.

Notice is given that "Home Specialties (1962) Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

SAM J. DAVIDSON,
Secretary.

31957-o 14757-62

Marché du Bas inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23 de la compagnie « Jugo Import Corp. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de juillet 1960, changeant son nom en celui de « Marché du Bas inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31958-o 12893-60

Markus Builders' Supply Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Markus Builders' Supply Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MME MARY MARKUS.

31959 11658-56

J. René Ouimet limitée
J. René Ouimet Limited

Avis est donné que la compagnie « J. René Ouimet limitée — J. René Ouimet Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
RAYMOND ROBERT.

31960-o 496-33

Québec Federation of Home and School Associations

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Québec Federation of Protestant Home and School Associations », constituée par lettres patentes en date du 27e jour d'août 1959, changeant son nom en celui de « Québec Federation of Home and School Associations ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31961-o 10014-55

Québec Federation of Protestant Home and School Associations

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 24 octobre 1969, approuvé les règlements généraux abrogeant les règlements antérieurs de « Québec Federation of Protestant Home and School Associations », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31962-o 10014-55

Société d'Habitation de Verdun
Verdun Housing Corporation

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 5 septembre 1969, approuvé le règlement numéro 38 de la corporation « Société d'Habitation de Verdun — Verdun Housing Corporation », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.

31964-o 4740-66

Marché du Bas inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 23 of the company "Jugo Import Corp.", incorporated by letters patent dated the 11th day of July, 1960, changing its name into that of "Marché du Bas inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31958-o 12893-60

Markus Builders' Supply Ltd.

Notice is given that "Markus Builders' Supply Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MRS. MARY MARKUS,
Secretary.

31959-o 11658-56

J. René Ouimet limitée
J. René Ouimet Limited

Notice is given that "J. René Ouimet limitée — J. René Ouimet Limited", has changed the number of its directors from 5 to 3.

RAYMOND ROBERT,
Secretary-Treasurer.

31960 496-33

Québec Federation of Home and School Associations

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the general by-laws of the corporation "Québec Federation of Protestant Home and School Associations", incorporated by letters patent dated the 27th day of August, 1959, changing its name into that of "Québec Federation of Home and School Association".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Combanies and Cooperatives.

31961-o 10014-55

Québec Federation of Protestant Home and School Associations

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on October 24, 1969, approved the general by-laws abrogating the anterior by-laws of "Québec Federation of Protestant Home and School Associations", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31962 10014-55

Société d'Habitation de Verdun
Verdun Housing Corporation

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has, on September 5, 1969, approved by-law number 38 of the corporation "Société d'Habitation de Verdun — Verdun Housing Corporation", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31964 4740-69

Société de Gestion Harvey, ltée

Avis est donné que la compagnie « Société de Gestion Harvey, ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 8.

Le secrétaire,
RÉMI HARVEY.

31963-o 4675-69

Upton Supreme Printing Co. Ltd.

Avis est donné que « Upton Supreme Printing Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
BEN LANDS.

31965 5012-67

Les Vergers Unis inc.
United Orchards Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Vergers Unis inc.— United Orchards Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 15 à 3.

Le secrétaire,
GISÈLE P. LUSSIER.

31966-o 174-65

Gérard Vigeant Automobiles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XXIV de la compagnie « Garage Saint-Mathias inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de novembre 1968, changeant son nom en celui de « Gérard Vigeant Automobiles inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31967-o 4822-68

Yale Clothing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « A » de la compagnie « Oxford Trading & Export Company », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de mai 1961, changeant son nom en celui de « Yale Clothing Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31968-o 12459-61

Société de Gestion Harvey, ltée

Notice is hereby given that "Société de Gestion Harvey, ltée", has changed the number of its directors from 3 to 8.

RÉMI HARVEY,
Secretary.

31963 4675-69

Upton Supreme Printing Co. Ltd.

Notice is given that "Upton Supreme Printing Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

BEN LANDS,
Secretary.

31965-o 5012-67

Les Vergers Unis inc.
United Orchards Inc.

Notice is hereby given that "Les Vergers Unis inc.— United Orchards Inc.", has changed the number of its directors from 15 to 3.

GISÈLE P. LUSSIER,
Secretary.

31966 174-65

Gérard Vigeant Automobiles inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number XXIV of the company "Garage Saint-Mathias inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of November, 1968, changing its name into that of "Gérard Vigeant Automobiles inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31967-o 4822-68

Yale Clothing Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number "A" of the company "Oxford Trading & Export Company", incorporated by letters patent dated the 12th day of May, 1961, changing its name into that of "Yale Clothing Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31968-o 12459-61

Compagnie autorisée à faire des affaires

Carousel Fashions, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Carousel Fashions, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. B. Robert Benson, 1440 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 65, boulevard Montpellier, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

31943 82-69

Company Licensed to do Business

Carousel Fashions, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Carousel Fashions, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. B. Robert Benson, 1440 St. Catherine Street West, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 65 Montpellier Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31943-o 82-69

Liquidation — Avis de

Timmins Aviation (Terminals) Ltd.

Avis est par les présentes donné que les actionnaires de la compagnie « Timmins Aviation (Terminals) Ltd. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 27e jour d'octobre 1956, et ayant son siège social en la cité de Dorval, province de Québec, ont dûment passé une résolution afin de liquider et dissoudre ladite compagnie, à compter du 1er juillet 1969, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation (S.R.Q. 1964, c. 281).

Ladite résolution des actionnaires de « Timmins Aviation (Terminals) Ltd. » dont une copie certifiée est ci-jointe, le soussigné, de la ville de Montréal, est de plus nommé liquidateur, aux fins de la liquidation et des pouvoirs spécifiques accordés au soussigné en sa qualité de liquidateur.

Daté à Montréal, P.Q., ce 8e jour d'octobre 1969.

Le liquidateur,
WILLIAM SHANNON.

31979 13367-56

Winding up Notice

Timmins Aviation (Terminals) Ltd.

Notice is hereby given that the shareholders of "Timmins Aviation (Terminals) Ltd." incorporated under the Québec Companies Act by letters patent dated the 27th day of October 1956 and having its head office at the city of Dorval, Province of Québec have duly passed a resolution to wind-up and dissolve the said Company as of July 1st, 1969 under the provisions of the Winding-Up Act (R.S.Q. 1964, c. 281).

The said resolution of the shareholders of "Timmins Aviation (Terminals) Ltd.", a certified copy whereof is annexed hereto, further appointed the undersigned, of the City of Montreal, as Liquidator for the purposes of the Winding-Up and specified the powers granted to the undersigned in the capacity of Liquidator.

Dated at Montreal, P.Q., this 8th day of October 1969.

WILLIAM SHANNON,
Liquidator.

31979-o 13367-56

Nomination

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 15 octobre 1969.

Messieurs Paul Martel, conseiller juridique et secrétaire de la Caisse de dépôt et placement du Québec, et Ronald Côté, agent de la gestion du personnel du ministère de la Justice du Québec: commissaires aux fins de recevoir les serments d'allégeance et d'office, sous l'autorité de l'article 11 de la Loi des employés publics (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 12).

Le sous-secrétaire de la province,
31975-o RAYMOND DOUVILLE.

Appointment

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make by Commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, October 15, 1969.

Messrs. Paul Martel, legal adviser and secretary of the "Caisse de dépôt et placement du Québec", and Ronald Côté, personnel manager of the Québec Department of Justice: commissioners in order to administer oaths of allegiance and office, under the authority of section 11 of the Public Officers Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 12).

RAYMOND DOUVILLE,
31975 *Assistant Secretary of the Prosince.*

Avis divers

Corporation des Bijoutiers du Québec

La corporation des Bijoutiers du Québec donne avis que les règlements ci-après concernant l'établissement des catégories de membres, la définition de leurs statuts, de leurs droits et de leurs obligations en tant que membre de chaque catégorie, la détermination des conditions d'admission dans telle catégorie et l'émission d'un certificat distinct selon chaque catégorie, ont été adoptés régulièrement et approuvés par les membres de la Corporation à une assemblée générale tenue le 12 octobre 1969, à Québec.

Avis est également donné qu'à l'expiration des 30 jours suivant cette publication, lesdits règlements seront soumis à l'approbation du Lieutenant-gouverneur en conseil. Une nouvelle publication de l'avis de cette approbation sera faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Avis est en conséquence donné à toute personne désirant faire valoir des objections, de le faire dans les 30 jours de la présente publication.

La Corporation des Bijoutiers du Québec.
Par le procureur,
UBALD DÉSILETS.

Miscellaneous Notices

The Québec Jewellers' Corporation

The Québec Jewellers' Corporation gives notice that the regulations hereinbelow concerning the establishment of categories of members, the definition of their status, of their rights and of their obligations as member of each category, the determination of eligibility requirements for each category and the issuing of a distinct certificate according to each category, have been regularly adopted and approved by the members of the Corporation at a general meeting held on October 12, 1969, in Québec.

Notice is also given that upon expiry of thirty days following this publication, the said regulations will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council. A new publication of notice of such approval shall be made in the *Québec Official Gazette.*

Consequently, notice is given to all persons interested in making known their objections, to do so within the 30 days following this publication.

The Québec Jewellers' Corporation.
Per: UBALD DÉSILETS.
Attorney.

Il est proposé par M. Willie Poirier et secondé par M. André Roy, que les règlements de la corporation des Bijoutiers du Québec soient amendés en remplaçant les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 19 et 29 par les suivants:

CHAPITRE II

Membres

Article 3. Les membres de la Corporation se répartissent selon les dispositions suivantes:

a) membres actifs;
b) membres associés;
c) membres participants.

Article 4. Toute personne qui désire devenir membre de la Corporation doit:

1. faire une demande écrite d'admission, accompagnée du dépôt au montant ci-après prescrit à titre d'honoraires d'inscription, avec en outre le montant de la cotisation annuelle prévue par les présents règlements pour les catégories de membres à laquelle elle aspire. Si le candidat n'est pas admis, ces sommes lui seront remboursées, moins les frais d'inscription qui seront gardés par la Corporation.

2. cette demande doit spécifier la catégorie à laquelle le candidat aspire, ainsi que, s'il y a lieu, le certificat pour l'obtention duquel il se prétend qualifié en vertu des présents règlements.

3. adresser cette demande au secrétaire-exécutif ou à l'exécutif, selon le cas, de la Corporation qui la transmettra au Comité des Examinateurs ou au Comité d'admission selon le cas.

4. attester en la forme prescrite par le Comité d'admission de son état de fabricant, de grossiste, d'apprenti et, si tel est le cas depuis quatre (4) ans, bijoutier-artisan, bijoutier-employé, horloger-artisan, horloger-employé.

Les membres actifs qui opèrent plus d'une bijouterie dans le Québec, doivent l'indiquer, lors de leur demande d'admission ou du renouvellement de leur cotisation, en mentionnant le nom sous lequel chaque bijouterie est opérée et l'endroit où elle se trouve située.

5. déposer pour frais d'inscription la somme de:

a) $7.50 s'il s'agit d'un apprenti;
b) $25 dans les autres cas.

6. souscrire une formule d'engagement de respecter le code d'éthique édicté par les présents règlements.

Lorsqu'un membre ou un candidat demande aussi en sa faveur l'émission d'un certificat de maître horloger ou de maître bijoutier, il doit subir un examen pratique et théorique, écrit ou oral, devant le Comité d'examinateurs constitué par les présents règlements, et conserver le nombre de points tels que fixés et requis par les présents règlements.

Compagnies, Corporations et Sociétés

Article 5. Toute compagnie, corporation, société peut devenir membre actif ou membre participant de la Corporation, pourvu qu'elle en fasse la demande, qu'elle s'engage à se conformer aux normes de qualification, au code d'éthique professionnelle et aux règlements de la Corporation. La demande d'admission doit indiquer le nom de la personne autorisée à représenter cette compagnie, corporation ou société ainsi que noms et adresses des bijoutiers, des horlogers qui sont sociétaires ou actionnaires.

It is proposed by Mr. Willie Poirier and seconded by Mr. André Roy, that the by-laws of the Québec Jewellers' Corporation be amended by substituting to articles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 19 and 29, the following ones:

CHAPTER II

Members

Article 3. Members of the Corporation are classified according to the following categories:

(*a*) active-members;
(*b*) associate-members;
(*c*) participating-members.

Article 4. Any person wishing to become a member of the Corporation must:

1. make a written application accompanied with a deposit in the hereafter prescribed amount for registration fees, with in addition, the amount of the annual membership fees, as determined by these regulations for the category of members that the applicant has in mind. If the applicant is not admitted, he is refunded his money, with the exception of the amount of the registration fees which shall be kept by the Corporation.

2. The said application must specify the category which the applicant is aspiring to, as well as, if need be, the certificate which he claims to be qualified for, by virtue of the present by-laws.

3. address this application to the executive-secretary, or to the Executive, as the case may be, of the Corporation who shall transmit it to the Board of Examiners or the Registration Committee, as the case may be.

4. prove on the form prescribed by the Registration Committee, his status either of manufacturer, wholesaler, apprentice and, as the case may be, for the past four (4) years, journeyman-jeweller, assistant-jeweller, journeyman-watchmaker, watchmaker-assistant.

Active-members who carry on business in more than one jewellery store or shop in Québec must, on their application form or with their membership renewal, make mention of the name under which each jewellery store is operated and the address where it is located.

5. make a deposit for the registration fees as follows:

(*a*) $7.50 when the applicant is an apprentice;
(*b*) $25 in all other cases.

6. sign a form engaging themselves to abide by the code of ethics enacted by the present by-laws.

When a member or applicant also requests that a certificate of master-watchmaker or master-jeweller be issued in his name, he must undergo an oral and written examination on both theory and practice before a Board of Examiners, set up by these regulations, and retain marks in the quantity determined and required by these regulations.

Companies, Corporations and Partnerships

Article 5. Any company, corporation or partnership may become active-member or participating-member of the Corporation, provided that an application form for same be filled up, it binds itself to comply with the standard qualifications, the code of professional ethics and by-laws of the Corporation. The application form must show the name of the person authorized to represent the company, corporation or partnership, as well as the names and addresses of jewellers and watchmakers who are partners or shareholders.

Article 6. Dans le cas de dissolution ou d'abandon de charte, la Corporation ou compagnie cesse d'être membre de la Corporation.

Changement de nom ou de représentant

Article 7. Changement de nom ou de représentant à la Corporation:

a) lorsque la société, tout en gardant la même raison sociale désire changer la personne qui la représente, doit en aviser la Corporation;

b) lorsque la société change de raison sociale seulement, il lui suffit d'en donner avis écrit à l'exécutif et sa désignation comme membre de la Corporation sera changée dans les registres de la Corporation;

c) dans tous les autres cas de cessation ou de dissolution de société, telle société est rayée du registre des membres de la Corporation.

Conditions du maintien du statut de membre

Article 8. Le membre de la Corporation doit, sous peine des sanctions prévues par les présents règlements, déchéance, suspension, expulsion, révocation du certificat et autres, applicables par le Comité de Discipline, le Comité Exécutif ou le Conseil selon le cas:

a) payer sa cotisation régulièrement;

b) se conformer aux règlements de la Corporation;

c) ne pas contrevenir aux dispositions du Code d'Éthique en vigueur.

ET EN OUTRE,

s'il s'agit d'un membre actif:

a) tenir une bijouterie aux fins de l'exercice du métier;

b) opérer principalement comme bijoutier;

c) installer bien en vue du public, en face de sa bijouterie ou ailleurs, dans le cas d'impossibilité, une enseigne portant au moins son nom et l'inscription de son métier;

d) avoir un téléphone d'affaires à son nom dans l'annuaire téléphonique de la localité ou fournir la preuve qu'il a fait application à cet effet;

e) afficher dans sa bijouterie, à la vue du public, son certificat de membre actif de la Corporation.

Statuts droits et privilèges

Article 9. I. Les membres actifs ont le droit:

a) d'exercer le métier suivant les pouvoirs et attributions conférés par le certificat de membre qu'ils détiennent;

b) porter, afficher, se prévaloir de l'emblême de la Corporation, déterminé par les règlements;

c) voter aux assemblées de la Corporation;

d) d'être élus aux fonctions d'administrateurs et d'officiers de la région ou de la Corporation;

e) user de tous autres droits déterminés par l'un ou l'autre des présents règlements.

II. Les membres associés ont le droit de:

a) voter aux assemblées générales;

b) être élus aux fonctions d'administrateurs ou d'officiers de la région à laquelle ils appartiennent, sauf qu'ils ne peuvent être nommés ni délégués au Conseil provincial;

c) user de tous les autres droits déterminés par les règlements de la Corporation en ce qui les concerne.

Article 6. In the event of a breaking up or of charter surrendering, the corporation or company ceases to be a member of the Corporation.

Change of name or representative

Article 7. Change of name or representative at the Corporation:

(*a*) when a partnership, while keeping the same name, wishes to substitute a new representative to the present one, a notice of the change must be given the Corporation;

(*b*) when a partnership changes its name only, a written notification of the change must be sent to the Executive Board and its designation as member of the Corporation shall be changed accordingly in the Corporation books;

(*c*) in all cases of cessation or breaking up of partnership, such partnership has its name removed from the list of members of the Corporation.

Conditions to retain a membership status

Article 8. A member of the Corporation must, subject to the sanctions stipulated in the present regulations, lapse, suspension, revocation of certificate and others, enforceable by the Discipline Committee, the Executive Committee or the Board, as the case may be:

(*a*) pay his membership fee regularly;

(*b*) comply with the regulations of the Corporation;

(*c*) not intervene with the dispositions of the Code of Ethics in force.

AND BESIDES,

when active-member is concerned:

(*a*) maintain a shop for the express purpose of the plying of his trade;

(*b*) operate first and mainly as jeweller;

(*c*) install in front of his shop or elsewhere if impossible, so that the public shall see it, a sign showing at least his name and the description of his trade;

(*d*) have a business telephone in his name with an appropriate insertion into the telephone directory of his locality or at least, give the proof that he has applied for it;

(*e*) put up in his store or shop so that the public shall see it, his certificate of active-member of the Corporation.

Statutes, Rights and Privileges

Article 9. I. Active-members are entitled:

(*a*) to ply the trade according to the powers and prerogatives conferred by the member's certificate that they hold;

(*b*) to carry, display and avail themselves of the Corporation's crest described in these regulations;

(*c*) to vote at all meetings of the Corporation;

(*d*) to be elected as directors or officers of the region or the Corporation;

(*e*) to make use of all other rights determined by one or the other of these regulations.

II. Associate-members are entitled:

(*a*) to vote at general meetings;

(*b*) to be elected as directors or officers of the region to which they belong, except that they cannot be appointed nor delegated to the Provincial Board;

(*c*) to make use of all other rights determined by the regulations of the Corporation inasmuch as they are concerned.

III. Les membres participants ont le droit:

a) participer aux activités sociales organisées par la Corporation;

b) recevoir les publications qui leur sont destinées.

Droit au titre

Article 10. Seules les personnes détenant un certificat en vigueur de maître-horloger-bijoutier, (de maître-bijoutier ou de maître-horloger) émis par la Corporation, peuvent, selon la nature de leur certificat respectif, prendre, porter ou employer ou se prévaloir en français ou en anglais du titre de maître, accompagné de l'un ou des mots « horloger » ou « bijoutier » ou d'aucune abréviation ou signe d'iceux ainsi que les initiales M.B., M.H., M.H.B., ou M.J., M.W., M.W.J.

Cotisation

Article 11. La contribution annuelle des membres est fixée comme suit:

a) à $50 par année pour chaque membre actif; avec en plus une somme de $25 pour chaque autre bijouterie que la première qu'il opère avec maximum de $200;

b) à $15 pour le membre associé;

c) à $50 pour le membre participant.

La cotisation est due le 1er jour de l'année financière de la Corporation. Elle n'est pas divisible ni réductible à raison des fractions d'année.

Membres honoraires

Article 11-A. Le conseil peut, sur résolution adoptée par la majorité de ses membres, émettre un certificat de membre honoraire à toute personne, pour service rendu à la Corporation, soit à l'occasion de son incorporation ou par la suite. Ce certificat peut être révoqué.

Tel certificat est émis en faveur de l'individu et non pas de l'entreprise, firme, compagnie, corporation ou société à laquelle il appartient.

Le titulaire d'un tel certificat jouit des mêmes droits et privilèges, sauf les droits de vote et d'éligibilité, que les autres membres de la Corporation.

Il n'y aura pas plus de quinze (15) membres hororaires en même temps.

Administrateurs délégués

Article 14. Chaque région a droit de déléguer au conseil, un administrateur par 50 membres ou fraction de 50 membres qu'elle groupe dans son territoire. Le président du chapitre régional est *ex-officio* délégué de sa région, dans le cas ou la région a droit à plus d'un délégué, les autres sont choisis de la façon indiquée dans les présents règlements, article 1°-3.

Pour être déléguée, une personne doit avoir la qualité de membre actif. Si le président de la section n'est pas membre actif, cette dernière doit en déléguer un autre par voie de résolution.

Chaque région a droit de déléguer également au conseil un ou des substituts à ses délégués officiels advenant le cas ou l'un ou plusieurs de ses délégués seraient dans l'impossiblité d'assister à une réunion.

Le délégué officiel aura l'obligation toutefois d'aviser tout substitut de son incapacité d'assister à une réunion à laquelle il aurait été invité, afin que ce dernier puisse le remplacer. Ce ou ces substituts sont choisis de la même façon que le ou les délégués, et doivent être membres actifs.

III. Participating-members are entitled:

(*a*) to participate in the social activities organized by the Corporation;

(*b*) to receive the publication intended for them.

Right to titles

Article 10. Only the individuals holding a certificate of master-watchmaker-jeweller (of master-jeweller or master-watchmaker) in force, issued by the Corporation may, according to the nature of their respective certificate, take, display, avail themselves and make use, in French or in English, of the title of "master", with one of the two or with the two words "watchmaker" and "jeweller" or any abbreviation or sign of same, such as the initials, M.B., M.H., M.H.B. or M.J., M.W., M.W.J.

Membership Fees

Article 11. The annual membership fee is determined as follows:

(*a*) $50 a year for every active-member; with an additional amount of $25 for every other jewellery store in operation, with a maximum fee of $200;

(*b*) $15 for every associate-member;

(*c*) $50 for every participating-member.

The membership fees are due on the first day of the fiscal year of the Corporation. They are not divisible nor reducible in proportion to fractions of a year.

Honorary members

Article 11-A. The Council may, on a resolution passed by the majority of its members, grant an honorary membership certificate to any person for services rendered to the Corporation, whether at the time of the incorporation or afterwards. Such a certificate may be revoked.

Such a certificate is issued in the name of the individual and not in the name of the business concern, firm, company, corporation or partnership to which he belongs.

The holder of such a certificate enjoys the same rights and privileges as the other members of the Corporation, at the exception of the rights to vote and to be elected.

Honorary members may not exceed fifteen (15) in number at any time.

Delegated Administrators

Article 14. Each region has the right to delegate to the Council, one (1) administrator per fifty (50) members or fraction of fifty (50) members included in its territory. The president of the regional chapter is ex-officio delegate of his region; in the event that the region is entitled to enjoy more than one delegate, the others are selected as indicated in the present regulations, article 1.-3.

To be qualified as a delegate, a person must be an active-member. If the president of the section is not an active-member, the latter must select another delegate through a resolution.

Each region has also the right to appoint to the Council, one or more substitutes to its official delegates, in the event that one or more of its delegates find it impossible to attend a meeting.

The official delegate, however, will be obliged to inform any substitute of his impossibility to attend a meeting to which he has been convened, so that the latter may replace him. Such substitute or substitutes are selected in the same way as a delegate or delegates and must be active-members.

Procédure d'élection

Comité denomination et d'élection

Article 19. Les délégués des régions réunis en assemblée générale au cours du congrès général annuel élisent parmi les membres actifs présents, un président et un scrutateur avec le secrétaire-exécutif, composent le comité de nomination et d'élection.

Pouvoir de l'exécutif

Article 29. L'exécutif a principalement pour rôle de voir à l'exécution des décisions, résolutions du conseil. Il surveille la bonne administration de la Corporation et a l'autorité d'ordonner et de disposer de tout ce qui lui semble nécessaire au bon fonctionnement de la Corporation.

Il fait rapport de ses décisions et de ses activités au conseil réuni en assemblée. Il a tels autres pouvoirs et devoirs que lui délègue le conseil.

Sont également de son ressort:

a) la protection des droits et privilèges de la Corporation;

b) la surveillance des intérêts professionnels en toute circonstance;

c) le placement des fonds en bon père de famille;

d) les intérêts financiers;

e) l'exécutif doit voir à ce que tout officier membre ou employé de la Corporation sujet à recevoir ou débourser, ou ayant autorité à faire débourser les fonds de la Corporation, détienne aux frais de la Corporation un bon de fidélité, d'une compagnie responsable de la province de Québec, pour assurer l'exécution de ses devoirs et les remboursement des argents reçus par lui comme tel.

31974-o

Village de St-Casimir

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné que la corporation municipale du village de St-Casimir, comté de Portneuf, à l'expiration des délais légaux suivant la publication du présent avis, elle s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la « Loi des cités et villes du Québec », chapitre 193, S.R.Q. 1964.

La municipalité de ville projetée portera le nom de: « St-Casimir ».

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du village de St-Casimir.

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village de St-Casimir établit à 1,389 âmes la population de ladite municipalité.

Donné à Québec, ce 20 novembre 1969.

Le conseiller juridique de la corporation,

31978-48-2-o GUY PINSONNAULT, avocat.

Election Procedure

Nomination and Election Committee

Article 19. The delegates of regions, at a general meeting during the general annual convention, elect among the present active-members, a chairman and a secretary of election who, with the executive-secretary, make up the Nominating and Election Committee.

Functions of the Executive Board

Article 29. The Executive's Committee main duty is to see to the execution of the decisions and resolutions of the Council. It exercises supervision for the sound administration of the Corporation, and has authority to do or require done everything necessary for the good running of the Corporation.

It reports its decisions and activities to the Council in meeting. It has such other powers and duties as prescribed by the council. The following functions are also within its competence:

(*a*) the protection of the rights and privileges of the Corporation;

(*b*) the protection of the professional interests in every circumstance;

(*c*) the investment of the funds as a prudent administrator;

(*d*) financial interests;

(*e*) the Executive Board requires that every officer, member or employee of the Corporation whose duties include the receiving of, disbursement or authority for disbursements of the funds of the Corporation be bonded at the cost of the Corporation, in a Guarantee Company of the Province of Québec, to assure performance of the duties of his office and the repayment of monies received by him as such.

31974-o

Village of St-Casimir

Public notice is hereby given by the undersigned that the municipal corporation of the village of St-Casimir, Portneuf County, upon the termination of the time-limit required by the law following the publication of the present notice, the said corporation will apply to Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory as a town municipality, and to obtain the letters patent for such a purpose, under the authority of sections 12 and those following of the "Cities and Towns Act", ch. 193, S.R.Q. 1964.

The municipality of the planned town will bear the name of "St-Casimir".

The boundaries of the municipality of the planned town will be the same as those of the municipality of the village of St-Casimir.

The census ordered by the council of the municipality of the village of St-Casimir has established the population of said municipality at 1,389 persons.

Given at Québec, this November 20, 1969.

GUY PINSONNAULT, lawyer,

Legal adviser of the corporation.

31978-48-2-o

Demandes à la Législature

La Cité de Dorval

Avis public est par les présentes donné que la cité de Dorval s'adressera à la Législature

Applications to Legislature

The City of Dorval

Notice is hereby given that the city of Dorval, will apply to the Legislature of the Province of

de la province de Québec, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi, aux fins suivantes:

a) imposer et prélever un impôt n'excédant pas 3% sur toute transaction immobilière;

b) exiger à titre de frais de perception un montant de 5% des taxes scolaires;

c) ratifier titre de la propriété sur les lots No 168-42 et 867-59 du cadastre de la paroisse de Lachine;

d) ratifier titre de propriété des immeubles vendus pour taxes les 22 août 1932 et 28 novembre 1934;

e) ratifier titre de propriété du lot No 867-112 du cadastre de la paroisse de Lachine;

f) ratifier titre de propriété des lots No 1038-15, 1038-24 et 1038-59 du cadastre de la paroisse de Lachine.

Et pour toutes autres fins.

Dorval, 6 novembre 1969.

Le procureur,

31789-46-4-o MAURICE R. MARCOTTE, *avocat.*

Québec, during the present session, to request the adoption of an Act for the following purposes:

(*a*) impose and levy a tax not to exceed 3% in all immovable transactions;

(*b*) exact as collection fees an amount of 5% of the school taxes;

(*c*) ratify title-deeds on lots 867-42 and 867-59 lot of the parish of Lachine;

(*d*) ratify title-deeds on the immovables sold for taxes on August 22, 1932 and November 28, 1934;

(*e*) ratify title-deeds on lot 867-112 of the parish of Lachine;

(*f*) ratify title-deeds on lots 1038-15, 1038-24 and 1038-59 of the parish of Lachine;

And for all other purposes.

Dorval, November 6, 1969.

MAURICE R. MARCOTTE, *Advocate,*

31789-46-4-o *Attorney.*

Compagnie Trust Royal

Avis est par les présentes donné que la Compagnie Trust Royal, corporation dûment incorporée par une loi de la Législature de la province de Québec, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, province de Québec, s'adresse à la Législature de la province, à sa présente session ou à sa prochaine pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins de clarifier ses pouvoirs, d'étendre ses pouvoirs de prêter et d'emprunter, de lui permettre de faire certains changements relatifs à son capital-actions, de faciliter à l'avenir les amendements à sa charte et d'y faire certaines autres modifications ancillaires.

Montréal, le 4 novembre 1969.

Le procureur de la requérante,

31734-46-4-o GASTON POUILOT, C.R.

The Royal Trust Company

Notice is hereby given that the Royal Trust Company, a corporation duly incorporated under an Act of the Legislature of the Province of Québec, with its corporate seat in the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Legislature of the Province of Québec at its present or next session for the adoption of an act to amend its charter in order to clarify its powers, extend its powers of lending and of borrowing, enable it to make certain changes in respect to its capital stock, facilitate future amendments to its charter and make other ancillary changes.

Montreal, November 4, 1969.

GASTON POULIOT, Q.C.,

31734-46-4-o *Attorney for the Petitioner.*

Changement de nom — Loi du

Antonio Jurinich

Avis est donné par les présentes que Antonio Jurinich, gérant de pharmacie, domicilié à 310 rue Principale à Granby, district de Bedford à l'intention de présenter une demande au secrétaire de la province de Québec en vue d'obtenir une décision du lieutenant-gouverneur en conseil changeant son nom de Antonio Jurinich en Antonio Carbonneau. Ce changement sera applicable également à son épouse, Dame Aline Carbonneau Jurinich et à ses enfants mineurs Alain Jurinich et André Jurinich, domiciliés au même endroit, et à leurs enfants à naître.

Daté à Montréal, ce 12e jour de novembre 1969.

Les procureurs du requérant,

31843-47-2-o PROVOST, FAVREAU & GODIN.

William Langton

Avis est donné que William Langton, célibataire, domicilié à R.R. No 2, Aylmer Est, district de Hull, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret désignant son nom comme étant légalement William Langton.

Hull, ce 14e jour de novembre 1969.

Le procureur du requérant,

31973-48-2-o CLÉMENT NOËL BEAUCHAMP.

Change of name — Act

Antonio Jurinich

Notice is hereby given that Antonio Jurinich, pharmacy manager, of the city of Granby, district of Bedford and residing therein at 310 Principale Street, will present a petition to the secretary of the Province of Québec for a decree of the Lieutenant-Governor in council changing his name from Antonio Jurinich to Antonio Carbonneau, said change of name to have application and to enure to the benefit of his wife Dame Aline Carbonneau Jurinich and his minor sons Alain Jurinich and André Jurinich all residing at the same place, and children to be born.

Dated at Montreal, this 12th day of November 1969.

PROVOST, FAVREAU & GODIN,

31843-47-2-o *Attorneys for Petitioner.*

William Langton

Notice is hereby given that William Langton, bachelor, domiciled at R.R. No. 2, Aylmer East, district of Hull, province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order legally designating his name as William Langton.

Hull, this 14th day of November, 1969.

CLÉMENT NOËL BEAUCHAMP,

31973-48-2-o *Attorney for Applicant.*

Louis Nathan Selechonek

Avis est par les présentes, donné que Louis Nathan Selechonek, gérant de garage, résidant à 2004, Romiti, en la cité de Laval, (Chomedey) district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Louis Nathan Shell; ledit changement de nom devra concerner son épouse Sylvia Horovitch Selechonek et ses fils Michael Lee et Mitchell Ian, de la cité de Laval (Chomedey), district de Montréal.

Montréal, 11 novembre 1969.

Les procureurs du requérant,
31844-47-2 SHENKER & TEITELBAUM.

Joseph Jean-Marie Louis Charles Maurice Gingras

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3603, du 19 novembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Joseph Marie-Louis Charles Maurice Gingras en celui de Joseph Jean-Marie Louis Charles Maurice Gingras.

Québec, le 24 novembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
31975-o RAYMOND DOUVILLE.

Alexander Grant

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3602, du 19 novembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Alexander-Gerle-Grunberger en celui de Alexander Grant.

Québec, le 24 novembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
31975-o RAYMOND DOUVILLE.

Michel Hamel

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3601, du 19 novembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Joseph-Alphonse-Michel Lapierre en celui de Michel Hamel.

Québec, le 24 novembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
31975-o RAYMOND DOUVILLE.

George McGorka

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3604, du 19 novembre 1969, d'effectuer le changement de nom de George MaGorka en celui de George McGorka.

Québec, le 24 novembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
31975-o RAYMOND DOUVILLE.

Louis Nathan Selechonek

Notice is hereby given that Louis Nathan Selechonek, garage manager, residing at 2004 Romiti, in the city of Laval (Chomedey) district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Louis Nathan Shell; said change of name will also benefit his wife Sylvia Horovitch Selechonek and his sons Michael Lee and Mitchell Ian, of the city of Laval (Chomedey), district of Montreal.

Montreal, November 11, 1969.

SHENKER & TEITELBAUM,
31844-47-2-o *Attorneys for Applicant.*

Joseph Jean-Marie Louis Charles Maurice Gingras

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 3603, dated November 19, 1969, to effect the change of name of Joseph Marie-Louis Charles Maurice Gingras into that of Joseph Jean-Marie Louis Charles Maurice Gingras.

Québec, November 24, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
31975 *Assistant Secretary of the Province.*

Alexander Grant

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 3602, dated November 19, 1969, to effect the change of name of Alexander-Gerle-Grunberger into that of Alexander Grant.

Québec, November 24, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
31975 *Assistant Secretary of the Province.*

Michel Hamel

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 3601, dated November 19, 1969, to effect the change of name of Joseph-Alphonse-Michel Lapierre into that of Michel Hamel.

Québec, November 24 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
31975 *Assistant Secretary of the Province.*

George McGorka

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 3604, dated November 19, 1969, to effect the change of name of George MaGorka into that of George McGorka.

Québec, November 24, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
31975 *Assistant Secretary of the Province.*

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Le sous-procureur général,
ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que l'article 17 de la Loi modifiant la Loi de l'Office de planification du Québec et la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation, sanctionnée le 9 juin 1969, prévoit que les articles 12 à 15 de ladite loi entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il convient maintenant de procéder à cette proclamation.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3192, en date du 22 octobre 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que sous l'autorité de l'article 17 de la Loi modifiant la Loi de l'Office de planification du Québec et la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation, sanctionnée le 9 juin 1969, les articles 12 à 15 de ladite loi entreront en vigueur à compter du 30 octobre 1969.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

31975-o

Proclamation

ANTONIO DUBÉ,
Deputy Attorney, General.

WHEREAS section 17 of the Act to amend the Québec Planning Bureau Act and the Agriculture and Colonization Department Act, assetned to June 9, 1969, provides that sections 12 to 15 of the said Act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is now expedient that such proclamation be issued.

THERFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree bearing number 3192, dated October 22, 1969, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that under section 17 of the Act to amend the Québec Planning Bureau Act and the Agriculture and Colonization Department Act, assented to June 9, 1969, sections 12 to 15 of the said Act shall come into force from and after October 30, 1969.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirteenth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

31975

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.3.1 région s'étendant pont de la rivière Blanche — 1,000 pieds à l'ouest de la rivière Colombier,

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 19 novembre 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
JEAN-PAUL BEAUDRY.

31977-o

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Rishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-4.3.1 region extending Blanche River bridge — 1,000 feet west of Colombier River,

are no longer toxic to a degree unsafe for use *as a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said area to fishing, and permits whomsoever to fish, take or to have in his possession shellfish from the said area.

Québec, November 19, 1969.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
Minister of Industry and Commerce.

31977

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4-4-2 régin s'étendant 1,000 pieds à l'est de la rivière Colombier — quai de l'Anse Noire

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru*.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 19 novembre 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
31977-o JEAN-PAUL BEAUDRY.

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-4.4.2 region extending 1,000 feet east of Colombier River — Anse Noire wharf

are toxic to a degree unsafe for use *as a raw food*.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing, and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

This interdiction does not apply, however, to licensed producers (Order in Council Québec 1963-779) for canning purposes only.

Québec, November 19, 1969.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
31977 *Minister of Industry and Commerce.*

Associations coopératives

Cooperative Associations

Association coopérative des étudiants de l'université du Québec (Constituante de Montréal)

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative des étudiants de l'université du Québec (Constituante de Montréal) ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à l'Université du Québec, 1180 rue Bleury, Montréal, Québec, dans le district électoral de Ste-Marie.

Québec, le 12 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
31997-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association coopérative des étudiants de l'université du Québec (Constituante de Montréal)

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the co-operative association "Association coopérative des étudiants de l'université du Québec (Constituante de Montréal)".

The head office of this co-operative association is situated at the University of Québec, 1180 Bleury Street, Montreal, Québec, in the electoral district of Sainte-Marie.

Québec, November 12, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
31997 *Companies and Cooperatives.*

Association coopérative étudiante des arts graphiques

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante des arts graphiques ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à 8955, rue Saint-Hubert, Montréal 353, Québec, dans le district électoral d'Ahuntsic.

Québec, le 12 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
31998-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Association coopérative étudiante des arts graphiques

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the co-operative association "Association coopérative étudiante des arts graphiques".

The head office of this co-operative association is situated at 8955 Saint-Hubert Street, Montreal 353, Québec, in the electoral district of Ahuntsic.

Québec, November 12, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
31998 *Companies and Cooperatives.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie Matagami

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'économie Matagami ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: « La ville de Matagami ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé en la ville de Matagami, Québec, dans le district électoral de l'Abitibi-Est.

Québec, le 18 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

31980-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse populaire du collège de Ste-Anne

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La caisse populaire du collège de Ste-Anne de la Pocatière », tenue le 16 octobre 1969, il a été résolu à l'unanimité que les affaires de ladite caisse soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Bernard Turmel soit nommé liquidateur.

Québec, le 14 novembre 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

31981-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie Matagami

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "Caisse d'économie Matagami".

The territory in which the union will recruit its members will be the town of Matagami.

The head office of the said savings and credit union is situated in the town of Matagami, Québec, in the electoral district of Abitibi-East.

Québec, November 18, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy-Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31980

La Caisse populaire du collège de Ste-Anne

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "La caisse populaire du collège de Ste-Anne de la Pocatière", held on October 16, 1969, a resolution was unanimously adopted to the effect that the affairs of the said union be wound up, and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act, and to the Winding-up Act, and that Mr. Bernard Turmel has been appointed liquidator.

Québec, November 14, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

31981

Soumissions

Ville de Bélair
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Grenier, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 220, boulevard Saint-Gérard, Bélair, comté de Portneuf, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 18 décembre 1969, pour l'achat de $298,500 d'obligations de la ville de Bélair, comté de Portneuf, datées du 1er janvier 1970 et remboursables par séries du 1er janvier 1971 au 1er janvier 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8%, ni supérieur à 9%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: B-74 — $13,000 — voirie; B-75 — $3,000 — voirie; B-76 — $6,700 — aqueduc, égouts; B-77 — $9,000 — voirie; B-79 — $18,000 — voirie; B-80 — $13,000 — voirie; B-81 — $7,000 — voirie; B-84 — $900 — aqueduc, égouts; B-85 — $39,000 — voirie; B-87 — $9,000 — voirie; B-89 — $8,500 — voirie; B-90 — $34,000 — achat d'un camion à incendie; B-91 — $3,600 — voirie; B-99 — $60,000 — voirie; B-100 — $45,000 — aqueduc, égout voirie; B-101 — — $13,000 — aqueduc, égouts; B-102 — $15,800 — voirie.

Tenders

Town of Bélair
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Claude Grenier, Secretary-Treasurer, Town Hall, 220 Saint-Gérard Boulevard, Bélair, county of Portneuf, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, December 18, 1969, for the purchase of an issue of $298,500 of bonds for the town of Bélair, county of Portneuf, dated January 1, 1970 and redeemable serially from January 1, 1971 to January 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8%, nor more than 9%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law numbers: B-74 — $13,000 — roads; B-75 — $3,000 — roads; B-76 — $6,700 — aqueduct, sewers; B-77 — $9,000 — roads; B-79 — $18,000 — roads; B-80 — $13,000 — roads; B-81 — $7,000 — roads; B-84 — $900 — aqueduct, sewers; B-85 — $39,000 — roads; B-87 — $9,000 — roads; B-89 — $8,500 — roads; B-90 — $34,000 — purchasing of a fire truck; B-91 — $3,600 — roads; B-99 — $60,000 — roads; B-100 — $45,000 — aqueduct, sewers, roads; B-101 — $13,000 — aqueduct, sewers; B-102 — $15,800 — roads.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1970.

Tableau d'amortissement — $298,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1971	$ 7,500
1er janvier 1972	8,500
1er janvier 1973	8,500
1er janvier 1974	9,500
1er janvier 1975	10,000
1er janvier 1976	11,000
1er janvier 1977	12,000
1er janvier 1978	12,500
1er janvier 1979	15,000
1er janvier 1980	16,000
1er janvier 1981	12,000
1er janvier 1982	13,000
1er janvier 1983	13,500
1er janvier 1984	14,500
1er janvier 1985	16,000
1er janvier 1986	17,000
1er janvier 1987	19,000
1er janvier 1988	20,000
1er janvier 1989	22,000
1er janvier 1990	41,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $1,500 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er janvier 1990 au montant de $41,000 comprend un solde de $17,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er janvier 1991	$ 500
1er janvier 1992	500
1er janvier 1993	500
1er janvier 1994	500
1er janvier 1995	500
1er janvier 1996	500
1er janvier 1997	500
1er janvier 1998	500
1er janvier 1999	500
1er janvier 2000	1,000
1er janvier 2001	1,000
1er janvier 2002	1,000
1er janvier 2003	1,000
1er janvier 2004	1,000
1er janvier 2005	1,000
1er janvier 2006	1,000
1er janvier 2007	1,000
1er janvier 2008	1,500
1er janvier 2009	1,500
1er janvier 2010	1,500

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1970.

Table of redemption — $298,500 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1971	$ 7,500
January 1, 1972	8,500
January 1, 1973	8,500
January 1, 1974	9,500
January 1, 1975	10,000
January 1, 1976	11,000
January 1, 1977	12,000
January 1, 1978	12,500
January 1, 1979	15,000
January 1, 1980	16,000
January 1, 1981	12,000
January 1, 1982	13,000
January 1, 1983	13,500
January 1, 1984	14,500
January 1, 1985	16,000
January 1, 1986	17,000
January 1, 1987	19,000
January 1, 1988	20,000
January 1, 1989	22,000
January 1, 1990	41,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than $1,500, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The January 1, 1990 maturity in the amount of $41,000 includes a balance of $17,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
January 1, 1991	$ 500
January 1, 1992	500
January 1, 1993	500
January 1, 1994	500
January 1, 1995	500
January 1, 1996	500
January 1, 1997	500
January 1, 1998	500
January 1, 1999	500
January 1, 2000	1,000
January 1, 2001	1,000
January 1, 2002	1,000
January 1, 2003	1,000
January 1, 2004	1,000
January 1, 2005	1,000
January 1, 2006	1,000
January 1, 2007	1,000
January 1, 2008	1,500
January 1, 2009	1,500
January 1, 2010	1,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $41,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $41,000 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 18 décembre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 220, boulevard Saint-Gérard, Bélair, comté de Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bélair (Comté de Portneuf), ce 21 novembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE GRENIER.

Hôtel de ville,
220, boulevard Saint-Gérard,
Bélair, Comté de Portneuf, P.Q.
Téléphone: 842-7184, code 418. 31983-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou
Comté de Lafontaine

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Pilon, secrétaire-trésorier, 6311, avenue Merriam, ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q., jusqu'à 5 heures 30 du soir, mercredi, le 17 décembre 1969, pour l'achat de $717,500 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, comté de Lafontaine, datées du 1er janvier 1970 et remboursables par séries du 1er janvier 1971 au 1er janvier 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8%, ni supérieur à 9%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées du: 18 juin 1969 — $245,000 — achat de terrains; 5 août 1969 — $472,500 — achat de terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1970.

Tableau d'amortissement — $717,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1971	$14,500
1er janvier 1972	16,500
1er janvier 1973	18,000
1er janvier 1974	18,500
1er janvier 1975	21,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $41,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than $41,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, December 18, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 220 Saint-Gérard Boulevard, Bélair, county of Portneuf, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bélair (County of Portneuf), November 21, 1969.

CLAUDE GRENIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
220 Saint-Gérard Boulevard,
Bélair, County of Portneuf, P.Q.
Telephone: 842-7184, code 418. 31983

The School Commissioners for the Municipality of Anjou
County of Lafontaine

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Pilon, Secretary-Treasurer, 6311 Merriam Avenue, town of Anjou, county of Lafontaine, P.Q., until 5:30 o'clock p.m., Wednesday, December 17, 1969, for the purchase of an issue of $717,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of the town of Anjou, county of Lafontaine, dated January 1, 1970 and redeemable serially from January 1, 1971 to January 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8%, nor more than 9%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolutions dated: June 18, 1969 — $245,000 — purchase of lands; August 5, 1969 — $472,500 — purchase of lands.

For adjudication only, interest will be calculated as from January 1, 1970.

Table of redemption — $717,500 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1971	$14,500
January 1, 1972	16,500
January 1, 1973	18,000
January 1, 1974	18,500
January 1, 1975	21,000

1er janvier 1976	$22,500
1er janvier 1977	24,500
1er janvier 1978	26,000
1er janvier 1979	28,500
1er janvier 1980	30,500
1er janvier 1981	33,500
1er janvier 1982	36,500
1er janvier 1983	39,500
1er janvier 1984	42,500
1er janvier 1985	47,000
1er janvier 1986	50,000
1er janvier 1987	54,500
1er janvier 1988	59,500
1er janvier 1989	64,000
1er janvier 1990	70,000

La commission scolaire de la ville d'Anjou se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), a demandé au ministre de l'Éducation d'effectuer, à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis; le ministre des Finances a accepté, à même ce dépôt, d'acquitter le principal et les intérêts de cette émission d'obligations. Chacune des obligations de cette émission portera une inscription à cet effet.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $70,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Anjou.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $70,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $70,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

January 1, 1976	$22,500
January 1, 1977	24,500
January 1, 1978	26,000
January 1, 1979	28,500
January 1, 1980	30,500
January 1, 1981	33,500
January 1, 1982	36,500
January 1, 1983	39,500
January 1, 1984	42,500
January 1, 1985	47,000
January 1, 1986	50,000
January 1, 1987	54,500
January 1, 1988	59,500
January 1, 1989	64,000
January 1, 1990	70,000

The school Corporation of the town of Anjou availing of Section 1 of the Act amend the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to on July 5, 1968), has requested the Minister of Education to effect, from the grants to be paid annually by him to the said school Board (inclusing those indicated above), the deposit in trust, in the hands of the Minister of Finance, of sums sufficient to pay entirely the principal and the interest of the present bond issue and of any renewal thereof, if required; the Minister of Finance has accepted, from this deposit, to pay the principal and the interest of this bond issue. Each bond of this issue shall bear an inscription to this effect.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial which the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $70,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Anjou.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $70,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than $70,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par on January 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 17 décembre 1969, à 5 heures 30 de l'après-midi, 6311, avenue Merriam, Ville d'Anjou, comté de Lafontaine, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Anjou (Comté de Lafontaine), ce 18 novembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL PILON.

6311, avenue Merriam,
Ville d'Anjou,
Comté de Lafontaine, P.Q.
Téléphone: 352-1260, code 514. 31982-o

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Giffard
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges-E. Girardin, secrétaire-trésorier, École Robert Giffard, 3301 boulevard Mgr Gauthier, Giffard, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 15 décembre 1969, pour l'achat de $144,500 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Giffard, comté de Chauveau, datées du 1er décembre 1969, et remboursables par séries du 1er décembre 1970 au 1er décembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8%, ni supérieur à 9%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée du 24 juillet 1959 — $144,500 — renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1969.

Tableau d'amortissement — $144,500 — 10 ans

Année	*Capital*
1er décembre 1970	$11,000
1er décembre 1971	11,500
1er décembre 1972	12,500
1er décembre 1973	13,000
1er décembre 1974	14,000
1er décembre 1975	14,500
1er décembre 1976	15,500
1er décembre 1977	16,500
1er décembre 1978	17,500
1er décembre 1979	18,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Giffard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, December 17, 1969, at 5:30 o'clock p.m., 6311 Merriam Avenue, town of Anjou, county of Lafontaine, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Anjou (County of Lafontaine), November 18, 1969.

JEAN-PAUL PILON,
Secretary-Treasurer.

6311 Merriam Avenue,
Town of Anjou,
County of Lafontaine, P.Q.
Telephone: 352-1260, code 514. 31982

School Commissioners for the Municipality of Giffard
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges-E. Girardin, Secretary-Treasurer, Robert Giffard School, 3301 Mgr Gauthier Boulevard, Giffard, county of Chauveau, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Monday, December 15, 1969, for the purchase of an issue of $144,500 of bonds for the School Commissioners for the municipality of Giffard, county of Chauveau, dated December 1, 1969 and redeemable serially from December 1, 1970 to December 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 8%, nor more than 9%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolution dated July 24, 1959 — $144,500 — renewal of a loan.

For adjudication only, interest shall be calculated as from December 1, 1969.

Table of redemption — $144,500 — 10 years

Year	*Capital*
December 1, 1970	$11,000
December 1, 1971	11,500
December 1, 1972	12,500
December 1, 1973	13,000
December 1, 1974	14,000
December 1, 1975	14,500
December 1, 1976	15,500
December 1, 1977	16,500
December 1, 1978	17,500
December 1, 1979	18,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds will not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Giffard.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 15 décembre, à 7.30 heures du soir, École Robert Giffard, 3301 boulevard Mgr Gauthier, Giffard, comté de Chauveau, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Giffard (Comté de Chauveau), ce 13 novembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES-E. GIRARDIN.

École Robert Giffard,
3301 boulevard Mgr Gauthier, Giffard,
Comté de Chauveau, P.Q.
Téléphone: 661-8461, code 418. 31985-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, December 15, at 7:30 o'clock, p.m., at Robert Giffard School, 3301 Mgr Gauthier Boulevard, Giffard, county of Chauveau, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Giffard (County of Chauveau), November 13, 1969.

GEORGES-E. GIRARDIN,
Secretary-Treasurer.

Robert Fiffard School,
3301 Mgr Gauthier Boulevard, Giffard,
County of Chauveau, P.Q.
Telephone: 661-8461, code 418. 31985

Village d'Ormstown
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Claude Marcil, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 81, rue Lambton, Ormstown, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 16 décembre 1969, pour l'achat de $169,500 d'obligations du village d'Ormstown, comté de Châteauguay, datée du 1er janvier 1970 et remboursables par séries du 1er janvier 1971 au 1er janvier 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8%, ni supérieur à 9%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos 72 — $14,500 — renouvellement d'emprunt; 82 — $155,000 — aqueduc, égouts, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1970.

Tableau d'amortissement — $169,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1971	$ 4,500
1er janvier 1972	5,000
1er janvier 1973	5,000
1er janvier 1974	5,500
1er janvier 1975	6,000
1er janvier 1976	6,000
1er janvier 1977	6,500
1er janvier 1978	7,000
1er janvier 1979	7,500
1er janvier 1980	8,000
1er janvier 1981	8,500
1er janvier 1982	9,000
1er janvier 1983	9,500
1er janvier 1984	10,500
1er janvier 1985	10,000
1er janvier 1986	10,500
1er janvier 1987	11,500
1er janvier 1988	12,000
1er janvier 1989	13,000
1er janvier 1990	14,000

Village of Ormstown
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Claude Marcil, Secretary-Treasurer, Town Hall, 81 Lambton Street, Ormstown, county of Châteauguay, P.Q., until 7:30 o'clock, p.m., Tuesday, December 16, 1969, for the purchase of an issue of $169,500 of bonds for the village of Ormstown, county of Châteauguay, dated January 1, 1970 and redeemable serially from January 1, 1971 to January 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8%, nor more than 9%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos: 72 — $14,500 — renewal of a loan; 82 — $155,000 — aqueduct, sewers, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1970.

Table of redemption — $169,500 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1971	$ 4,500
January 1, 1972	5,000
January 1, 1973	5,000
January 1, 1974	5,500
January 1, 1975	6,000
January 1, 1976	6,000
January 1, 1977	6,500
January 1, 1978	7,000
January 1, 1979	7,500
January 1, 1980	8,000
January 1, 1981	8,500
January 1, 1982	9,000
January 1, 1983	9,500
January 1, 1984	10,500
January 1, 1985	10,000
January 1, 1986	10,500
January 1, 1987	11,500
January 1, 1988	12,000
January 1, 1989	13,000
January 1, 1990	14,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $14,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ormstown.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $14,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $14,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 16 décembre 1969, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 81, rue Lambton, Ormstown, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ormstown (Comté de Châteauguay), ce 21 novembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-CLAUDE MARCIL.

Hôtel de ville, 81, rue Lambton,
Ormstown (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 829-2625, code 514. 31986-o

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year short-term bonds with the balance for 20-year fixed-term bonds or 10-year serial with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than $14,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ormstown.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $14,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than $14,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, December 16, 1969, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 81 Lambton Street, Ormstown, county of Châteauguay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ormstown (County of Châteauguay), November 21, 1969.

JEAN-CLAUDE MARCIL,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 81 Lambton Street,
Ormstown (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 829-2625, code 514. 31986

Paroisse de Saint-Eustache
Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçus par le soussigné Guy Prud'homme, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la corporation, 149, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle paroissiale de Saint-Eustache, rue Saint-Louis, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., mardi, le 16 décembre 1969, pour l'achat de $195,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er janvier 1970 et remboursables par séries du

Parish of Saint-Eustache
County of Two Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy Prud'homme, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Office of the Corporation, 149 St-Eustache Street, Saint-Eustache, county of Two Mountains, P.Q., and after at 8:00 o'clock p.m., of the Parochial Hall of Saint-Eustache, St. Louis Street, Saint-Eustache, county of Two Mountains, P.Q., Tuesday, December 16, 1969, for the purchase of an issue of $195,000 of bonds for the parish of Saint-Eustache, county of Two Mountains, dated January 1, 1970 and redeemable serially from January 1, 1971 to

1er janvier 1971 au 1er janvier 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8%, ni supérieur à 9%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: 256 — $41,000 — renouvellement d'emprunt; 347 — $107,000 — aqueduc, égouts; 349 — $47,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1970.

Tableau d'amortissement — $195,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1971	$ 4,500
1er janvier 1972	4,500
1er janvier 1973	5,000
1er janvier 1974	5,000
1er janvier 1975	5,000
1er janvier 1976	5,500
1er janvier 1977	5,500
1er janvier 1978	6,000
1er janvier 1979	6,500
1er janvier 1980	1,000
1er janvier 1981	1,500
1er janvier 1982	1,500
1er janvier 1983	1,500
1er janvier 1984	1,500
1er janvier 1985	1,500
1er janvier 1986	1,500
1er janvier 1987	2,000
1er janvier 1988	2,000
1er janvier 1989	2,000
1er janvier 1990	131,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $12,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er janvier 1990 au montant de $131,500 comprend un solde de $129,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er janvier 1991	$ 3,000
1er janvier 1992	3,000
1er janvier 1993	3,500
1er janvier 1994	3,500
1er janvier 1995	4,000
1er janvier 1996	4,000
1er janvier 1997	4,500
1er janvier 1998	5,000

January 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8%, nor more than 9%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-laws numbers: 256 — $41,000 — renewal of a loan; 347 — $107,000 — aqueduct, sewers; 349 — $47,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1970.

Table of redemption — $195,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1971	$ 4,500
January 1, 1972	4,500
January 1, 1973	5,000
January 1, 1974	5,000
January 1, 1975	5,000
January 1, 1976	5,500
January 1, 1977	5,500
January 1, 1978	6,000
January 1, 1979	6,500
January 1, 1980	1,000
January 1, 1981	1,500
January 1, 1982	1,500
January 1, 1983	1,500
January 1, 1984	1,500
January 1, 1985	1,500
January 1, 1986	1,500
January 1, 1987	2,000
January 1, 1988	2,000
January 1, 1989	2,000
January 1, 1990	131,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than $12,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The Janury 1, 1990 maturity in the amount of $131,500 includes a balance of $129,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
January 1, 1991	$ 3,000
January 1, 1992	3,000
January 1, 1993	3,500
January 1, 1994	3,500
January 1, 1995	4,000
January 1, 1996	4,000
January 1, 1997	4,500
January 1, 1998	5,000

1er janvier 1999	$ 5,500
1er janvier 2000	5,500
1er janvier 2001	6,000
1er janvier 2002	6,500
1er janvier 2003	7,000
1er janvier 2004	8,000
1er janvier 2005	8,000
1er janvier 2006	8,500
1er janvier 2007	9,500
1er janvier 2008	10,500
1er janvier 2009	11,500
1er janvier 2010	12,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $131,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $131,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 16 décembre 1969, à 8 heures du soir, Salle paroissiale de Saint-Eustache, rue Saint-Louis, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Eustache (Comté de Deux-Montagnes), ce 20 novembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
GUY PRUD'HOMME.

Bureau de la corporation,
149, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache,
Comté de Deux-Montagnes, P.Q.
Téléphone: 473-2452, code 514. 31987-o

January 1, 1999	$ 5,500
January 1, 2000	5,500
January 1, 2001	6,000
January 1, 2002	6,500
January 1, 2003	7,000
January 1, 2004	8,000
January 1, 2005	8,000
January 1, 2006	8,500
January 1, 2007	9,500
January 1, 2008	10,500
January 1, 2009	11,500
January 1, 2010	12,000

The successful tender agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $131,500. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $131,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, December 16, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Saint-Eustache Parochial Hall, Saint-Louis Street, Saint-Eustache, county of Two Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Eustache (County of Two Mountains), November 20, 1969.

GUY PRUD'HOMME,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
149 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache,
County of Two Mountains, P.Q.
Telephone: 473-2452, code 514. 31987

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Sainte-Foy
Comté de Louis-Hébert

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Robert Julien, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la commission scolaire, 1088, route de l'Église, Sainte-Foy, Québec 10, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École des Métiers, 1105, de la Vigerie, Sainte-Foy, Québec 10, P.Q., mardi, le 16 décembre 1969, pour l'achat de $594,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Foy, comté de Louis-Hébert, datées du 1er janvier 1970 et remboursables par séries du 1er janvier 1971 au 1er janvier 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8%, ni supérieur à 9%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute

School Commissioners for the Municipality of St. Foy
County of Louis-Hébert

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Robert Julien, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Office of the School Commission, 1088 de l'Église Route, St. Foy, Québec 10, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at École des Métiers, 1105 de la Vigerie, St. Foy, Québec 10, P.Q., Tuesday, December 16, 1969, for the purchase of an issue of $594,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St. Foy, county of Louis-Hébert, dated January 1, 1970 and redeemable serially from January 1, 1971 to January 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8%, nor more than 9%, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than

l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée du 13 mai 1969 — $594,000 — construction d'une école élémentaire dans la paroisse de Saint-Benoît Abbé.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1970.

Tableau d'amortissement — $594,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1971	x$49,000
1er janvier 1972	x 53,000
1er janvier 1973	x 58,000
1er janvier 1974	x 63,000
1er janvier 1975	x 68,000
1er janvier 1976	x 74,000
1er janvier 1977	9,000
1er janvier 1978	10,000
1er janvier 1979	11,000
1er janvier 1980	12,000
1er janvier 1981	13,000
1er janvier 1982	14,000
1er janvier 1983	15,000
1er janvier 1984	16,000
1er janvier 1985	17,000
1er janvier 1986	19,000
1er janvier 1987	21,000
1er janvier 1988	22,000
1er janvier 1989	24,000
1er janvier 1990	26,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $426,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de $71,000 chacun, de 1971 à 1976 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $26,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $26,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $26,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er

one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolution dated May 13, 1969 — $594,000 — construction of an elementary school in the parish of Saint-Benoît Abbé.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1970.

Table of redemption — $594,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1971	x$49,000
January 1, 1972	x 53,000
January 1, 1973	x 58,000
January 1, 1974	x 63,000
January 1, 1975	x 68,000
January 1, 1976	x 74,000
January 1, 1977	9,000
January 1, 1978	10,000
January 1, 1979	11,000
January 1, 1980	12,000
January 1, 1981	13,000
January 1, 1982	14,000
January 1, 1983	15,000
January 1, 1984	16,000
January 1, 1985	17,000
January 1, 1986	19,000
January 1, 1987	21,000
January 1, 1988	22,000
January 1, 1989	24,000
January 1, 1990	26,000

The letters "x" indicate the years during which annual instalments of a total issue of $426,000 granted by the Provincial Government and payable in 6 instalments of $71,000 each, from 1971 to 1976 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year short-term bonds with the balance for 20-year fixed-term bonds or 10-year serial with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $26,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tender agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Foy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $26,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than $26,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of

janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 16 décembre 1969, à 8 heures du soir, École des Métiers, 1105, de la Vigerie, Sainte-Foy, Québec 10, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Foy (Comté de Louis-Hébert), ce 19 novembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ROBERT JULIEN.

Bureau de la Commission scolaire,
1088, route de l'Église, Sainte-Foy,
Québec 10, P.Q.
Téléphone: 653-5201, code 418. 31988-o

Ville de Warwick

Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Wilfrid Mailhot, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Warwick, comté d'Arthabaska, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 15 décembre 1969, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la ville de Warwick, comté d'Arbaska, datées du 1er janvier 1970 et remboursables par séries du 1er janvier 1971 au 1er janvier 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8%, ni supérieur à 9%, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: 395 — $25,000 — aqueduc, égouts, voirie; 396 — $45,000 — acquisition de bâtisses pour fins récréatives; 400 — $130,000 — centre récréatif.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculer du 1er janvier 1970.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1971	$ 4,000
1er janvier 1972	4,500
1er janvier 1973	4,500
1er janvier 1974	5,000
1er janvier 1975	6,000
1er janvier 1976	6,500
1er janvier 1977	7,000
1er janvier 1978	7,500
1er janvier 1979	8,000
1er janvier 1980	8,500
1er janvier 1981	9,000
1er janvier 1982	10,500
1er janvier 1983	11,000
1er janvier 1984	12,000
1er janvier 1985	13,000
1er janvier 1986	14,000
1er janvier 1987	15,500
1er janvier 1988	16,500
1er janvier 1989	17,500
1er janvier 1990	19,500

each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, December 16, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at des Métiers School, 1105 de la Vigerie, St. Foy, Québec 10, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Foy (County of Louis-Hébert), November 19, 1969.

ROBERT JULIEN,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
1088 de l'Église Route,
St. Foy, Québec 10, P.Q.
Telephone: 653-5201, code 418. 31988

Town of Warwick

County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Wilfrid Mailhot, Secretary-Treasurer, Town Hall, Warwick, county of Arthabaska, P.Q., until 8:00 o'clock, in the evening, Monday, December 15, 1969, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds of the town of Warwick, county of Arthabaska, dated January 1, 1970 and redeemable serially from January 1, 1971 to January 1, 1990 inclusively, with interest at a rate of not less than 8%, nor more than 9%, payable semi-annually on January 1st and July 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption of the present notice.

By-laws number: 395 — $25,000 — aqueduct, sewers, roads; 396 — $45,000 — purchase of buildings for recreational purposes; 400 — $130,000 — recreational centre.

For adjudication only, interest shall be calculated as from January 1, 1970.

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1971	$ 4,000
January 1, 1972	4,500
January 1, 1973	4,500
January 1, 1974	5,000
January 1, 1975	6,000
January 1, 1976	6,500
January 1, 1977	7,000
January 1, 1978	7,500
January 1, 1979	8,000
January 1, 1980	8,500
January 1, 1981	9,000
January 1, 1982	10,500
January 1, 1983	11,000
January 1, 1984	12,000
January 1, 1985	13,000
January 1, 1986	14,000
January 1, 1987	15,500
January 1, 1988	16,500
January 1, 1989	17,500
January 1, 1990	19,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $19,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Warwick.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la prodédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $19,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $19,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er janvier de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 15 décembre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Warwick, comté d'Arthabaska, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Warwick (Comté d'Arthabaska), ce 14 novembre, 1969.

Le secrétaire-trésorier,
WILFRID MAILHOT.

Hôtel de Ville, Warwick,
Comté d'Arthabaska, P.Q.
Téléphone: 358-2323, code 819. 31989-o

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that the latter part be for an amount not less than $19,500, and if greater than this latter amount, the said part must comprise one only or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Warwick.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $19,500. However, should they be issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $19,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on January 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, December 15, 1969, at 8:00 o'clock, in the evening, Town Hall, Warwick, county of Arthabaska, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Warwick (County of Arthabaska), November 14, 1969.

WILFRID MAILHOT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Warwick,
County of Arthabaska, P.Q.
Telephone: 358-2323, code 819. 31989

Ministère des Affaires municipales

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Lettres patentes

ATTENDU QUE chacun des conseils municipaux du village de Saint-André et de la municipalité de Saint-André, comté de Roberval, a adopté, à la majorité absolue de ses membres, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité sous l'autorité de la Loi de la fusion volontaire des municipalités;

ATTENDU QUE les publications requises par l'article 6 de la loi précitée ont été faites;

ATTENDU QU'un exemplaire de la requête conjointe, en date du 8 juillet 1969, a été transmis au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale de Québec;

ATTENDU QU'aucune demande d'enquête n'a été faite à la Commission municipale de Québec et que cette dernière n'a pas tenu d'audition publique;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3215, en date du 22 octobre 1969, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que des lettres patentes soient octroyées, fusionnant le village de Saint-André et la municipalité de Saint-André, comté de Roberval, et créant une nouvelle municipalité de village sous le nom de « village de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « village de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean »;

2. Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère des terres et forêts le 30 septembre 1969, cette description apparaît dans la première annexe du décret ci-haut mentionné;

3. Les dépenses occasionnées pour la fusion seront payées par la nouvelle municipalité;

4. Les dettes contractées par chacune des municipalités actuelles resteront à la charge des contribuables de chacune de ces municipalités;

5. L'entretien des chemins d'hiver sera payable par fonds général de la nouvelle municipalité;

6. Les dépenses pour le financement et l'entretien des services d'aqueduc et d'égout seront à la charge des contribuables bénéficiant de ces services;

7. Les biens meubles et immeubles appartenant à chacune des corporations actuelles deviendront la propriété de la nouvelle municipalité;

8. L'éclairage des rues sera à la charge de tous les contribuables;

9. Le surplus budgétaire de la corporation de Saint-André (sans désignation), au moment de l'entrée en vigueur de la fusion, sera rendu aux propriétaires d'immeubles inscrits au rôle d'évaluation de cette municipalité à la date de l'entrée en vigueur de la fusion et suivant l'évaluation en vigueur à ce moment-là. Le remboursement sera échelonné sur une période de cinq (5) ans à compter de la première année fiscale après la fusion à raison de 1/5 du surplus accumulé par année. La corporation de la nouvelle municipalité retiendra, du montant dû à chaque contribuable, les taxes exigibles de ce contribuable;

10. La nouvelle municipalité sera régie par le Code municipal;

Letters Patent

Whereas each of the municipal Councils of the Village of Saint-André and of the Municipality of Saint-André, County of Roberval, adopted, by the absolute majority of its members, a by-law authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council asking him to grant letters patent amalgamating the said municipalities and creating a new municipality under the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act:

Whereas the publications required by section 6 of the aforementioned Act have been made;

WHEREAS a copy of the joint petition, dated July 8, 1969, was sent to the Minister of Municipal Affairs and to the Québec Municipal Commission;

WHEREAS no request for an inquiry was made to the Québec Municipal Commission and that the latter held no public hearing;

Whereas it is expedient that the joint petition be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing Number 3215, dated October 22, 1969, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that letters patent be granted, amalgamating the Village of Saint-André and the Municipality of Saint-André, County of Roberval, and creating a new village municipality under the name of "village de Saint-André-du-Lac-Saint-Jean", on the conditions mentioned in the joint petition.

These conditions are as follows:

1. The name of the new municipality is "village de Saint-André-du-Lac Saint-Jean";

2. The territory of the new municipality is that which was described officially by the Department of Lands and Forests on September 30, 1969, said description to be found in the first appendix to the abovementioned decree;

3. The costs incurred by the amalgamation will be paid by the new municipality;

4. The debts contracted by each of the present municipalities shall be paid by the taxpayers of each of the said municipalities;

5. The winter road maintenance shall be paid from the general fund of the new municipality;

6. Costs incurred for financing and maintaining aqueduct and sewer services shall be paid by the taxpayers using them;

7. The movables and immovables belonging to each of the present corporations shall become the property of the new municipality;

8. Street lighting shall be payable by all taxpayers;

9. The financial surplus of the Corporation of Saint-André (without designation) from and after the coming into force of the amalgamation shall return to the proprietors of immovables listed on the valuation role of the said municipality at the date of the coming into force of the amalgamation and be based on the valuation in force at that time. Reimbursement will be spread out on a period of five (5) years, as from the first fiscal year following the amalgamation, at the rate of one fifth of the surplus accumulated each year. The corporation of the new municipality shall deduct fromthe amount due to a taxpayer the taxes dues by that same taxpaye.:.

10. The new municipality shall be governed by the Municipal Code;

11. Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé d'un maire, soit monsieur Paul-Armand Tremblay, et de six (6) conseillers désignés comme suit:

Siège no 1: Fernand Duchesne;
Siège no 2: Clément Desbiens;
Siège no 3: Benoit Brassard;
Siège no 4: Oscar Noël;
Siège no 5: Claude Gagné;
Siège no 6: Roger Gagné.

Au cas d'incapacité d'agir pour l'une quelconque de ces personnes désignées, la vacance sera remplie conformément à la loi;

12. Jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, le conseil de la nouvelle municipalité tiendra ses séances au lieu actuel des séances du conseil du village de Saint-André, la première séance régulière devant avoir lieu le samedi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes, sinon à toute autre date déterminée par le ministre des Affaires municipales;

13. La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1970 et les élections générales subséquentes le premier dimanche de novembre de chaque année. La durée du mandat des membres du conseil sera de deux (2) ans. Les sièges des conseillers sont numérotés de un (1) à six (6);

14. Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité du village de Saint-André.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi de la fusion volontaire des municipalités.

Le sous-ministre des affaires municipales,
31990-o RICHARD BEAULIEU.

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193),

11. Until the first general election, the interim Council shall consist of a Mayor, thati s Mr. Paul-Armand Tremblay, and six (6) aldermen designated as follows:

Seat No. 1: Fernand Duchesne;
Seat No. 2: Clément Desbiens;
Seat No. 3: Benoit Brassard;
Seat No. 4: Oscar Noël;
Seat No. 5: Claude Gagné;
Seat No. 6: Roger Gagné.

Should one of the persons named above become incapacited, the vacancy shall be filled according to the law;

12. Until a decision is made to the contrary, the meetings of the Council of the new municipalities shall be held at the present meeting place of the Council of the Village de Saint-André, the first regular meeting to be held on the Saturday following the coming into force of the letters patent, or at any other date fixed by the Minister of Municipal Affairs;

13. The first general election shall be held on the first Sunday of November 1970 and subsequent general elections shall be held on the first Sunday of November, each year. The term of office of council members will be two (2) years. The seats of the aldermen shall be numbered from one (1) to six (6);

14. The Secretary-Treasurer of the former municipality of the Village of Saint-André shall become the Secretary-Treasurer of the new municipality.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelth day of November in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the issuing of the letters patent hereabove is given in conformity with section 13 of the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act.

RICHARD BEAULIEU,
31990 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) enacts

édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la cité de Pierrefonds, par sa requête en date du 11 août 1969, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur, à l'effet de modifier sa charte en changeant la version française de son nom corporatif « cité de Pierrefonds » en celui de « ville de Pierrefonds »; en rescindant les articles 31 et 34 de sa charte (chapitre 110 des lois de 1958-59) pour les remplacer par les articles 372 et 485 de la Loi des cités et villes; et en retranchant de sa charte les articles 21, 22 et 47;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3213, en date du 22 octobre 1969, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Pierrefonds, en date du 11 août 1969, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, que soit changée la version française de son nom corporatif « cité de Pierrefonds » en celui de « ville de Pierrefonds »; que soient rescindés les articles 31 et 34 de sa charte (chapitre 110 des lois de 1958-59) pour les remplacer par les articles 372 et 485 de la Loi des cités et villes; que soient retranchés de sa charte les articles 21, 22 et 47.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour de novembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

Les présentes lettres patentes entreront en vigueur lors de la date de publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le sous-ministre des affaires municipales,
31990-o RICHARD BEAULIEU.

WHEREAS the Council of the City of Pierrefonds, by its petition dated August 11, 1969, requests that letters patent be issued in its favour, amending its charter by changing the French version of its corporate name, "cité de Pierrefonds" to "ville de Pierrefonds"; by rescinding sections 31 and 34 of its charter (chapter 110 of the Acts of 1958-59) and replacing them by sections 372 and 485 of the Cities and Towns Act; and by striking from its charter sections 21, 22 and 47;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3213, dated October 22, 1969, We accede to the petition of the Council of the city of Pierrefonds, dated August 11, 1969, and We declare and order, by these letters patent which shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the French version of its corporate name, "cité de Pierrefonds", be changed to "ville de Pierrefonds"; that sections 31 and 34 of its charter (chapter 110 of the Acts of 1958-59) be rescinded and replaced by sections 372 and 485 of the Cities and Towns Act; that sections 21, 22 and 47 be struck from its charter.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirteenth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate-Assistant Secretary of the Province.

These letters patent shall come into force on the date of publication in the *Québec Official Gazette.*

RICHARD BEAULIEU,
31990 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 6 octobre 1969, par le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, comté de Napierville-Laprairie, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 20 novembre 1969, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-

Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution passed on October 6, 1969, by the municipal Council of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, county of Napierville-Laprairie, and pursuant to the provisions of section 130 of the municipal Code, he has decreed, on November 20, 1969, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, county of Napier-

Laprairie, comté de Napierville-Laprairie, sauf celles requises dans la *Gazette officielle du Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 20 novembre 1969.

Le sous-ministre des affaires municipales,

31976-o RICHARD BEAULIEU.

Saint-Léandre

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 3 novembre 1969, par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Léandre, comté de Matane, et conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 20 novembre 1969, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de Saint-Léandre, comté de Matane, sauf celles requises dans la *Gazette officielle du Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal.

Québec, le 20 novembre 1969,

Le sous-ministre des affaires municipales,

31976-o RICHARD BEAULIEU.

ville-Laprairie, save those required in the *Québec Official Gazette*, shall be made, henceforth, in the French language only.

This notice is published pursuant to section 131 of the municipal Code.

Québec, November 20, 1969.

RICHARD BEAULIEU,

31976 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Saint-Léandre

The undersigned gives notice that such as requested in a resolution adopted on November 3, 1969, by the municipal council of the parish of Saint-Léandre, county of Matane, and in conformity with section 130 of the Municipal Code, he has decreed, on November 20, 1969, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of Saint-Léandre, county of Matane, save those required in the *Québec Official Gazette*, will be, in the future, in the French language only.

The present notice is published pursuant to section 130 of the Municipal Code.

Québec, November 20, 1969.

RICHARD BEAULIEU,

31976 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 714. ROMA MALOUIN *vs* JEAN - PAUL BERNIER.

« Une ferme avec les bâtisses y érigées et les autres améliorations, connues et désignées au cadastre officiel du canton de Stukely, comté de Shefford, dit district de Bedford, comme étant le lot numéro six cent dix (610) comprenant soixante-dix-huit acres (78) de superficie plus ou moins. Sauf et à distraire la partie d'icelle vendue au ministère de la Voirie de la province de Québec par ordre du vendeur, M. Ferdinand Campagne, en vertu d'un acte passé devant Me Antonio Grandpré, notaire, le septième jour de juillet 1954, dûment enregistré dans le comté de Shefford, au bureau d'enregistrement, sous le numéro 138364. Ladite partie de lot comprenant deux mille trois cent soixante-dix-huit pieds carrés de superficie, c'est-à-dire 0.055 acres. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Shefford, à Waterloo, district de Bedford, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JANVIER mil neuf cent soixante-dix, à TROIS heures de l'après-midi.

Cowansville, le 20 novembre 1969.

Le shérif,

31991 ANTONIN BOURASSA.

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 765,122. DOCTEUR PIERRE THEOCHARIDES *contre* JAMES R. MCWILLIAM & UXOR.

« Un emplacement faisant front sur le chemin public, connu comme étant la route rurale 1,

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Superior Court, No. 714. ROMA MALOUIN, *vs* JEAN - PAUL BERNIER.

"A farm with the buildings thereon erected and other improvements thereon known and designated upon the official cadastre of the township of Stukely, county of Shefford said district of Bedford as being the lot number six hundred and ten (610) containing seventy-eight acres (78) in superficies more or less. Save and except the part thereof sold to the Province of Québec Roads Department by the order of the vendor, Mr Ferdinand Campagna by deed executed before Me Antonio Grandpré, notary, on the seventh day of July, 1954, duly registered in Shefford County, registry office, under number 138364. Said part of lot containing two thousand three hundred seventy-eight square feet in superficies that is to say 0.055 acres."

To be sold at the Shefford Registry Office, at Waterloo, district of Bedford, WEDNESDAY, the SEVENTH day of JANUARY, one thousand, nine hundred and seventy, at THREE o'clock in the afternoon.

Cowansville, November 20, 1969.

ANTONIN BOURASSA,

31991-o *Sheriff.*

Canada — Province of Québec
District of Bedford

Superior Court, No. 765 122. DOCTOR PIERRE THEOCHARIDES *versus* JAMES R. MCWILLIAM & UXOR.

"An emplacement fronting on the public road known as R.R. 1, Sutton Junction, county of

jonction Sutton, comté de Brome, Québec, constitué par une partie du lot originaire numéro quatorze cent soixante-dix-huit (p. 1478) au cadastre officiel du canton de Sutton, de forme irrégulière, mesurant cinq cent quatre-vingt-cinq pieds de largeur de front à l'ouest, le long dudit chemin public, six cent vingt-cinq pieds et cent quatre-vingt-deux pieds et six dixièmes de pieds de profondeur sur ses lignes latérales nord et nord-est, cent neuf pieds et trois dixièmes de pied et six cent trois pieds de largeur sur ses lignes arrières est et sud-est et six cent cinquante et un pieds et neuf dixièmes de pied de profondeur sur sa ligne latérale sud-ouest, formant une superficie de 473,374.5 pieds carrés ou 10.86 acres, mesure anglaise et plus ou moins, ledit morceau de terrain étant borné en avant, à l'ouest par le chemin public, à l'arrière et sur tous ses autres côtés par le résidu dudit lot numéro 1478, le tout tel qu'il apparait sur le plan numéro 1576 préparé par Léo Desrochers, arpenteur, sur ses minutes 8738 en date du 16 juillet 1968, le coin nord-ouest dudit emplacement étant situé à une distance d'à peu près huit cent douze pieds, le long dudit chemin public, à partir de la ligne de division entre ledit lot numéro 1478 et le lot numéro 1477. »

Ladite propriété telle qu'elle existe présentement, avec tous les droits, membres et appartenances, bâtisses, constructions et améliorations, sans exception ni réserve de la part du débiteur. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Brome, à Knowlton, district de Bedford, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de JANVIER, mil neuf cent soixante-dix, à TROIS heures de l'après-midi.

Cowansville, le 20 décembre 1969.

Le shérif,
ANTONIN BOURASSA.

31992

Brome, P.Q., formed of a part of the original lot number fourteen hundred and seventy-eight (Pt. 1478) upon the official cadastre of the township of Sutton, of irregular figure, measuring five hundred and eighty-five fieet in width in front to the west along said public road, six hundred twenty-five feet and one hundred eighty-two feet and six tenths of a foot in depth in its north and northeast lateral lines, one hundred and nine feet and three tenths of a foot and six hundred and three feet in width in its east and southeast rear lines and six hundred fifty-one feet and nine tenths of a foot in depth in its southwest, lateral line, forming an area of 473,374.5 square feet or 10.86 acres, English measure and more or less, said piece of land being bounded in front to the west by the public road, in rear and on all other sides by the remainder of the said lot No. 1478, the whole as shown on the plan No 1576 prepared by Léo Desrochers, Q.L.S., under his minute 8738 dated July 16, 1968, the northwest corner of the said emplacement being situate at a distance approximately eight hundred and twelve feet, along the said public road, from the division line between the said lot No. 1478 and lot No. 1477."

"As the said property now subsists, with all its rights, members and appurtenances, buildings, constructions and improvements, without exception nor reserve on the part of the Debtor.

To be sold at the Brome Registry Office, at Knowlton, district of Bedford, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and seventy, at THREE o'clock in the afternoon.

Cowansville, November 20, 1969.

ANTONIN BOURASSA,
Sheriff.

31992-o

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province de Québec

District de Hauterive

Cour Provinciale, No 11,149. GASTON HÉBERT, avocat, domicilié et résidant à Hauterive, district de Hauterive, demandeur, *vs* MARCEL GIRARD, domicilié et résidant à Rivière Portneuf, district de Hauterive, défendeur.

« Étant le lot 42 de l'arpentage primitif; borné au nord-est par le lot 43, au sud-est par le chemin public; au sud-ouest par le lot 41; au nord-ouest par le lot 38; mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur; contenant en superficie sept mille cinq cents pieds carrés M.A. (7,500′). »

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la première division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, MARDI, le TRENTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, 1969 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
SYLVIO TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Baie Comeau, le 18 novembre 1969. 31993-o

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province of Québec

District of Hauterive

Provincial Court, No. 11,149. GASTON HÉBERT, advocate, domiciled and residing at Hauterive, district of Hauterive, plaintiff, *vs* MARCEL GIRARD, domiciled and residing at Rivière Portneuf, district of Hauterive, defendant.

"Being lot 42 of the original surveying, bounded on the northeast by lot 43, on the southeast by the public road, on the southwest by lot 41, on the northwest by lot 38, measuring seventy-five feet (75′) in width by one hundred feet (100′) in depth, and having an area of seven thousand five hundred square feet, E.M. (7,500 sq. ft)."

To be sold in the office of the registrar for the first registration division of the county of Saguenay, in the Court House at Baie Comeau, on TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of DECEMBER, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

SYLVIO TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau, November 18, 1969. 31993

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 23,928. } JOHN O'LENDER, cultivateur, domicilié et résidant en la paroisse de St-Charles Borromée, district de Joliette, demandeur, *vs* CLAUDE CLOUTIER, résidant en les cité et district de Joliette, défendeur, et, LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Joliette, de Joliette, district de Joliette, mis en cause.

« Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois cent treize (P. 313) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Charles Borromée, division d'enregistrement de Joliette, mesurant cent soixante pieds (160′) de largeur sur le Rang double par deux cents pieds de profondeur (200′), mesure anglaise et bornée comme suit: en front, par le chemin du Rang Double, en profondeur et des deux côtés par autres parties du même lot appartenant au vendeur.

Avec une maison y érigée.

La ligne nord de l'emplacement présentement acquis, est à trois cent quatre-vingt-sept pieds (387′) du chemin du Rang Visitation. »

Ces biens immeubles à être vendus, JEUDI, le QUINZIÈME jour de JANVIER 1970, à ONZE heures de l'avant-midi à la division d'enregistrement de Joliette, sise au 591 rue Notre-Dame à Joliette, comté et district de Joliette.

Le shérif,
CHRISTIAN ROY.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 21 novembre 1969. 31994-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Joliette

Superior Court, No. 23,928. } JOHN O'LENDER, farmer, domiciled and residing in the parish of St-Charles Borromée, district of Joliette, plaintiff, *vs* CLAUDE CLOUTIER, residing in the city and district of Joliette, defendant, and THE REGISTRAR for the registration division of Joliette, of Joliette, district of Joliette, mis en cause.

"An emplacement known and designated as being a part of lot number three hundred and thirteen (P. 313) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Charles Borromée, registration division of Joliette, measuring one hundred and sixty feet (160′) in width on Double Range by two hundred feet (200′) in depth, English measure, and bounded as follows: in front by the road of Double Range, in depth and on the two sides by other parts of the same lot belonging to the vendor.

With a house erected thereon.

The north line of the presently acquired emplacement is situated at three hundred and eighty-seven feet (387′) from the road of Visitation Range."

These immovables are to be sold on THURSDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY, 1970, at ELEVEN o'clock in the forenoon in the registration division of Joliette, situated at 591 Notre-Dame Street, Joliette, county and district of Joliette.

CHRISTIAN ROY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, November 21, 1969. 31994

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure No 152-634. } SEABORD FINANCE COMPANY OF CANADA LIMITED, corps politique légalement constitué ayant une place d'affaires à 411, rue Dorchester, Québec, *contre* LIONEL W. VALIQUETTE, 11, rue Castonguay, Neufchatel, district de Québec.

« Le lot numéro 478 subdivision 84 du cadastre officiel de la paroisse de la Jeune Lorette et borné comme suit: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 478-85, au sud-est par le lot 478-77 (rue), au sud-ouest par le lot 478-83, au nord-ouest par les lots 478-90 et 478-91; mesurant cent quinze pieds et cinq dixièmes (115.5′) au nord-est, soixante-cinq pieds et deux dixièmes (65.2′) au sud-ouest et au nord-ouest, cent quatorze pieds et trois dixièmes (114.3′) au sud-ouest; contenant en superficie sept mille quatre cent quatre-vingt-cinq pieds carrés (7,485′), le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, ce TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 25 novembre 1969. 31995-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 152-634. } SEABORD FINANCE COMPANY OF CANADA LIMITED, body politic legally incorporated, having a place of business at 411 Dorchester Street, Québec, *versus* LIONEL W. VALIQUETTE, 11 Castonguay Street, Neufchatel, district of Québec.

"Lot number 478, subdivision 84, on the official cadastre of the parish of Jeune Lorette, and bounded as follows: of irregular shape, bounded on the northeast by lot 478-85, on the southeast by lot 478-77 (street), on the southwest by lot 478-83, on the northwest by lots 478-90 and 478-91, measuring one hundred and fifteen and five-tenths feet (115.5′) on the northeast, sixty-five and two-tenths feet (65.2′) on the southwest and northwest, one hundred and fourteen and three-tenths feet (114.3′) on the southwest, having an area of seven thousand four hundred and eighty-five square feet (7,485 sq. ft.), the whole with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the Québec registry office, in Québec, the THIRTIETH day of DECEMBER, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, November 25, 1969. 31995

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 777 693. { DAME ROSE LEIBOVITCH, fille majeure, de la cité de Côte Saint-Luc,

district de Montréal et y résidant à 4905, Côte Saint-Luc, app. 301, demanderesse, *vs* JAMES L. KERR, surveillant, de la ville et du district de Montréal, et y résidant à 1790, de Salaberry, app. 204, défendeur.

La propriété immobilière suivante sur laquelle la demanderesse détient une hypothèque.

« Un emplacement situé dans la municipalité de Morin Heights, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro onze de la subdivision du lot originaire numéro quarante (P. 40-11), rang 11, au cadastre du canton de Morin; borné comme suit:

Vers le sud-est par le chemin du Domaine de Rock Cliff, qui est une partie du lot No 40-11, vers le sud-ouest par une partie du lot No 40-11, rang 11, vers le nord-ouest par une partie du lot No 40-11, rang 11.

Mesurant cent pieds (100′) sur ses quatre lignes et comprenant une superficie de dix mille pieds carrés, mesure anglaise.

Il existe une croix rouge sur une roche, au coin sud dudit emplacement.

Avec la maison de bois d'un étage et demi, érigée sur ledit emplacement, et comprenant une fondation faite de blocs de ciment. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement comté d'Argenteuil situé à 430, rue Grâce, Lachute, MERCREDI, le SEPTIÈME jour de JANVIER 1970 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 20 novembre 1969. 31996

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 777 693. { DAME ROSE LEIBOVITCH, fille majeure of the city of Côte St-Luc,

district of Montreal and therein residing at 4905 Côte St-Luc Road, Apt. 301, plaintiff, *vs* JAMES L. KERR, supervisor, of the city and district of Montreal and therein residing at 1790 de Salaberry, Apt. 204, defendant.

The following immovable on which plaintiff has a hypothecary.

"An emplacement situated in the municipality of Morin Heights, known and designated as being a part of lot number eleven of the subdivision of the original lot number forty (P. 40-11), Range 11, upon the cadastre made for the township of Morin; bounded as follows:

Towards the southeast by the Rock Cliff Estate Road, being part of lot No. 40-11, towards the southwest by part of lot No 40-11, range 11, towards the northwest by part of lot No. 40-11, range 11.

Measuring one hundred feet (100′) in its four lines and containing an area of ten thousand square feet, English measure.

There is a red cross on a rock at the south angle of this said emplacement.

With the one and one-half storey wooden house erected on the said emplacement with concrete block foundation."

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, situated at 430 Grâce Street, Lachute, WEDNESDAY, the SEVENTH day of JANUARY, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
- Saint-Jérôme, November 20, 1969. 31996-o

Ventes pour taxes

Cité de Laflèche

Avis public est, par les présentes donné, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Laflèche, MARDI, le SEIZIÈME jour de DÉCEMBRE, 1969, à DIX heures de l'avant-midi, heure normale, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquement encourus, à moins que les taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1968 et des années antérieures et les taxes scolaires au 30 juin 1968 auront été payées avant le moment de la vente.

Tous les immeubles vendus sont sujets au droit de retrait d'un an.

(Cette liste d'immeubles est affichée au Bureau Central de l'Hôtel de Ville de Laflèche.)

Lesdits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil dans les limites de la Cité de Laflèche.

Sales for Taxes

City of Laflèche

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the Town Hall of Laflèche, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER 1969, at TEN o'clock, in the forenoon, standard time to satisfy the payment of the municipal and school taxes, with interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables on which municipal taxes so general as special, for the year 1968 and previous years and school taxes up to June 30, 1968 shall have been paid prior to the sale.

All the immovables sold are subject to the one-year right of redemption.

(That list is posted in the City Hall main-office at Laflèche.)

The said lots and parts of lots are of the official cadastre of the parish of St. Antoine de Longueuil, within the limits of the City of Laflèche.

Noms des propriétaires et adresses Names of proprietors and addresses	Description de l'immeuble Description of immovable
Corporation de Crédit Richelieu, 247 Avenue Victoria, Longueuil, P.Q.	
Une partie du lot originaire numéro 120, de figure triangulaire mesurant 120 pieds de front sur 85 pieds de profondeur, et borné d'un côté par partie du lot 204, d'un autre côté par partie du lot 119-1 et de l'autre côté par le résidu dudit lot 120, propriété de la Province de Québec.	A part of lot original number 120 of triangular figure, measuring 120 feet in width by a depth of 85 feet, and bounded on one side by part of lot 304, on one side by part of lot 119-1 and on the other side by the residue of said lot 120, property of the Province of Québec.
Mme-Mrs. G. Charron Beaudry (Landry), 2773 Mackay, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	151-94, 149-74.
M.-Mr. Antonio Desmarais, 2967 Grande-Allée, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	
199-100, 101, 102, à déduire desdits lots les parties vendues à la Cité de Laflèche en vertu de l'acte enregistré sous le numéro 208406.	199-100, 101, 102, to be deducted from said lots, the parts sold to the City of Laflèche per deed registered under number 208406.
M.-Mr. Roland Dupuis, 1945 Bonaparte, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	199-155, 156.
M.-Mr. Francis Edward Bogan, 1918 Bonaparte, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	200-21, 20.
Mme-Mrs. Jacqueline Patenaude, 1826 Blvd Édouard, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	203-125, 124.
Mme-Mrs. Fevronija Dikmanis, 1607 Albert, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	204-142.
M.-Mr. Sylvio Dulmaine, 1231 Albert, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	204-190.
Mme-Mrs. J. Turcot Dubois, 1903 Georges, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	204-300.
M.-Mr. Maurice Chartrand, 1847 Georges, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	204-307.
M.-Mr. René Lemieux, 24 Montée St-Hubert, St-Hubert, P.Q.	204-370.
M.-Mr. René Lemieux, 24 Montée St-Hubert, St-Hubert, P.Q.	204-371.
Corporation de Crédit Rive-Sud, 89 ouest St-Charles West, Longueuil, P.Q.	204-422.
Corporation de Crédit Rive-Sud, 89 ouest St-Charles West, Longueuil, P.Q.	204-423.
M.-Mr. Claude Gervais, 1472 Laurier, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	204-427.
M.-Mr. Joseph Soucy, 1423 Laurier, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	204-554.
M.-Mr. Brien Garnett, 1807 Godin, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	205-31, 32.
M.-Mr. Brien Garnett, 1807 Godin, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	205-33, 34.
M.-Mr. Armand Simard, 1726 Godin, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	
La moitié nord des lots 205-54, 55 et 56, mesurant 50 pieds de largeur sur 81 pieds de profondeur et borné en front par la rue Godin, en profondeur par partie du lot 205-57. Au nord par le lot 205-59 et de l'autre côté par le résidu desdits lots 205-54, 55 et 56.	The north half of lots 205-54, 55 and 56, measuring 50 feet in width by 81 feet in depth and bounded: in front by Godin St., in depth by part of lot 205-57, to the north by lot 205-59 and on the other side by the residue of said lots.
M.-Mr. Dominico Sicari, 59, 41ième-st Avenue, Rivière-des-Prairies, P.Q.	205-292, 293.
M.-Mr. Achille Torre, 8112 Chabot, app. 6, Montréal, P.Q.	205-338, 339.
M.-Mr. Achille Torre, 8112 Chabot, app. 6, Montréal, P.Q.	205-340, 341.
M.-Mr. Smorong Joseph, 1415 Stratton, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	205-418, 419.
M.-Mr. Anatole Cherrier, 3587 Cartier, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	205-490, 491.
Ovila Lecompte a/s-c/o Laurier Lecompte, 1832 Godin, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	206-80.1.
M.-Mr. Enrico Nicole Morabito, 8385, 7e-th Avenue, St-Michel, P.Q.	206-105.
M.-Mr. Antonio Buffone, 1624 Nielsen, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	206-124.
Mme-Mrs. Ovila Rayle, Mme-Mrs. Joseph Rayle, 420 St-Thomas, Longueuil, P.Q.	206-127.
M.-Mr. G. Livornetti, M.-Mr. G. Rotella, 1477 De Gaulle, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	206-190.1, 189.2.
M.-Mr. G. Livornetti, M.-Mr. G. Rotella, 1477 De Gaulle, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	206-191, 190.2.
M.-Mr. René Lemieux, 24 Montée St-Hubert, St-Hubert, P.Q.	206-329.
M.-Mr. René Lemieux, 24 Montée St-Hubert, St-Hubert, P.Q.	206-330.
M.-Mr. René Lemieux, 24 Montée St-Hubert, St-Hubert, P.Q.	206-331.
Mme-Mrs. Margaret Zabransky, 13717 David, Pierrefonds, P.Q.	
Un emplacement composé du lot 206-346, d'une partie du lot 206-345, mesurant 12 pieds de largeur sur 120 pieds de profondeur et borné: au sud-est par la rue Nielsen: au sud-ouest par le résidu dudit lot 206-345; au nord-ouest par partie du lot 206-230 et au nord-est par le lot 206-346; et une partie du lot 206-347, mesurant 12 pieds de largeur sur 120 pieds de profondeur et borné: au sud-est par la rue Nielsen; au nord-ouest par le lot 206-228; au sud-ouest par le lot 206-346 et au nord-est par le lot 206-347.	An emplacement composed of lot number 206-346, a part of lot 206-345 measuring 12 feet in width by 120 feet in depth and bounded: to the southeast by Neilsen Street; to the southwest by the residue of said lot 206-345; to the northwest by part of lot 206-230 and to the northeast by lot 206-346. A part of lot 206-347, measuring 12 feet in width by 120 feet in depth and bounded to the southeast by Neilsen Street, to the northwest by lot 206-228, to the southwest by lot 206-346 and to the northeast by lot 206-347.
M.-Mr. Eugène Baski, 8920 Blvd St-Laurent, app. 1, Montréal, P.Q.	
Une partie du lot originaire numéro deux cent sept (207-Ptie) aux plan et livre de renvoi susdits de forme irrégulière, mesurant 50 pieds de largeur par une profondeur de 780 pieds et bornée comme suit: au nord-est par une partie des lots numéros 116 et 117, au nord-ouest par le lot 206, au sud-est par le lot 208 et au sud-ouest par le chemin de fer du C.N.R.	A part of original lot number 209, measuring 50 feet in width by a depth of 780 feet and bounded to the northeast by parts of lots 116 and 117, to the northwest by part of lot 206, to the southeast by part of lot 208, to the southwest by the C.N.R. Railroad.
M.-Mr. Rémi Huberdeau, 1791 De Gaulle, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	207-16.
M.-Mr. Anatole Hamel, 1744 Charles, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	207-95.
Sofopo Inc., 268 Blvd Churchill, Greenfield Park, P.Q.	207-98.
M.-Mr. Louis Nemeth, 8670 Stuart, app. 204, Montréal, P.Q.	207-367.
M.-Mr. Joseph Rozsnaky, 431 Brock North, Montréal, P.Q.	207-384.
Mme-Mrs. Etelka Kovacs, 4805, St-Kevin, app. 5, Montréal, P.Q.	207-401.
Pierre Villeneuve Inc., 1037 Fréchette, Longueuil, P.Q.	207-434.
Mme-Mrs. A. Becker Reiskind, 111 Duchastel, Outremont, Montréal, P.Q.	208-181, 182.
M.-Mr. Jack Reiskind, 111 Duchastel, Outremont, Montréal, P.Q.	208-183, 184 et-and 185.
Mme-Mrs. Adela Reiskind, 111 Duchastel, Outremont, Montréal, P.Q.	208-186.
M.-Mr. Claude Guénette, 1628 Montgomery, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	208-205, 204.
M.-Mr. Gilles Bienvenue, 1558 Montgomery, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	208-327, 328.
M.-Mr. Paul Boldiszar, R.R. 2, Ormstown	208-885.
Montreal Suburban Inv. Co. Ltd, Emgo Realty Corp., C.P.-P.O. Box 982, Montréal, P.Q.	208-894.
M.-Mr. André Jolicoeur, 1284 Montgomery, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	208-916.
M.-Mr. Pierre Villeneuve, 1037 Fréchette, Longueuil, P.Q.	208-931.
Mme-Mrs. Victoria Tampouris, 2976 S.W. 23 Terrace, Miami, Florida, U.S.A.	

Une partie du lot originaire numéro 209, bornée au nord-ouest par le lot 209-855; au sud-est par la rue 207-794 et partie du lot 209-721; au sud-ouest par le lot 209-853 et au nord-est par les lots 209-862, 721 et 722.

A part of lot original number 209, bounded to the northwest by lot number 209-855, to the southeast by Street lot 207-794 and lot 209-721, to the southwest by lot 209-853 and to the northeast by lots 209-862, 721 and 722.

Noms des propriétaires et adresses Names of proprietors and addresses	Description de l'immeuble Description of immovable
M.-Mr. Louis Eugène Baski, 8920 Blvd St-Laurent, Montréal, P.Q.	
Une partie du lot originaire numéro 209, de forme irrégulière, mesurant en superficie de 6380 pieds carrés, et bornée au nord-ouest par le lot 207-867, au nord-est par les lots 209-869 et 870; au sud-est par une partie du lot numéro 210 et au sud-ouest par les lots 209-721-722 et 723.	A part of lot original number 209 of irregular figure having a superficial area of 6380 sq. feet and bounded to the northwest by lot 207-867; to the northeast by lots 209-869 and 870; to the southeast by part of lot 210 and to the southwest by lots 209-721, 722 and 723.
M.-Mr. Gyula Marian, 1920 Emmanuel, Chomedey, Laval, P.Q.	209-808.
Pierre Villeneuve Inc., 1037 Fréchette, Longueuil, P.Q.	209-825.
Bela Vadasz Apartado, 5663 Este, Caracas, Venezuela	209-826.
Sandor Botos, 761 de l'Épée, Outremont, Montréal, P.Q.	209-841, 208-857.
Mme-Mrs. Victoria Tampouris, 2976 S.W. 23 Terrace, Miami 33145, Florida, U.S.A.	209-855.
Mme-Mrs. Victoria Tampouris, 2976 S.W. 23 Terrace, Miami 33145, Florida, U.S.A.	209-856.
Mme-Mrs. Victoria Tampouris, 2976 S.W. 23 Terrace, Miami 33145, Florida, U.S.A.	209-857.
Mme-Mrs. M. Shever Friedman, 20 est, 68e-th Rue-Street East, New-York 10021, U.S.A.	209-864.
Pierre Villeneuve Inc., 1037 Fréchette, Longueuil, P.Q.	209-882.
Pierre Villeneuve Inc., 1037 Fréchette, Longueuil, P.Q.	209-894.
Pierre Villeneuve Inc., 1037 Fréchette, Longueuil, P.Q.	209-895, 208-890.
M.-Mr. Jean-Charles Vaillant, 1785 Robillard, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	212-13.
Mme-Mrs. Emil Buchmann, 24 Paragon, Weston, Ontario	212-46.
M.-Mr. Louis Eugène Baski, 8920 Blvd St-Laurent, Montréal, P.Q.	212-67.
M.-Mr. Lajos Koncz, 2465 Walkeley, Montréal, P.Q.	212-95.
M.-Mr. Lajos Koncz, 2465 Walkeley, Montréal, P.Q.	212-118.
M.-Mr. Jean-Charles Vaillant, 1785 Robillard, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	212-198.
Mme-Mrs. Georges Casement, 609 Mercille, St-Lambert, P.Q.	212-281.
M.-Mr. Georges Lessard, 7385 Blvd Lévesque, Ville de-Town of Anjou, P.Q.	212-366, 367.
M.-Mr. Mme-Mrs. Georges Lessard, 7385 Blvd Lévesque, Ville de-Town of Anjou, P.Q.	212-377, 378.
M.-Mr. Thomas Hogan, 163 Homer, Greenfield Park, P.Q.	212-500, 499.
M.-Mr. Louis Eugène Baski, 8920 Blvd St-Laurent, Montréal, P.Q.	212-614.
Mme-Mrs. J. Rodolphe Martel, 1553 Balmoral, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	212-644-645, 646.
Mme-Mrs. Marcelle Duchesne, 1461 Balmoral, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	212-666, 667.
Mme-Mrs. Marcelle Duchesne, 1461 Balmoral, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	212-668, 669, 670.
M.-Mr. Omer Boisvert, 353 St-Nicolas, chambre-room 116, Montréal, P.Q.	212-718, 719.
M.-Mr. Omer Boisvert, 353 St-Nicolas, chambre-room 116, Montréal, P.Q.	212-742, 743.
Mme-Mrs. Antime Laforest, 1426 Balmoral, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	212-867, 866, 865.
M.-Mr. Louis Eugène Baski, 8920 Blvd St-Laurent, Montréal, P.Q.	212-919, 920, 921.
M.-Mr. Louis Eugène Baski, 8920 Blvd St-Laurent, Montréal, P.Q.	212-922.
M.-Mr. Gaston Limoges, 95A Desbiens, Ste-Thérèse Ouest-West, P.Q.	212-1033, 1032.
M.-Mr. Noël Vandemeulebrouck, 2415 Desjardins, Montréal, P.Q.	212-1088, 1089.
M.-Mr. Noël Vandemeulebrouck, 2415 Desjardins, Montréal, P.Q.	212-1090, 1091, 1092.
M.-Mr. Louis Eugène Baski, 8920 Blvd St-Laurent, Montréal, P.Q.	212-1122, 1123.
M.-Mr. Louis Eugène Baski, 8920 Blvd St-Laurent, Montréal, P.Q.	212-1124, 1125.
M.-Mr. Gaston Limoges, 95A Desbiens, Ste-Thérèse Ouest-West, P.Q.	212-1209, 1208.
M.-Mr., Mme-Mrs. André Samuel, 1760 Régent, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	212-1441, 1442, 1443.
Mme-Mrs. Pierrette Blanchette, 3711 Grand Boulevard, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	233-74.
M.-Mr. Georges Hubert, 4278 St-Hubert I, Montréal, P.Q.	233-130.
M.-Mr. Georges Hubert, 4278 St-Hubert I, Montréal, P.Q.	233-131.
M.-Mr. Georges Hubert, 4278 St-Hubert I, Montréal, P.Q.	233-132.
M.-Mr. Antonio Desmarais, 3703 Mont-Royal, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	233-149-150.
M.-Mr., Mme-Mrs. Pasqualine Panfili, 7590 Valcombre, app. 2, Montréal, P.Q.	233-557.
M.-Mr. Joseph Bartlette, 3435 Grand Boulevard, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	234-240, 241.
M.-Mr. Martin Lehamann, Rang de l'Église, Marieville, P.Q.	
Le lot numéro 234-319 et la partie sud-est du lot 234-320, ladite partie sud-est du lot numéro 234-320 mesure 17 pieds de largeur par 90 pieds de profondeur et est bornée comme suit: en front par la rue Mackay, en arrière, par une ruelle, d'un côté par le lot numéro 234-319 et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 234-320.	Lot number 234-319 and the southeast part of lot 234-320 said part of lot 234-320 measuring 17 feet in width by 90 feet in depth and bounded in front by Mackay Street, in rear by a lane on one side by lot number 234-319 on the other side by the residue of lot 234-320.
M.-Mr. Rodrigue Lalonde, C.P.-P.O. Box 11, Fitch Boy	234-409, 410.
Mme-Mrs. Blanche Doré, 2870 Grande Allée, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	234-711, 710.
M.-Mr. Arthur Gauthier, 2029 Holmes, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	234-729.
Sam Blair, 2067 Montcalm, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	
246-A-10, 246-A-11, à déduire dudit lot 246-A-10 la partie expropriée par la province de Québec en vertu des documents enregistrés sous le numéro 133628.	246-A-10, 246-A-11, to be deducted from lot 246-A-10, the part expropriated by the Province of Québec in virtue of documents registered under No. 133628.
M.-Mr. Léonce Turcotte, 3431 Grande Allée, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	205-101, 102.
G. Livornetti, G. Rotella, 7203 Marquette, Montréal, P.Q.	206-188, 189-1.
M.-Mr. Luigi Perri, 1655 Nielsen, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	207-219.
M.-Mr. Édouard Côté, 1601 Balmoral, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	
212-478, 479, 480, à déduire desdits lots, la partie vendue à la Cité de Laflèche, en vertu de l'acte enregistré sous le numéro 2844753.	212-478, 479, 480, to be deducted therefrom the part sold to the City of Laflèche per deed registered under number 284753.
M.-Mr. Luigi Perri, 1655 Nielsen, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	233-22.
M.-Mr. Adélard Talbot, 3856 Mance, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	233-299, 300, 301.
M.-Mr. Adélard Talbot, 3856 Mance, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	235-170, 171.
Plomberie & Chauffage Prudentiel, 3896 Mance, Cité de-City of Laflèche, P.Q.	235-627, 628.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y a lieu, sujets à tous les droits acquis de la Cité de Laflèche et/ou les autres corporations mentionnées ci-haut et à toutes servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Cité de Laflèche, le 12e jour de novembre 1969.

Le greffier,
CLAUDE CORRIVEAU.

31881-47-2-o

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies if any, subject to all the acquired rights of the City of Laflèche and/or other corporations above mentioned and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The purchase price of said immovables shall be payable immediately.

Given at City of Laflèche, the 12th day of November, 1969.

CLAUDE CORRIVEAU,
Town Clerk.

31881-47-2-o

Cité des Deux-Montagnes

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, SAMEDI, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1969, à DIX heures de l'avant-midi, en la salle municipale de l'hôtel-de-ville situé coin Chemin Oka et 8e Avenue, dans Deux-Montagnes, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, et scolaires, intérêt, ainsi que pour payer les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et frais ne soient payés avant la vente, à savoir:

City of Deux-Montagnes

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the City, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction on SATURDAY, the THIRTEENTH day of DECEMBER, 1969, at TEN o'clock in the forenoon, in the municipal hall situated corner Oka Road and 8th Avenue in Deux-Montagnes, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, interest, and other charges incurred for and by the sale, unless the said taxes and charges be paid before the sale, to wit:

Cadastre officiel de la paroisse de St-Eustache — Official cadastre of the parish of St-Eustache

Rôle Roll	Nom du propriétaire et adresse Name of proprietor and address	Cadastre Cadastral	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais et int. Costs and int.	Total
3366	O. Lajeunesse, 305 Chemin Oka Road Deux-Montagnes	53-P17	$313.14	$137.53	$ 79.65	$530.32
(Avec bâtisse dessus érigée).		(With building thereon erected).				
70	Paul Pelletier, 6607 Lacordaire, Montréal	53-74	97.94	41.02	25.79	164.75
3324	Marcel Leblanc, 6768, 1ère-st Avenue, Rosemont	53-177	88.32	17.17	21.05	126.54
98	R. Pinsonnault, 365 Galt, Verdun	53-263	84.53	21.22	20.75	126.40
106	Leslie Eaton, 470, 3e-th Avenue, Deux-Montagnes	53-272	378.64	268.19	110.56	757.39
(Avec bâtisse dessus érigée).		(With building thereon erected).				
1180	Mme-Mrs. Hanah O'Connor, 62, 11e-th Avenue, Deux-Montagnes	60-243	280.20	58.14	44.36	382.70
(Avec bâtisse dessus érigée).		(With building thereon erected).				
640-1	A. Bastien, 4349 Place Viger Square, Montréal Nord-North	70-P106	120.35	32.33	29.52	182.20
43	Syndic-trustee Guy Martin, Steck Exchange Tower, Montréal	53-P288	50.10	21.39	14.11	85.60
3641	A. Daigneault, 1008 Chemin Oka Road, Deux-Montagnes	77-212	64.92	33.09	18.25	116.26
1703	M. A. Dupuis, 165 Querbes, Outremont	81-184, 87-108	102.73	17.42	24.16	144.31
1554	J. Lemberg, 5605 DuBocage, Pierrefonds	81-279, 81-280	351.39	44.60	80.31	476.30
1978/81	A. Labossière, 421 Gouin Ouest-West, Montréal	88-204/205 88-242/243	392.06	124.72	98.69	615.47
1988/89	Harold Murphy, 304 Labrosse, Gatineau Mills, P.Q.	88-P248 88-249	72.33	39.27	20.82	132.42
2121	Mme-Mrs. Jeanne Demers, 7750 DeGaspé, Montréal	97-87	95.92	21.58	23.64	141.14

Donné à Deux-Montagnes, le 14 novembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
J.-M. RACINE.

31917-47-2-o

Given at Deux-Montagnes, November 14, 1969.

J.-M. RACINE,
Secretary-Treasurer.

31917-47-2-o

Ville de Gatineau

Avis est par les présentes donné par le soussigné, le greffier de la ville de Gatineau, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1969 à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la ville de Gatineau, à défaut de paiement des taxes municipales et/ou scolaires, ainsi que les frais encourus:

Town of Gatineau

Notice is hereby given by the undersigned, the Town Clerk of Gatineau, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, 1969, at TEN o'clock in the forenoon in the Municipal Hall of the town of Gatineau, in default of payment of municipal taxes and/or school taxes and costs incurred:

Rôle Roll	Propriétaires, adresse Proprietors, address	Quartier Ward	Cad. Cad.	Rang Range	Canton Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
398	M. Henri Bélanger, 84, Boul. Montcalm, Gatineau, P.Q.	1	15-P.	1	Templeton	$422.15	$ 364.66	$ 63.45	$ 850.26

Un immeuble situé à Gatineau, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quinze (P. 15) au cadastre officiel du premier rang du canton de Templeton, contenant cinquante pieds de largeur en front (50′) sur la rue Montcalm, par cent pieds de profondeur (100′) mesure anglaise plus ou moins, borné comme suit: au nord par partie du même lot propriété d'un dénommé Rhéal Mongeon, à l'ouest par le boulevard Montcalm, au sud par partie du même lot propriété de Roger Bélanger ou représentants, et à l'est par partie du même lot propriété du vendeur, ou représentants. Avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

An immovable situated at Gatineau, known and designated as being a part of lot number fifteen (P. 15) on the official cadastre of range one in the township of Templeton, measuring fifty feet in width in front (50′) on Montcalm Street, by one hundred feet in depth (100′), English measure, more or less, bounded as follows: on the north by part of the same lot, property of one Rhéal Mongeon, on the west by Montcalm Boulevard, on the south by part of the same lot, the property of Roger Bélanger or representatives, and on the east by part of the same lot, the property of the vendor, or representatives. With the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.

400	Mme A. Bisson-Bélanger, 84, Boul. Montcalm, Gatineau, P.Q.	1	15-P.	1	Templeton	35.14	9.14	3.55	47.83

Un terrain vague situé à Gatineau, connu et désigné comme partie du lot quinze (P. 15) au cadastre officiel du premir rang du canton de Templeton, mesurant cent pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins et borné comme suit: au nord par partie des lots 15-79 et 15-80, à l'est par partie du même lot propriété de Mme Théodore Mongeon, à l'ouest par partie du même lot propriété de M. Claude Bélanger et au sud par une rue projetée.

A vacant lot situated at Gatineau, known and designated as being part of lot fifteen (P. 15) on the official cadastre of range one in the township of Templeton, measuring one hundred feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: on the north by part of lots 15-79 and 15-80, on the east by part of the same lot, the property of Mrs. Théodore Mongeon, on the west by part of the same lot, the property of Mr. Claude Bélanger, and on the south by a proposed street.

1413	M. J. O. René Laurin, 593, rue Watt, Gatineau, P.Q.	1	16A-P.	1	Templeton	472.94	685.04	93.40	1,251.38

Un immeuble connu et désigné comme étant partie du lot seize « A » (P. 16A) au cadastre officiel du premier rang du canton de Templeton mesurant cinquante pieds (50′) de largeur par cent pieds (100′) de profondeur mesure anglaise; plus ou moins borné comme suit: au nord par partie du même lot, propriété de Lucien Beaudoin, à l'est par partie du même lot propriété de Roger Rollin au sud par la rue Watt et à l'ouest par partie du même lot propriété de Léon Lecavalier, avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

An immovable known and designated as being part of lot sixteen "A" (P. 16A) on the official cadastre of range one in the township of Templeton, measuring fifty feet (50′) in width by one hundred feet (100′) in depth, English measure, more or less, and bounded as follows: on the north by part of the same lot, the property of Lucien Beaudoin, on the east by part of the same lot, the property of Roger Rollin, on the south by Matt Street, and on the west by part of the same lot, the property of Léon Lecavalier; with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2732	M. Eugène Larabie, 419, rue Notre-Dame, Gatineau, P.Q.	1	17B-P.	1	Templeton	247.49	614.45	69.55	931.49
(Aucun titre).					(No title).				
3779	M. Hector Leblanc a/s H. L. Leblanc, 639, rue Maurice, Repentigny, P.Q.	2	2-106	1	Templeton	3.80	5.51	0.75	10.60
4428	M. Paul Champagne, 269, rue Maple, Gatineau, P.Q.	3	19A-294	1	Templeton	572.18	1,322.16	152.80	2,047.14
A-380	L. L. O'Brien, adresse inc.-add. unknown	5	22A-280	2	Templeton	14.69	24.08	3.15	41.92

Donné à Gatineau, Québec, ce 17ième jour de novembre 1969.

Le greffier,
NORMAND RACICOT.

31970-48-2-o

Given at Gatineau, Québec, this 17th day of November, 1969.

NORMAND RACICOT,
Town Clerk.

31970-48-2-o

Ville de l'Ile Perrot

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de l'Ile Perrot, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, en la salle du Conseil municipal, 110, boulevard Perrot, Ville de l'Ile Perrot, P.Q., LUNDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de DÉCEMBRE 1969, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente. La Commission municipale de Québec, par décision en date du 21 novembre 1969, a autorisé une énumération abrégée des numéraux cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des Cités et Ville, article 550.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes municipales, tant générales que spéciales de l'année 1968 et des années antérieures auront été payés avant la vente.

Town of Ile Perrot

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Ile Perrot, that the hereinafter described immovables, will be sold by public auction, at the Town Hall, 110, Perrot Boulevard, town of Ile Perrot, P.Q., on MONDAY, the TWENTY-SECOND day of DECEMBER, 1969, at TEN o'clock in the forenoon, to satiffy to the payment of municipal and school taxes, with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale. The Québec Municipal Commission, by decision dated November 21, 1969, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of the article 550 of the Cities and Towns Act.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables on which municipal taxes, so general as special, for the year 1968 and previous year, shall have been paid prior to the sale.

Ville de l'Ile Perrot, cadastre de la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal
Town of Ile Perrot, cadastre of the parish of Sainte-Jeanne de Chantal

Propriétaires Proprietors	Cadastres	Subdivisions
Olavie Einso Alanko	219	83, 85, 87, 89, 91.
Succ.-est. Barrette & Serrurier	219	P. 5, P. 6, 8, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 111, 113, 115, 117, 118, 119, 120, 123, 129, 130, 314, 324, 325, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 345, 346, 347, 348, 349, P. 219.
René Bélanger	215	5.
Gérard Blais & Nestor Hamel	219	
Roland Blanchette	P. 219	
Laurent Boire	209	38, 39.
Maurice Brunet	P. 205	
Pierre Brunet	220	151.
Fernand Carbonneau	220	158.
Fernand Carbonneau	222	30.
Mme-Mrs. Nathalie Caya	220	87, 88.
Robert Dusseault	219	253.
David James Fletcher	207	11.
Louis-Marie Fontaine	207	299.
Roland Gagnon	207	181, 182.
George Stafford Golding	220	91, 92, 93, 94, 95.
Léandre Houle	204	77.
John Kelly	219	153, 154, 155, 156.
Mme-Mrs. Oscar Hudon	207	P. 174, P. 175, P. 176, 177.
Jean Lacombe	207	186, 187, 188, 189.
Succ.-est. Alfred Lavigne	P. 219	
Mme-Mrs. Lucien Leduc	207	P. 190, 191, 192, 193, 194, 195.
André Legault	P. 199	
Philippe McSween	219	135, 136.
Fabien Ménard	207	291.
Jean Ménard	206	16, 73, 72.
Jean Ménard	208	88.
Jean Ménard	328-330 à-to 333-335 à-to 339	
Jean-Paul Ménard	P. 237	
Rodrigue Montpetit	219	305, 306, 307.
Jean-Baptiste Péladeau	207	142, 143, 144, 145, 146.
Rolland Goyer	222	15.
Arthur Pilon	204	42.
Arthur Pilon	219	P. 243 à-to P. 248, P. 400.
Noël Pilon	219	303, 304.
Roland Plamondon	204	P. 116, 117, 203-89, P. 90.
Réjean Poirier	219	372, 373.
Gaétan Robillard	208	P. 58.
Guy Robillard	328, 330 à-to 333-335 à-to 339	
Robert Charles Verney	219	382, 383, 384, 385, 386, 387.
Frank White	209-A-6	
Walter J. Williams	220	172-1, 173-1, 173-2, P. 169, 170.
Walter J. Williams	P. 220	
Walter J. Williams	P. 222	
Marlow Investment Corp. Ltd.	P. 212	

Donné à ville de l'Ile Perrot, P.Q., ce 21e jour de novembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ALBERT PORTELANCE, O.M.A.

31971-48-2-o

Given at town of Ile Perrot, P.Q., this 21st day of November, 1969.

ALBERT PORTELANCE, O.M.A.,
Secretary-Treasurer.

31971-48-2-o

Ville de Lorraine

Avis public est par les présentes donné que le secrétaire-trésorier de la ville de Lorraine, vendra à l'enchère publique le QUATORZIÈME jour de JANVIER 1970, à DIX heures de l'avant-midi au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville, 100, Grande Côte, ville de Lorraine, P.Q., de la manière prescrite par la loi, les immeubles suivant sur lesquels les taxes municipales n'ont pas été payées, à moins que ces taxes ne soient acquittées avec les frais encourus avant la vente, à savoir:

Town of Lorraine

Public notice is hereby given that the Secretary-Treasurer of the town of Lorraine will, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1970, at TEN o'clock in the forenoon, at the office of the council, Town Hall, 100 Grande Côte, town of Lorraine, P.Q., sell at public auction, in the manner prescribed by law, the following immovables on which the municipal taxes assessed have not been paid, unless tose taxes, together with the costs incurred be paid before the sale, to wit:

Folio	Nom Name	Numéro du cadastre Cadastral number
4-12	A. Leclerc	274-1, 273-3, 273-4.
18-7	L. P. Charbonneau Ltée	11-379.
18-42	L. P. Charbonneau Ltée	11-336.
20-5	G. Labelle	10-220.
20-21	Allyn Enterprises Ltd.	10-204.
20-22	Allyn Enterprises Ltd.	10-205.
22-2	Allyn Enterprises Ltd.	10-198.
22-3	Allyn Enterprises Ltd.	10-197.
22-4	Allyn Enterprises Ltd.	10-196.
22-7	Allyn Enterprises Ltd.	10-193.
22-8	Allyn Enterprises Ltd.	10-192.
22-14	Allyn Enterprises Ltd.	10-179.
22-15	Allyn Enterprises Ltd.	10-180.
22-16	Allyn Enterprises Ltd.	10-181.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville et situés dans le territoire de la ville de Lorraine.

La Commission municipale de Québec, à sa séance du 22 octobre 1969, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux.

Donné à Lorraine, ce 20e jour de novembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
H. B. GOLDMAN.

31972-48-2-o

The above immovables are all of the officia cadastre of the parish of Ste. Thérèse de Blainville and situated in the town of Lorraine.

The Québec Municipal Commission, at its meeting on October 22, 1969, authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers.

Given at Lorraine, this 20th day of November, 1969.

H. B. GOLDMAN,
Secretary-Treasurer.

31972-48-2-o

INDEX No 48

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

3549 — Soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans la région de Cap Smith et de la Baie Wakeham, territoire du Nouveau-Québec ... 6670
3549 — Withdrawal from staking of certain lands situated in the region of Cap Smith and Wakeham Bay, territory of New Québec ... 6670
3600 — Commission des loyers et la cité d'Alma ... 6670
3600 — Rental Commission and the city of Alma ... 6670

ASSOCIATIONS coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative des étudiants de l'université du Québec (Constituante de Montréal) (*Formation*) ... 6684
Association coopérative étudiante des arts graphiques (*Formation*) ... 6684

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Corporation des Bijoutiers du Québec (La) (*Requête*) ... 6676
Québec Jewellers' Corporation (The) (*Petition*) ... 6676
St-Casimir, village (*Requête-Petition*) ... 6680

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME — Act***

Gingras, Joseph Jean-Marie Louis Charles, Maurice (*Acc.-Grant.*) ... 6682
Grant, Alexander (*Acc.-Grant.*) ... 6682
Hamel, Michel (*Acc.-Grant.*) ... 6682
Jurinich, Antonio (*Dem.-Appl.*) ... 6681
Langton, William (*Dem.-Appl.*) ... 6681
McGorka, George (*Acc.-Grant.*) ... 6682
Selechonek, Louis Natham (*Dem.-Appl.*) ... 6682

CAISSES *SAVINGS*
d'épargne et de crédit *and Credit Unions*
Caisse d'économie Matagami (*Formation*) 6685
Caisse populaire du collège de Ste-Anne de la Pocatière (La) (*Formation*) 6685

COMPAGNIES *COMPANIES*
Avis relatifs à la Loi des *Notices relative to the Act of*
Autorisée à faire des affaires *Licensed to do Business*
Carousel Fashions, Inc. 6675

Dissoutes *Dissolved*
Conseil d'Orientation Économique du Bas Saint-Laurent (Le) 6638
Cote St. Luc & Silverson Holdings Inc. 6638
Delino (1961) inc. 6638
Dornaom Realty Corp. 6639
Ferr-Bilt Holdings Inc 6639
General Telecommunications Corporation 6639
Hampstead Terrace Ltd. 6639
Hotel Moose Ltd. 6639
Immeubles Elzéar Fortier, limitée (Les) 6639
Investment & Development Company Ltd 6640
Linwood Crescent Corporation 6640
Morada Fabrics (Canada) Ltd. 6640
Paramount Caterers Inc. 6640

Divers *Miscellaneous*
Champflour Investments Ltd. (*Nom-Name ch.*) 6672
Centre Communautaire des Employés syndiqués de bureaux et de métiers de l'Hydro-Québec (*Règl.-By-laws*) 6672
Compagnie industrielle St-David ltée (*Dir.*) 6672
Delorimier Investments Inc. (*Dir.*) 6672
Diapros Canada Limited (*Nom-Name ch.*) 6672
Electrovic Inc. (*Nom-Name ch.*) 6672
Entreprises Lecker ltée (Les) (*Nom ch.*) 6673
Entreprises Pi-Bi inc. (*Dir.*) 6673
Ezhil Investments Ltd. (*Nom-Name ch.*) 6673
Fondation Carol Brillant inc. (*Règl.-By-laws*) 6673
Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd. (Dir.) 6673
Hershey Chocolate of Canada (1967) Ltd. (*Dir.*) 6673
Home Specialties (1962) Inc. (*Dir.*) ... 6673
Lecker Enterprises Ltd. (*Name ch.*) ... 6673
Marché du Bas inc. (*Nom-Name ch.*) .. 6674
Markus Builders' Supply Ltd. (*Dir.*) .. 6674
Ouimet (J. René) Limited (*Dir.*) 6674
Ouimet (J. René) limitée (*Dir.*) 6674
Placements Delorimier inc. (*Dir.*) 6679
Québec Federation of Home and School Associations (*Nom-Name ch.*) 6674
Québec Federation of Protestant Home and School Associations (*Règl.-By-laws*) 6674
Société de Gestion Harvey, ltée (*Dir.*) . 6675
Société d'Habitation de Verdun (*Règl.*) 6674
United Orchards Inc. (*Dir.*) 6675
Upton Supreme Printing Co. Ltd. (*Dir.*) 6675
Verdun Housing Corporation (*By-laws*) 6674
Vergers Unis inc. (Les) (*Dir.*) 6675
Vigeant (Gérard) Automobile inc. (*Nom-Name ch.*) 6675
Yale Clothing Ltd. (*Règl.-By-laws*) 6675

Lettres patentes *Letters Patent*
Académie de Danse Gisèle & Laurent inc. 6570
Agences Musicales Saguenay Lac St-Jean ltée (Les) 6570
Agence Technique de Réclamations d'Assurances Dolbeau ltée 6571
Ameublement Vaudreuil inc. 6571
Amis des Scouts de La Pocatière inc. (Les) 6571
Applied Communications Corporation SOCAP), Limited 6620
Association de Hockey Junior du Québec (1969) inc. (L') 6572
Association de Sécurité des Exploitations Forestières du Québec inc. 6572
Association Religieuse et Culturelle de St-Joseph de Huntingdon 6573
Ateliers Roland Gingras inc. (Les) 6573
Aton Investments Inc. 6609
Automobiles Grand Prix ltée 6573

B. V. Realty Corp. 6574
Belcourt Development Inc. 6585
Boucherie de l'Élysée inc. 6574
Boulay (Jos) inc. 6574
Bousquet (Raymond) inc. 6574
Boutique de Ski Jean Lessard ltée (La) . 6575
Breuvages Richelieu inc. (Les) 6575
Brunelle, Trudel & Monette inc. 6575

Caron (Gervais) inc. 6576
Carrefour des Robes Féminines inc. 6576
Centre Commercial de Clermont inc. ... 6576
Centre Culturel et Communautaire de Warwick inc. 6577
Centre Culturel Thérésien inc. 6577
Centre de Chauffage Électrique du Québec inc. 6577
Centre Musical Mailloux inc. 6578
Chabot (Paul-Eugène) inc. 6578
Champagne (Normand) inc. 6578
Chanfreau inc. (Le) 6579
Château Estates Corporation 6579
Chemises sur Mesure Napoléon inc. (Les) 6579
Club Dabo du Québec inc. 6580
Club de Tir Val-Mont inc. 6580
Club Distributeur Cosmel'l No 1 inc. ... 6580
Club Social Cattolica inc. 6581
Comité Culturel de l'Outaouais inc. (Le) 6581
Comité des Loisirs de Boileau inc. 6581
Communication PNMD inc. 6582
Conserverie la Ménagère inc. 6582
Corporation Foncière Château 6579
Corporation Immobilière de l'Estrie 6582
Corporation of Financial Planning and Analysis (International) Inc. 6619
Corporation Varco 6583
Courtemanche & Frère ltée 6583

Daigle, Girard & Associés inc. 6584
Daubree Enterprises Limited 6586
Dave's Show Bar Inc. 6584
Delamare Transport Inc. 6584
Desjardins, Desjardins, Cadieux inc. ... 6584
Développements Belcourt inc. (Les) 6585
Distributeurs de Tapis Georgesiens inc. . 6585

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Domaine St-Eustache inc. (Le) 6585
Dremar inc. 6586
Drolet (Guy) inc. 6586

Entreprises Daubree limitée 6586
Entreprises G. F. Ste-Mélanie inc. (Les) 6587
Entreprises Lucien Jacquart inc. (Les) .. 6587
Entreprises Madelon inc. (Les) 6587
Entreprises Monbert ltée (Les) 6588
Entreprises Pelo ltée (Les) 6588
Épicerie Hamelin inc. 6588
Euro-Québec Import Co. Ltd. 6589
Expo Iron Limited 6589

Fédération de Tir au Pigeon d'Argile du Québec 6614
Festival de Football 69 Inc. (Le) 6590
Fonds Nordic ltée (Les) 6589
Football Festival 69 Inc. 6590
Forcier (Edgar) & Fils inc. 6590
Foyers Farnham inc. (Les) 6591

G.M.G. Equipment Inc. 6591
Galeries Jacques Cartier inc. (Les) 6591
Georgesian Rugs Distributors Inc. 6585
Grand Father's Pub Inc. 6592

Hébert et Lalonde inc. 6592
Holliday Mining Ltd. 6592
Hôtel Obalski (1969) ltée 6593
Hydro Boréal inc. 6593

Immeubles Trans-National ltée (Les) .. 6593
Imprimerie de Luxe C.M. inc. 6594
India-Canada Association of Montreal. 6594
Industries Sher-Mont limitée (Les) 6594

Jérôme Automobiles Ltd. 6595
Jérôme Automobiles ltée 6595

Kebec Ships Services Inc. 6595
Kiddie Land Nursery & Babysitting Services Inc. 6595

Lakeshore Players Inc. 6596
Langlois Holdings Ltd. 6609
Lanoue (Jean-Louis) Assurances inc. ... 6596
Latraverse (Guy) & Associés inc. 6597
Latulippe (Gilles) inc. 6597
LaSalle Car-Wash Ltd. 6597
Lave-Auto LaSalle ltée 6597
Leclaire (Charlotte) inc. 6597
Lessard (R.) Machine Parts Inc. 6598
Levine Bros. Bakery (St. Lawrence) Ltd. 6598
Ligue de Hockey Junior Richelieu inc. .. 6599
Lingerie Marquisette inc. 6599
Loisirs Montcalm inc. (Les) 6599
Lucas Studio Inc. 6600

Magasin Babin ltée 6600
Mailloux (Camille) inc. 6600
Mandra ltée 6601
Manic Tours Inc. 6601
Manoir Concordia inc. (Le) 6601
Manoir Duvernay inc. (La) 6602
Manufacture Cartier ltée 6602
Manufacturiers de Vêtements de Chambly inc. 6602
Marigold Shoppe Ltd. 6603
Marché Georges Lévesque inc. 6603
Mario Furniture Ltd. 6603
Meubles Roland Simard inc. (Les) 6603
Milton Packers, Ltd. 6617
Monte Carlo Automobiles inc. 6604
Morin, Dunn & Marcoux ltée 6604

Nadeau & Nadeau inc. 6604
Napoléon Custom Made Shirts Inc. 6575
Nero Ltd. 6609
Nero ltée 6650
Nettoyeur Ryan inc. 6605
Neveu & Neveu ltée 6605
Nordic Funds Ltd. 6589
Nor-Nel Enterprises Inc. 6606

Obalski Hotel (1969) Ltd. 6593
Osaka Restaurant Inc. 6606

Paradis, St-Pierre & Associés ltée 6607
Patrie Video inc. (La) 6607
Patrouille de Sécurité Jérômienne inc. .. 6607
Pavillon du Cadeau inc. 6607
Péloquin, Rajotte & Ass. inc. 6608
Perreault, Tardif et Associés inc. 6608
Perrin (S.) Spartan inc. 6608
Pièces de Machine R. Lessard inc. 6598
Pitre et Fils inc. 6609
Placements Aton inc. 6609
Placements Langlois ltée (Les) 6609
Placements Monkland inc. (Les) 6610
Placements Paul Gendron inc. (Les) ... 6610
Placements Rolland Blais limitée (Les). 6610
Placements Tardif, Latulippe, Perreault inc. (Les) 6611
Plasticleet Inc. 6611
Plomberie Lucien inc. 6611
Pneus Trans-Québec ltée (Les) 6612
Polyplan inc. 6612
Prize Construction Inc. 6612
Productive Land Investments Ltd. 6613
Produits G-Mo ltée 6613
Promatec inc. 6613
Proulx & Coulombe Auto inc. 6614
Provincial Box Containers Ltd. 6614
Pub de Grand Papa inc. (Le) 6592

Québec Logging Safety Association Inc. 6572
Québec Skeet Shooting Federation 6614
Québec Transportation Brokers Inc. 6615

Résidence Funéraire Maurice Savaria inc. 6615
Restaurant Au Bon Goût inc. 6615
Restaurant Osaka inc. 6606
Rochon Couvreur incorporée 6616
Rosmor Sales Inc. 6616
Ryan Cleaner Inc. 6605

S.T. Tik inc. 6616
St-Antoine (Guy) et Associés inc. 6617
St-Arnaud (André) & Associates Inc. .. 6617
St-Arnaud (André) & Associés inc. 6617
Salaison Milton, ltée (La) 6617
Sani-Marc inc. 6618
Sea N' Sun Vacations Inc. 6618
Sher-Mont Industries Limited. 6594
Shermount Holdings Corporation 6618
Sinclair (J. Ovide) inc. 6618
Skiroule (Ontario) inc. 6619
Société d'Analyse et Planning Financiers (Internationale) inc. 6619
Société de Communications Appliquées (SOCAP), limitée 6620
Studio Lucas inc. 6600
Styro-Plastic Ltd. 6620
Styro-Plastic ltée 6620
Sunrey Boats Inc. 6621

Tanguay ltée (L. P.) Ltée 6621
Terrajet inc. 6621
Tiffany Mills Inc. 6622
Tiffin Investment Corp. 6622
Trans-National Realties Ltd. 6593

Lettres patentes (suite) — *Letters Patent* (continued)

Trans-Québec Tire Ltd. 6612
Triumph Chemical Inc. 6622
Trugan Industries Inc. 6623
Twentieth Century Explorations Limited 6623
Urbitec ltée 6623
Val d'Or Gas Bar Inc. 6624
Valois (J. Jacques) inc. 6624
Westernrad Inc. 6624

Lettres patentes supplémentaires — *Supplementary Letters Patent*

Adams Realty Inc. 6625
Agence Provinciale de Perception inc. . 6625
Air Saguenay inc. 6625
Association de Chasse et Pêche Lac St-Jean inc. 6625
Auto-Neige Toundra inc. 6625
Beauce Distribution TV. inc. 6626
Beaux-Arts Waddington ltée 6638
Bedford Poultry Industries Limited. . . . 6626
Breault (J. J.) inc. 6626
Carrefour Musical inc. 6626
Centre de Renovation Domiciliaire inc. 6626
Centron Venture Corp. 6627
Charcuterie Maskoutaine inc. 6627
Clinique d'Anesthésie et de Réanimation d'Arthabaska inc. 6627
Clinique Gynécologique Victoria inc. . . 6627
Club de Golf Les Arpents Verts inc. 6628
Club Italo-Canadien de Ville St-Michel inc. 6628
Compagnie I.C. limitée (La) 6628
Corporation des Marchands des Galeries d'Anjou (La) 6630
Corps de Sécurité du Québec inc. 6628
Couture Aluminium inc. 6628
Édifice Montcalm inc. 6629
Entreprises Jean-R. Denoncourt inc. (Les) 6629
Entreprises Thomas inc. (Les) 6629
Express Services Inc. 6629
Fortin (J. Gérard) inc. 6630
Foyer de Kingsey Falls inc. 6630
Franchises Ad-Val inc. 6630
Galeries d'Anjou Merchant's Corporation (Les) 6630
Garderies L'Ange Gardien inc. 6631
Genster Holdings Limited. 6631
Genstar Investment Limited. 6631
Gestion Flambeau inc. 6631
Green Acres Golf Club Inc. 6628
Hodgson (C. J.) & Cie inc. 6631
Hodgson (C. J.) & Co. Inc. 6631
Home Renovation Center Inc. 6626
Hôpital de la Baie des Ha ! Ha ! inc. . . . 6632
Immeubles Adams inc (Les) 6625
Industries Avicoles de Bedford limitée (Les) 6626
Insulation Manufacturers & Processors Ltd. 6632
Janin (A.) & Compagnie limitée. 6632
Janin (A.) & Company Limited. 6632
(Kénogami) Fortin Tire Service Ltd. . . 6636
Laiterie Ste-Croix inc. 6632
Lange Canada Inc. 6632
Laurel Industries Limited. 6633
Lave-Auto Mac Donald ltée. 6633
Lingerie Deux Belles ltée. 6633
Lingerie Two Belles Ltd. 6633
Mac Donald Car Wash Ltd. 6633
La Maison (Rouyn-Noranda) inc. (La). 6633
Matériels Panzini incorporée. 6633
Montcalm Building Inc. 6629
Olympic Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd. 6634
Omega Motors (1969) Ltd. 6634
Placements Boulanger inc. (Les) 6634
Placements Thomar ltée (Les) 6634
Renfort inc. (Le) 6635
Résidence Ste-Marie. 6635
Roy (Donatien) et Fils ltée. 6635
Roy & Frère Joliette ltée. 6635
Sanscartier & Bros. Inc. 6635
Sanscartier & Frères inc. 6635
Scierie Morin inc. 6636
Security Corps of Québec Inc. 6628
Service de pneus Fortin (Kénogami) ltée 6636
Service Toilette Richelieu inc. 6636
Shelbern Electronics Ltd. 6636
Slack Brothers Limited. 6636
Société VS limitée (La) 6637
Teen Haven. 6637
Tundra Snowmobile Inc. 6625
Valiant Shoe Import Corp. 6637
Vallières (Henri) inc. 6637
Villa Manrèse. 6638
Waddington Fine Arts Ltd. 6638

DEMANDES à la Législature — *APPLICATIONS to Legislature*

Compagnie Trust Royal. 6681
Dorval, cité-city. 6680
Royal Trust Company. 6681

LIQUIDATION avis de — *WINDING up Notices*

Timmins Aviation (Terminals) Ltd. . . . 6676

MINISTÈRES Affaires municipales — *DEPARTMENTS Municipal Affairs*

Pierrefonds, ville-town (*L.P.*) 6698
St-André, village (*L.P.*) 6696
Ste-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, par. (*Publ.*) 6699
St-Léandre, par. (*Publ.*) 6700

Industrie et Commerce — *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages 6683
Shell fishing notices. 6683

Travail et de la Main-d'oeuvre — *Labour and Manpower*

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Alimentation, détail, Saguenay-Lac St-Jean (*Convention collective*) 6662
Dress, Province (*Amend.*) 6640
Food, Retail, Saguenay-Lac St-Jean (*Collective agreement*) 6662
Robe, province (*Mod.*) 6640

NOMINATION *APPOINTMENT*

Divers 6676
Miscellaneous 6676

PROCLAMATION *PROCLAMATION*

Office de planification du Québec et la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation entrée en vigueur des articles 12 à 15 de la Loi sanctionnée le 9 juin 1962 6682
Québec Planning Bureau Act and the Agriculture and Colonization Department Act, coming into force of sections 12 to 15 of the Act assented to June 9, 1969 6682

SOUMISSIONS *TENDERS*

Anjou, c.s.-s.c. 6687
Bélair, ville-town 6685
Giffard, c.s.-s.c. 6689
Ormstown, village 6690
St-Eustache, par. 6691
Ste-Foy, c.s.-s.c. 6693
Warwick, ville-town 6695

VENTES *SALES*

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Bedford *Bedford*

Malouin *vs* Bernier 6700
Theocharides *vs* McWilliam & Uxor ... 6700

Hauterive *Hauterive*

Hébert *vs* Girard 6701

Joliette *Joliette*

O'Lender *vs* Cloutier 6702

Québec *Québec*

Seabord Finance Company of Canada Ltd. *vs* Valiquette 6702

Terrebonne *Terrebonne*

Leibovitch *vs* Kerr 6703

Taxes *Taxes*

Deux-Montagnes, cité–city 6706
Gatineau, ville-town 6707
Ile Perrot, ville-town 6708
Laflèche, cité–city 6703
Lorraine, ville-town 6702

IMPRIMÉ AU CANADA PRINTED IN CANADA